

NOTE TO USERS

This reproduction is the best copy available.

UMI[®]



uOttawa

L'Université canadienne
Canada's university

**FACULTÉ DES ÉTUDES SUPÉRIEURES
ET POSTDOCTORALES**



uOttawa

L'Université canadienne
Canada's university

**FACULTY OF GRADUATE AND
POSTDOCTORAL STUDIES**

Daniel Lauzon

AUTEUR DE LA THÈSE / AUTHOR OF THESIS

M.A. (science politique)

GRADE / DÉGREE

Faculté des sciences sociales

FACULTÉ, ÉCOLE, DÉPARTEMENT / FACULTY, SCHOOL, DEPARTMENT

**La territorialisation médiatisée:
Le narratif de la souveraineté nationale dans l'arctique**

TITRE DE LA THÈSE / TITLE OF THESIS

Hélène Pellerin

DIRECTEUR (DIRECTRICE) DE LA THÈSE / THESIS SUPERVISOR

Catherine Côté

CO-DIRECTEUR (CO-DIRECTRICE) DE LA THÈSE / THESIS CO-SUPERVISOR

Claire Turenne-Sjolander

André Lecours

Gary W. Slater

Le Doyen de la Faculté des études supérieures et postdoctorales / Dean of the Faculty of Graduate and Postdoctoral Studies

**LA TERRITORIALISATION MÉDIATISÉE :
LE NARRATIF DE LA SOUVERAINETÉ NATIONALE DANS L'ARCTIQUE**

par
Daniel Lauzon
#2247303

Thèse soumise à la
Faculté des études supérieures et postdoctorales
dans le cadre des exigences
du programme de maîtrise en programme

École d'études politiques
Faculté des études supérieures et postdoctorales
Université d'Ottawa



Library and Archives
Canada

Published Heritage
Branch

395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Bibliothèque et
Archives Canada

Direction du
Patrimoine de l'édition

395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Your file *Votre référence*
ISBN: 978-0-494-65516-0
Our file *Notre référence*
ISBN: 978-0-494-65516-0

NOTICE:

The author has granted a non-exclusive license allowing Library and Archives Canada to reproduce, publish, archive, preserve, conserve, communicate to the public by telecommunication or on the Internet, loan, distribute and sell theses worldwide, for commercial or non-commercial purposes, in microform, paper, electronic and/or any other formats.

The author retains copyright ownership and moral rights in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms may have been removed from this thesis.

While these forms may be included in the document page count, their removal does not represent any loss of content from the thesis.

AVIS:

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque et Archives Canada de reproduire, publier, archiver, sauvegarder, conserver, transmettre au public par télécommunication ou par l'Internet, prêter, distribuer et vendre des thèses partout dans le monde, à des fins commerciales ou autres, sur support microforme, papier, électronique et/ou autres formats.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

Conformément à la loi canadienne sur la protection de la vie privée, quelques formulaires secondaires ont été enlevés de cette thèse.

Bien que ces formulaires aient inclus dans la pagination, il n'y aura aucun contenu manquant.

■+■
Canada

Table des matières

Introduction.....	1
<i>Historique et cadre légal.....</i>	<i>2</i>
Chapitre 1 : Cadre conceptuel.....	10
<i>La territorialisation.....</i>	<i>10</i>
<i>Le rapport entre la souveraineté et l'identité.....</i>	<i>11</i>
<i>L'origine et le rôle des frontières</i>	<i>11</i>
<i>Les fondements de la territorialité.....</i>	<i>13</i>
<i>Question de pouvoir et de contrôle</i>	<i>14</i>
<i>L'Arctique comme composante de l'identité canadienne.....</i>	<i>16</i>
La théorie des médias	20
Problématique : Question générale	25
Problématique : Question spécifique	26
Hypothèse	27
Chapitre 2 : Méthodologie	29
Déclinaison des concepts	29
<i>Narratif de la souveraineté nationale dans l'Arctique</i>	<i>29</i>
<i>Les tactiques médiatiques</i>	<i>30</i>
Délimitation de la population.....	32
<i>Les publications gouvernementales.....</i>	<i>32</i>
<i>Les articles journalistiques.....</i>	<i>33</i>
Plan de recherche.....	35
Chapitre 3 : Le message gouvernemental.....	38
Analyse quantitative des textes gouvernementaux	38
<i>Dimension des tactiques médiatiques.....</i>	<i>42</i>
<i>Dimension des limites</i>	<i>43</i>
<i>Dimension du pouvoir.....</i>	<i>43</i>
<i>Dimension de l'identité.....</i>	<i>44</i>
Analyse qualitative des textes gouvernementaux.....	44
<i>Dimension du pouvoir.....</i>	<i>45</i>
<i>Présence militaire et surveillance.....</i>	<i>45</i>
<i>Présence d'institutions étatiques, recherche et développement économique</i>	<i>47</i>
<i>Protection et application de la loi</i>	<i>51</i>
<i>Dimension des limites</i>	<i>53</i>
<i>Dimension de l'identité.....</i>	<i>54</i>
<i>Collectivités, nation et sentiment d'appartenance</i>	<i>54</i>
<i>Images, symboles et cultures.....</i>	<i>55</i>
<i>Nordicité et coopération circumpolaire.....</i>	<i>57</i>
Chapitre 4 : Le compte-rendu médiatique	59
Analyse quantitative des articles journalistiques.....	59
Analyse qualitative des articles journalistiques	68
<i>Dimension du pouvoir.....</i>	<i>75</i>
<i>Dimension des limites</i>	<i>77</i>
<i>Dimension de l'identité.....</i>	<i>78</i>

Chapitre 5 : Interprétation des données	80
Résultats des analyses	80
Présence des concepts et dimensions au sein des textes gouvernementaux	80
<i>Dimension des tactiques médiatiques.....</i>	<i>80</i>
<i>Narratif de la souveraineté nationale.....</i>	<i>82</i>
<i>Dimension du pouvoir</i>	<i>82</i>
<i>Dimension des limites</i>	<i>83</i>
<i>Dimension de l'identité</i>	<i>84</i>
Présence des concepts et des dimensions dans les articles de journaux.....	86
<i>Dimension des tactiques médiatiques.....</i>	<i>86</i>
<i>Narratif de la souveraineté nationale.....</i>	<i>89</i>
<i>Dimension du pouvoir</i>	<i>89</i>
<i>Dimension des limites</i>	<i>91</i>
<i>Dimension de l'identité</i>	<i>92</i>
Conclusion	94
<i>Études ultérieures</i>	<i>98</i>
Bibliographie.....	102

Résumé

Longtemps isolé et pratiquement inaccessible, l'Arctique est récemment devenu un lieu hautement contesté par la communauté internationale. Entre autres, les ressources pétrolières abondantes et l'ouverture imminente du célèbre Passage du Nord-Ouest font en sorte qu'au 21^e siècle l'importance économique, stratégique et environnementale de l'Arctique n'est plus en cause. Le contrôle de ce territoire, par contre, est vivement contesté.

Pour mieux comprendre l'enjeu de la souveraineté dans l'Arctique, cet ouvrage se penche sur la stratégie de territorialisation du gouvernement canadien et étudie la création d'un narratif de souveraineté nationale qui vise à créer un lien entre la population, le territoire et l'autorité. L'ouvrage reconnaît aussi que dans le cas de l'Arctique la plus grande partie de la population n'a presque aucun contact direct avec l'espace à territorialiser, et postule que le gouvernement doit donc créer un lien médiatisé entre l'autorité, la population et le territoire afin de le contrôler.

Introduction

Longtemps isolé et pratiquement inaccessible, l'Arctique est récemment devenu un lieu hautement contesté par la communauté internationale. Cet intérêt est dû en grande partie au progrès technologique et aux changements climatiques qui ont apporté une accessibilité accrue au territoire nordique. Grâce à cette accessibilité, les ressources naturelles abondantes et les précieux attributs géographiques et géopolitiques de l'Arctique sont hautement convoités par les pays connexes. Entre autres, les ressources pétrolières abondantes¹ et l'ouverture imminente du célèbre Passage du Nord-Ouest² font en sorte qu'au 21^e, siècle l'importance économique, stratégique et environnementale de l'Arctique n'est plus en cause. Le contrôle de ce territoire, par contre, est vivement contesté. À titre d'exemple, l'été 2007 a été particulièrement actif. Profitant de la fonte partielle des glaces, le Danemark, la Russie et le Canada ont entrepris des démarches spectaculaires dans le but d'attirer l'attention, internationale et nationale, envers leurs revendications du territoire arctique. Les Russes, notamment, ont planté leur drapeau national sous la calotte glacière à l'aide d'un sous-marin afin de réclamer le territoire de façon symbolique et sensationnelle³. Les Canadiens, en revanche, ont annoncé d'importants investissements lors d'une tournée ambitieuse du Premier ministre Stephen

¹ Certains géologues estiment que le cercle arctique contient jusqu'à 500 milliards barils de pétrole, une quantité qui équivaut toutes les réserves connues de la planète. Voir John Warren Kindt et Todd Jay Parriott. 1984. « Ice-Covered Areas: The Competing Interests of Conservation and Resource Exploitation ». *San Diego Law Review* 21 (no. 5 – sept.-oct.), 969.

² The Americas: Breaking the ice; Sovereignty over the Arctic. 2004. *The Economist* 372 (no. 8389), 48

³ Randy Boswell et Mike De Souza, « Canada throws Arctic gauntlet; PM Harper takes initiatives to ensure Canadian claim to northern sovereignty », *The Star Phoenix* (Saskatoon), 11 août 2007, B8.

Harper dans l'Arctique⁴. De leurs côtés, les Danois et les Américains ont envoyé avec fanfare des scientifiques pour recueillir les données nécessaires pour affirmer leurs revendications⁵.

Mais en dépit de l'attention portée envers l'Arctique, très peu de gens ont le privilège de témoigner personnellement de la beauté naturelle et des activités qui ont lieu dans le Grand Nord. Puisque la grande majorité de la population, y compris les décideurs politiques et diplomatiques, ne se rendra jamais dans l'Arctique, le lien entre la population et le territoire est presque entièrement médiatisé. Dans l'absence d'un lien direct entre la population et le territoire, l'étude de la territorialisation prend une dimension unique et fascinante. Pour affirmer leur souveraineté sur un territoire, les gouvernements doivent combler la distance géographique qui sépare la population de l'Arctique. Le présent travail cherche à mieux comprendre la façon dont le gouvernement canadien s'y prend pour communiquer l'importance du territoire revendiqué et de créer un lien identitaire entre un territoire et une population séparés par un gouffre incontournable.

Historique et cadre légal

Les textes retenus aux fins de notre recherche documentaire nous donnent un aperçu de la complexité des relations internationales sur ce territoire fascinant, situé au carrefour des enjeux géostratégiques les plus importants des 20^e et 21^e siècles. Ce contexte géopolitique essentiel est bien établi par Jacques Marcadon, disciple de la

⁴ Randy Boswell, « Arctic melt unlocks Northwest Passage; 'Unprecedented' », The National Post (Don Mills), 29 août 2007, A4.

⁵ *Ibid.*

« géoéconomie ». Cet auteur souligne l'importance historique et géoéconomique des eaux intérieures, dont les détroits danois qui relient la Baltique à la mer du Nord⁶. Selon une perspective plus canadienne des enjeux nordiques, Frédéric Lasserre, John Warren Kindt et Todd Jay Parriott élaborent sur l'Arctique soi-disant « canadien ». Lasserre évoque notamment l'importance planétaire des routes maritimes en expliquant que : « *le transport maritime structure l'économie mondiale* »⁷. L'économie mondialisée, dit-il, fait des détroits maritimes un enjeu stratégique et géopolitique de très haut calibre. De plus, l'auteur introduit la Convention onusienne sur le droit de la mer que certains auteurs considèrent être la constitution des océans⁸. Cette Convention, explique Lasserre, « [...] permet notamment aux États archipélagiques d'affirmer leur souveraineté totale sur leurs eaux intérieures »⁹. Une discussion plus approfondie de la Convention, qui représente le cadre juridique dans lequel se déroulent les négociations internationales, est entreprise par John Warren Kindt et Todd Jay Parriott¹⁰. Le texte intégral de la *Convention sur le droit de la mer*¹¹ est pertinent à cet égard. Une variété d'auteurs offre également un aperçu de la position canadienne et les enjeux de droit international dans l'Arctique. Citons notamment les œuvres de René-Jean Dupuy, Robert D. McConchie et Robert S. Reid, Donat Pharand, Ronald G. Purver, Shirley V. Scott, Joel J. Sokolsky, Nikolaj Petersen ainsi que Franklyn Griffiths et Rob Huebert. Ainsi, selon Griffiths, l'Arctique

⁶ Jacques Marcadon. 2004. « Géoéconomie des détroits danois » *Cahiers de Géographie du Québec* 48 (no. 135 – décembre).

⁷ Frédéric Lasserre. 2004. « Les détroits arctiques canadiens et russes Souveraineté et développement de nouvelles routes maritimes » *Cahiers de Géographie du Québec* 48 (no. 135 – décembre), 281.

⁸ Rob Huebert, « The Law of the Sea and the Arctic: An Unfulfilled Legacy », dans Chircop, Aldo, et al, dir. *Ocean Yearbook*. (University of Chicago Press, 2004), 218.

⁹ Frédéric Lasserre. « Les détroits arctiques canadiens et russes Souveraineté et développement de nouvelles routes maritimes », 284.

¹⁰ Kindt et Parriott, « Ice-Covered Areas: The Competing Interests of Conservation and Resource Exploitation », 982

¹¹ Nations unies. 2007. New York: Division for Ocean Affairs and the Law of the Sea.

serait un point d'intersection entre huit pays, soit le Canada, les États-Unis, le Danemark, la Finlande, la Norvège, la Suède, la Russie (autrefois l'Union Soviétique) et l'Islande¹². Pour cette raison, explique-t-il, cette région a été d'une importance stratégique inestimable lors de la Guerre froide et continue d'être un lieu riche en enjeux géostratégiques¹³. De ce fait, plusieurs organisations internationales ont été établies pour faciliter la gestion de l'Arctique. Entre autres, Griffiths nomme l'OTAN, le conseil Nordique, le « *Inuit circumpolar conference* » (*ICC*) et les organes onusiens tels que la *Convention sur le droit de la mer* et l'organisation maritime internationale¹⁴. Mais en dépit de ceux-ci, quelques différends vivaces persistent, dont la discorde entre les États-Unis et le Canada quant au statut du Passage du Nord-Ouest et des revendications frontalières non réglées entre certains pays¹⁵.

Au cours de la dernière décennie, ces enjeux multilatéraux sont devenus plus aigus en raison des changements climatiques et une variété de facteurs contemporains. Comme l'explique Griffiths, le réchauffement climatique oblige une coopération plus étroite entre les pays connexes. Bien entendu, l'étroitesse de ces relations occasionne parfois des frictions interétatiques¹⁶.

Ces frictions et leur effet sur la gestion du territoire arctique sont abordés par Rob Huebert. L'auteur rappelle d'abord que la Convention ne mentionne presque pas l'Arctique comme tel. En fait, seul l'article 234, qu'il nomme la « clause canadienne », de la Convention mentionne expressément l'Arctique. Cette clause, dit Huebert, a été

¹² Franklyn Griffiths, *The Arctic as an International Political Region*. Dans Kari Möttölä (dir.), *The Arctic Challenge: Nordic and Canadian Approaches to Security and Cooperation in an Emerging International Region*. (London: Westview Press, 1988), 1.

¹³ *Ibid.*, 2.

¹⁴ *Ibid.*, 6.

¹⁵ *Ibid.*, 5.

¹⁶ *Ibid.*, 10.

adoptée en réponse au différend entre le Canada et les États-Unis quant au statut du Passage du Nord-Ouest¹⁷. Le climat incertain de la Guerre froide et le nombre restreint d'États nordiques qui ont participé aux négociations expliquent en partie le silence de la Convention face à l'Arctique¹⁸.

Le processus d'élaboration de la Convention mérite d'être résumé afin de bien cerner le contexte dans lequel notre recherche s'inscrit. Le berceau du problème, toujours selon Huebert, est que les bornes du territoire cédées au Canada par les Britanniques en 1880 étaient vagues, surtout en ce qui concerne le contrôle des eaux. Bien que la majorité des revendications territoriales ait été résolue à partir de 1930, le statut du Passage du Nord-Ouest et quelques revendications frontalières n'ont jamais été tranchées¹⁹. En effet, les États-Unis ont toujours maintenu que le Passage du Nord-Ouest est un passage maritime international. En réponse aux provocations américaines, dont le passage du brise-glace « Manhattan » en 1969 et 1970, l'Union soviétique et le Canada ont entrepris des démarches, chacun de leur côté, pour solidifier leurs propres revendications territoriales²⁰. Tandis que l'Union soviétique a menacé l'utilisation de la force militaire et a tenté d'intensifier son trafic maritime commercial, le Canada a quant à lui légiféré une zone de protection environnementale par l'entremise de la *Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques*²¹. Cette zone protégée a eu pour effet d'étendre à 100 milles nautiques de la côte canadienne la portée du gouvernement canadien, sans pour autant revendiquer ouvertement le territoire lui-même²². Suite à ce projet de loi, le

¹⁷ Rob Huebert, «The Law of the Sea and the Arctic: An Unfulfilled Legacy», 203.

¹⁸ *Ibid.*, 194.

¹⁹ *Ibid.*, 203.

²⁰ *Ibid.*, 204.

²¹ *Ibid.*, 205.

²² *Ibid.*

gouvernement canadien a entrepris des démarches afin de recevoir l'appui de la communauté internationale²³. Huebert nous apprend que ces démarches ont donné lieu au texte de l'article 234, qui permet à un pays souverain d'appliquer ses lois portant sur la pollution maritime à l'intérieur d'une *Zone économique exclusive*²⁴. En se servant de l'article 234, le Canada a donc internationalisé le contrôle de ses eaux nordiques en utilisant le prétexte de la protection environnementale²⁵.

En plus de cet article-clef, l'article 76 (8) et l'annexe II de la Convention établissent la *Commission des limites du plateau continental*, un moyen pour les États de revendiquer leur territoire en s'appuyant sur des données géographiques, soit l'étendue de leur plateau continental. Cette Commission oblige les États à établir les limites de leur plateau respectif et à soumettre un rapport à la commission dans les dix ans suivant leur ratification de la Convention²⁶.

Une discussion de l'impact de la *Convention sur le droit de la mer* n'est toutefois pas complète sans un survol des nombreux changements qui sont survenus dans l'Arctique depuis sa conclusion en 1982. Huebert évoque notamment la fin de la Guerre froide, les changements climatiques et la reconnaissance des droits des autochtones sur leurs territoires comme étant parmi les plus significatifs²⁷. Comme Griffiths et les autres auteurs abordés plus tôt, Huebert mentionne plusieurs organisations et ententes internationales qui sont survenues après la Guerre froide, dont la *Stratégie de protection de l'environnement arctique*, le *Conseil nordique*, le *Code polaire* et la *Route maritime*

²³ *Ibid.*

²⁴ *Ibid.*, 205-206.

²⁵ *Ibid.*, 206.

²⁶ *Ibid.*, 207.

²⁷ *Ibid.*, 196.

du Nord (Russian Northern Sea Route)²⁸. Cependant, en dépit des clauses de la Convention et des initiatives qui l'ont suivie, certains intérêts étatiques individuels demeurent irréconciliables²⁹.

Ce n'est qu'en novembre 2003 que le Canada a ratifié la Convention de l'ONU sur le droit de la mer³⁰. Peu après cette date, nous remarquons un accroissement de l'intérêt du gouvernement canadien quant à ses revendications du territoire arctique. C'est d'ailleurs le point de départ de notre recherche.

Le contexte juridico-politique est important, car il permet de mieux comprendre le comportement du gouvernement canadien en ce qui concerne la défense du territoire arctique. Dans un article intitulé « *Breaking the ice; Sovereignty over the Arctic* », la revue britannique *The Economist* expose les tactiques militaires utilisées par le gouvernement canadien afin d'assurer sa souveraineté dans l'Arctique. En fait, cet article confirme le caractère géostratégique du comportement canadien :

The military exercises [...] are being driven by international politics. Though Canada claims sovereignty over the whole Arctic archipelago, the United States has never recognised this claim: it considers the Northwest Passage an international waterway³¹.

L'article réaffirme aussi l'urgence de la situation, en suggérant que les eaux nordiques pourraient dégeler, du moins pour une partie de l'année, d'ici dix ans³². Pour les pays ayant une revendication quant au contrôle des eaux et du territoire, il est donc primordial que ces différends soient réglés avant que le trafic maritime ne devienne ingérable. Pour cette raison, les gouvernements des pays nordiques accélèrent leurs manœuvres et

²⁸ *Ibid.*, 209.

²⁹ *Ibid.*, 218.

³⁰ Ressources naturelles Canada, « *Le Canada ratifie la convention des Nations Unies sur le Droit de la mer* », Communiqué de presse no 171, le 6 novembre 2003.

³¹ Voir *The Economist. The Americas: Breaking the ice; Sovereignty over the Arctic.*

³² *Ibid.*

réclament ce qu'ils croient leur appartenir. Parmi les manœuvres les plus spectaculaires, le Canada a entrepris des exercices militaires de grande envergure dans l'Arctique³³. De plus, en 2005 le ministre canadien de la Défense, Bill Graham, a visité une petite île déserte, l'île Hans, dont l'appartenance est contestée par le Danemark et le Canada. Cette provocation diplomatique a été contrée par une visite militaire danoise et une présence militaire accrue dans la région de la part des deux pays³⁴. Comme l'explique la revue, ce comportement gouvernemental est le résultat d'une nouvelle stratégie quant aux négociations diplomatiques concernant la souveraineté dans l'Arctique.

En effet, sous la gouverne de son nouveau Premier ministre, Paul Martin, le gouvernement fédéral de l'époque a entrepris une nouvelle stratégie axée sur la protection de l'Arctique soi-disant « canadien ». Cette stratégie de territorialisation a été élaborée selon un seul critère ; la visibilité canadienne dans le territoire qu'il revendique. La raison d'être de cette nouvelle stratégie est bien résumée par la citation suivante :

Canada's lawyers say that its claim to sovereignty is well founded but could be abandoned by dereliction. Mr. Martin's government is plainly not willing to let this happen. That is why it is conducting Exercise Narwhal around Pangnirtung, on Baffin Island. And just in case nobody cares or notices, a bigger military exercise is planned for 2006³⁵.

Puisque la présence canadienne est requise pour assurer la souveraineté du territoire, le gouvernement doit non seulement accroître la présence canadienne, mais il doit aussi s'assurer que la communauté internationale et les citoyens canadiens eux-mêmes remarquent ses efforts. Comme nous l'avons vu, les médias d'information jouent un rôle primordial dans la communication des efforts de revendication du territoire arctique. Cependant, aucune recherche universitaire ne traite spécifiquement du rôle de cette

³³ *Ibid.*

³⁴ Voir The Economist. *The Americas: Charging round the block; Canada's defence policy.*

³⁵ Voir The Economist. *The Americas: Breaking the ice; Sovereignty over the Arctic.*

médiatisation sur un projet de territorialisation comme celui entrepris dans l'Arctique canadien. C'est donc cette lacune que la présente recherche tentera de combler en s'édifiant sur deux corpus littéraires. Nous étudierons d'abord la territorialisation pour mieux comprendre le projet entrepris par le gouvernement canadien, ainsi que la théorie des médias pour mieux comprendre comment un tel projet est diffusé.

Chapitre 1 : Cadre conceptuel

La territorialisation

La souveraineté étatique, vestige du traité de Westphalie de 1648, est le mode organisationnel du système international contemporain. La dynamique interne de ce système a fait l'objet d'innombrables écrits, mais une composante demeure invariable : l'État détient la plénitude des pouvoirs à l'intérieur de son territoire. La question qui se pose aux fins de notre recherche, cependant, est de savoir comment délimiter un territoire souverain. Il existe un corpus littéraire qui aborde cette question du point de vue international. Michel Foucher, par exemple, nous fait remarquer que : « le plus souvent, il faut être deux pour tracer une frontière »³⁶. En effet, il affirme qu'un des plus grands obstacles au tracé d'une frontière est de lui donner une légitimité par la reconnaissance bilatérale ou multilatérale³⁷. Il va de soi, donc, que pour établir une frontière il faut un accord entre deux ou plusieurs États ou encore l'imposition d'une limite par un État voisin³⁸. Pour sa part, Alan Hudson affirme que selon les principes du droit international, une revendication frontalière peut s'appuyer sur quatre principes, soient le principe territorial, le principe national, le principe de protection et le principe de l'universalité³⁹. Dans le cas de l'Arctique canadien, les revendications sont d'ordre territorial parce que le litige repose sur le contrôle d'un territoire particulier. Par contre, en se limitant aux questions de droit international, ces auteurs ne cernent pas les fondements de l'État ni de

³⁶ Michel Foucher. *Fronts et frontières : Un tour du monde géopolitique*. (Paris : Librairie Arthème Fayard, 1991), 531.

³⁷ *Ibid.*, 532.

³⁸ *Ibid.*, 110.

³⁹ Alan Hudson. « *Beyond the Borders: Globalisation, Sovereignty and Extra-Territoriality*. » dans David Newman, dir.; *Boundaries, Territory and Postmodernity*. (London: Frank Cass. 1999), 95.

la territorialisation de l'espace. Bref, ils présupposent l'existence de deux États, et tentent de voir comment le tracé de la frontière entre eux s'effectue. Notre recherche, par contre, pose une question encore plus fondamentale : comment un État circonscrit-il les limites de son propre pouvoir et, une fois définies, comment exerce-t-il son pouvoir sur ce territoire? Dans le but de répondre à cette question, nous entreprenons un examen approfondi du concept de territorialisation emprunté à la géopolitique afin d'examiner le rôle que pourraient jouer les médias de l'information dans l'exercice du pouvoir sur un territoire.

En premier lieu, nous voulons explorer la nature des rapports entre la souveraineté territoriale et le concept de l'identité. Pour ce faire, nous résumons une théorie de la territorialisation pour démontrer comment un projet politique peut se manifester sur un territoire particulier. De plus, nous cherchons à poser l'espace, les frontières qui le délimitent, en tant que partie intégrante de la notion de l'identité des citoyens. En deuxième lieu, nous voulons analyser comment le pouvoir et le contrôle peuvent être exercés sur un territoire donné. Dans le cadre de cette analyse, nous utiliserons comme postulat l'importance des réseaux de communications comme outils de contrôle. Cette discussion établira un fondement conceptuel indispensable à notre recherche.

Le rapport entre la souveraineté et l'identité

L'origine et le rôle des frontières

Les frontières retracent leurs origines à la Grèce antique où elles servaient de démarcation de propriété entre les civilisations et les modes économiques⁴⁰. De nos jours, elles délimitent les paramètres légaux, fiscaux, militaires et circonscrivent le contrôle du

⁴⁰ Michel Foucher. *Fronts et frontières : Un tour du monde géopolitique*. 531.

territoire, quatre fonctions essentielles à la territorialisation de l'espace⁴¹. En effet, la frontière elle-même est en soi un puissant message parce qu'elle désigne une « *limite sacrée* » entre le territoire en question et l'extérieur⁴². Selon Mathias Albert, les frontières sont de puissants symboles qui communiquent l'identité territoriale et elles prennent plusieurs formes symboliques, ce qu'Albert appelle des iconographies⁴³. Une frontière est donc beaucoup plus qu'une ligne sur une carte géographique, elle est une conception du territoire auquel nous prétendons appartenir.

[...] les frontières sont une partie intégrante des croyances et des mythes sur l'unité du peuple, et parfois des mythes sur l'unité 'naturelle' du territoire. Ces 'communautés politiques imaginées', pour reprendre la formule consacrée de Benedict Anderson à l'égard des nations, ont parfois de profondes racines historiques. Elles se rattachent à la forme la plus puissante de lien idéologique du monde moderne : le nationalisme⁴⁴.

Les frontières occupent donc un rôle important dans la formation et dans le maintien de l'identité⁴⁵, car elles incarnent de puissantes idéologies et des relations de pouvoir qui leur donnent des significations uniques. Ces significations sont la base du mythe de l'identité et la motivation derrière le sentiment d'appartenance⁴⁶. En fait, selon Malcolm Anderson, la majorité des géographes politiques croient que les frontières influencent fortement le développement politique d'une société⁴⁷. Selon Chris Brown, cela est dû, notamment, au fait que l'identité se compose d'une conception de ce que nous sommes,

⁴¹ Claude Raffestin. *Pour une géographie du pouvoir*. Collection « Géographie économique et sociale » Tome XIII. (Paris : Librairies techniques (LITEC), 1980), 151.

⁴² *Ibid.*, 150.

⁴³ Mathias Albert. « *On Boundaries, Territory and Postmodernity: An International Relations Perspective.* » dans David Newman, dir., *Boundaries, Territory and Postmodernity*. London: Frank Cass, 1999.), 76, 80.

⁴⁴ Malcolm Anderson. « *Les frontières : un débat contemporain* ». *Cultures & Conflits* n° 26-27 (1997).

⁴⁵ Chris Brown. « *Borders and Identity in International Political Theory* ». Mathias Albert, David Jacobson et Yosef Lapid, dir. *Identities, Borders, Orders: Rethinking International Relations Theory*. Collection *Borderlines*, vol. 18. Minneapolis: University of Minnesota Press, 2001.), 129.

⁴⁶ Anderson, *op. cit.*

⁴⁷ *Ibid.*

mais aussi de ce que nous ne sommes pas. « *Identity is always about difference, borders are about maintaining difference* », dit-il⁴⁸. Cette notion d'identité par différenciation, autant au niveau individuel qu'étatique, s'inspire de la théorie de la dualité hégélienne⁴⁹.

Paul Claval poursuit cette idée lorsqu'il tente de déterminer la source de la légitimité de l'État. Avant l'émergence de l'État-nation, dit Claval, la légitimité des États absolutistes était enracinée dans le droit divin. De ce fait, le pouvoir sur les hommes et le droit au territoire était dissociable. L'État moderne, par contre, repose plutôt sur la population, qui, par sa volonté, s'approprie un droit territorial sur un espace donné. Selon Claval, la source de la légitimité des revendications territoriales se retrouve donc, d'abord et avant tout, dans la notion que ceux qui habitent le territoire en question s'y identifient⁵⁰.

Les fondements de la territorialité

Mais pourquoi les frontières et l'espace qu'elles délimitent ont-ils une importance aussi fondamentale? Une réponse nous vient des propos du théoricien allemand Friedrich Ratzel, selon qui il est possible de projeter ses idées sur un territoire dans le but de le « territorialiser »⁵¹. En fait, depuis Ratzel, l'étude géopolitique renforce le rôle et la place de l'État et, donc, des frontières. Cela est dû au caractère statocentrique de la pensée ratzelienne qui donne à l'État un rôle primordial dans l'organisation humaine⁵². Alors que la civilisation permet à l'être humain de modifier son environnement, c'est la venue de

⁴⁸ Chris Brown. « *Borders and Identity in International Political Theory* », 129.

⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁰ Paul Claval. *Géopolitique et géostratégie : La pensée politique, l'espace et le territoire au XX^e siècle*. Série « géographie ». (Paris : Édition Nathan, 1994.), 8.

⁵¹ *Ibid.* 21.

⁵² Raffestin. *op. cit.*, 23.

l'État qui permet d'actualiser cette relation et d'atteindre ce que Ratzel appelle l'épanouissement politique – soit « une extension et une intensification des rapports avec le sol »⁵³. « L'enracinement dans le sol des communautés exploitant les potentialités territoriales » est, pour Ratzel, l'élément fondateur de l'État⁵⁴. C'est-à-dire que lorsqu'il s'est fait approprié par un acteur, l'espace devient un territoire. En d'autres mots, il ne s'agit plus de l'espace lui-même, mais d'une construction de l'acteur.

*L'espace représenté n'est donc plus l'espace, il est image de l'espace ou mieux territoire vu et/ou vécu. L'espace devenant territoire d'un acteur dès qu'il est pris dans un rapport social de communication*⁵⁵.

L'État moderne, donc, découle de la territorialisation puisqu'il est un arrangement particulier de l'espace défini par certains comme étant une « expression géographique du pouvoir »⁵⁶. Les frontières sont une représentation conceptuelle de cette expression géographique.

Question de pouvoir et de contrôle

Selon ces perspectives, l'intégrité des frontières dépend du sentiment d'appartenance éprouvé par les citoyens du territoire qu'elles délimitent⁵⁷. Le lien entre la population, le territoire et l'autorité est au fondement de la territorialité⁵⁸. Il va donc de soi que pour qu'un projet politique puisse exercer un certain contrôle sur un territoire, les habitants doivent s'y identifier. Les disciples de la territorialité s'attendent longuement

⁵³ Friedrich Ratzel, tel que cité dans Paul Claval. *Géopolitique et géostratégie : La pensée politique, l'espace et le territoire au XX^e siècle*, 20

⁵⁴ Raffestin, *op. cit.* 9

⁵⁵ *Ibid.*, 133.

⁵⁶ Mathias Albert et Lothar Brock. « *What Keeps Westphalia Together? Normative Differentiation in the Modern System of States* ». Mathias Albert, David Jacobson et Yosef Lapid, dir. *Identities, Borders, Orders: Rethinking International Relations Theory*. Collection Borderlines, vol. 18. (Minneapolis: University of Minnesota Press, 2001), 34.

⁵⁷ Brown. *op. cit.*, 129.

⁵⁸ Raffestin. *op. cit.*, 17.

aux outils stratégiques dont un État peut se doter afin de mieux contrôler le territoire qu'il revendique. Les réseaux de transport et les réseaux de communications, par exemple, permettent à l'État d'exercer son pouvoir sur un territoire donné. Selon Paul Claval, les technologies de l'information ont révolutionné la géopolitique, car les événements qui sont transmis à la population peuvent peser sur l'opinion publique et créer une conscience collective⁵⁹. En fait, la théorie de la territorialisation retenue accorde une importance particulière aux médias d'information, affirmant, entre autres, que ceux-ci sont une partie intégrante des stratégies de territorialisation.

Dans un territoire vaste et isolé comme l'Arctique canadien, l'importance d'un réseau de communication efficace est d'autant plus cruciale. En fait, les réseaux de communication sont essentiels au développement du territoire. Selon Raffestin, ces réseaux sont « l'invention, par ceux qui sont en mesure d'exercer le pouvoir, d'un territoire organisé »⁶⁰. Le simple fait de communiquer et de pouvoir communiquer, c'est-à-dire l'établissement d'un réseau de communication, permet de maîtriser l'enveloppe spatio-temporelle⁶¹. Bref, les technologies de l'information permettent notamment de contrôler les distances et de maîtriser l'ensemble du territoire⁶². Les réseaux créés par les médias de l'information sont des instruments de pouvoir étroitement contrôlés⁶³ : « les médias ne sont pas « pouvoir » mais instruments de pouvoir combinés dans des stratégies »⁶⁴.

⁵⁹ Claval, *op. cit.* 173.

⁶⁰ Raffestin. *op. cit.*, 178.

⁶¹ *Ibid.*, 189.

⁶² *Ibid.*, 181.

⁶³ *Ibid.*, 197.

⁶⁴ *Ibid.*, 199.

Le lien entre les médias de l'information et le contrôle du territoire représente un aspect important du cadre conceptuel de notre recherche. Nous croyons que les médias de l'information peuvent transmettre un narratif identitaire capable d'établir un rapport entre les citoyens d'un même pays et est donc une composante essentielle du projet de territorialisation canadien, surtout en ce qui concerne l'Arctique.

L'Arctique comme composante de l'identité canadienne

Nous l'avons vu, le corpus littéraire de la territorialité établit un lien entre l'identité et la maîtrise du territoire. Afin de vérifier la présence d'un narratif identitaire propre à l'Arctique nous avons cru bon retenir un texte qui décrit les façons dont l'Arctique s'inscrit déjà dans le narratif identitaire canadien. Bien que la recherche dans ce domaine soit relativement peu avancée, nous retenons les propos de Jessica Shadian qui porte un regard sur les efforts de lier l'identité nordique à l'identité canadienne.

Selon Shadian, le peuple inuit est un acteur important quant aux négociations internationales portant sur la souveraineté dans l'Arctique. Par l'entremise d'organisme comme l'ICC et le « *Inuit Tairiit Kanatami* » (ITK), écrit-elle, ce peuple agit comme acteur supranational important⁶⁵. Le rôle joué par le peuple inuit ne passe pas inaperçu par le gouvernement canadien. Dans le cadre de sa stratégie de territorialisation, le Canada inclut le narratif inuit dans son propre narratif identitaire⁶⁶. Ce narratif porte sur le caractère multiculturel canadien ainsi que sur le développement durable⁶⁷. Shadian mentionne que l'intérêt canadien envers les droits et le bien-être du peuple inuit n'est

⁶⁵ Jessica Shadian. « *In Search of an Identity Canada Looks North* ». *American Review of Canadian Studies* 37.3 (automne 2007), 323.

⁶⁶ *Ibid.*, 324.

⁶⁷ *Ibid.*

survenu qu'après la Deuxième Grande Guerre et que celui-ci était motivé, entre autres, par l'importance de la souveraineté dans l'Arctique⁶⁸.

Selon l'auteure, la souveraineté dans l'Arctique et les relations avec les peuples autochtones occupent une place importante dans la politique canadienne depuis les années 1970⁶⁹. En fait, elle établit un lien entre les négociations quant à la souveraineté dans l'Arctique et les revendications territoriales des autochtones⁷⁰. En dépit des démarches législatives, telles que la *Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques*, les revendications canadiennes ont été contestées à plusieurs reprises, notamment par les Américains. En revanche, le gouvernement canadien des années 1980 (comme le gouvernement canadien contemporain, d'ailleurs) a entrepris des démarches telles que l'amplification de la surveillance aérienne ainsi que de l'activité maritime et la présence militaire dans l'Arctique. Cependant, l'ITK et l'ICC ont avancé que la reconnaissance du peuple inuit pourrait concrétiser les revendications⁷¹. En 1986, un rapport du Comité parlementaire des relations internationales a confirmé l'importance de la reconnaissance du peuple inuit dans l'affaire de la souveraineté dans l'Arctique. Ce rapport suggère qu'il existe un lien entre les revendications des Inuits et les revendications internationales du Canada. En réponse à ce rapport, le gouvernement de l'époque a défini une nouvelle identité canadienne axée sur l'Arctique⁷².

Après la Guerre froide, la perception de l'Arctique a changé. Étant dorénavant plus qu'une simple zone de contestation militaire, d'autres enjeux ont pu être abordés. Après la Guerre froide donc, l'État canadien et le peuple inuit ont pu collaborer de très

⁶⁸ *Ibid.*, 325.

⁶⁹ *Ibid.*, 327.

⁷⁰ *Ibid.*

⁷¹ *Ibid.*,

⁷² *Ibid.* 334.

près par rapport à l'Arctique⁷³. Selon l'ICC, le Canada peut solidifier ses revendications quant à l'Arctique en faisant la promotion de la relation canado-inuit qui symbolise le multiculturalisme canadien⁷⁴. Tranquillement, une nouvelle conception proprement canadienne de l'Arctique a émergé. Cette conception est à la fois environnementale, traditionnelle et autochtone⁷⁵. Dans l'Arctique, il existe maintenant une relation interdépendante entre le peuple inuit et le gouvernement canadien. Cette relation est institutionnalisée par le Conseil nordique⁷⁶. En effet, les revendications territoriales du peuple inuit sont devenues l'un des principaux arguments canadiens dans les négociations quant à la souveraineté dans l'Arctique. Le ministre des Affaires étrangères de l'époque, Joe Clark écrit que :

These islands are joined and not divided by the waters between them. They are bridged for most of the year by the ice, and from the time immemorial Canada's Inuit people have used and occupied the ice as they have used and occupied the land⁷⁷.

Le texte de Shadian révèle un important volet de l'identité canadienne, soit cette identité nordique, autochtone, qui relie les revendications inuites aux revendications quant à la souveraineté canadienne. L'aspect nordique du Canada devient alors une importante composante du narratif identitaire⁷⁸. En 1999, le Canada a adopté *le volet nordique de la politique étrangère du Canada*. Le ministre des Affaires intergouvernementales de l'époque, Stéphane Dion, affirme ainsi que la géographie est maîtresse de notre identité

⁷³ Ibid, 335.

⁷⁴ Ibid., 338.

⁷⁵ Ibid., 342.

⁷⁶ Ibid.

⁷⁷ Ibid., 343.

⁷⁸ Ibid.

en tant que Canadien. Il va même jusqu'à lier la force de la fédération à la nordicité canadienne⁷⁹.

*Over a vast majority of Canadian history, Canada has strived to maintain its legitimacy as a liberal state as well as its sovereignty over the Arctic. Over time, not only have these two themes merged, but they have fused with a Canadian Inuit vision of northern Canada, creating a hybrid Arctic identity based on both state and Aboriginal policy*⁸⁰.

En 2004, l'annonce de la *Stratégie pour le Nord* affirme l'importance du nouveau narratif identitaire canadien. La stratégie confirme que :

*[...] a Canadian state identity not only as a 'northern' country but also as a vibrant multicultural democracy, exhibited through its relationship with the Inuit who inhabit this Arctic space*⁸¹.

Ce narratif identitaire s'inscrit donc, non seulement dans l'identité des peuples autochtones, mais aussi dans le narratif selon lequel le Canada est un pays multiculturel et riche en diversité. De ce fait, le gouvernement canadien réussit à rattacher l'Arctique à l'identité canadienne plus générale, dans le but de les rendre indissociables. En évoquant le multiculturalisme dans un narratif inclusif, le gouvernement lit les Canadiens des quatre coins du pays. Puisque les habitants de l'Arctique s'identifient comme étant Canadiens et que, selon notre narratif identitaire plus général nous acceptons leur « canadienneté », le territoire doit, conformément à la théorie de la territorialisation retenue, être canadien. En fait, nous remarquons plusieurs instances de « l'instrumentalisation » de la nordicité canadienne, y compris les cultures, les peuples et les langues qui lui sont propres. Les éléments de cette identité nordique canadienne ont donc été d'importants indicateurs en ce qui concerne la présente recherche.

⁷⁹ *Ibid.*, 344.

⁸⁰ Stéphane Dion, tel que cité dans Jessica Shadian. *In Search of an Identity Canada Looks North*, 344.

⁸¹ Jessica Shadian. *In Search of an Identity Canada Looks North*, 345.

La théorie des médias

Enfin, nous avons eu recours au vaste corpus littéraire portant sur la théorie des médias et les communications politiques. Notre recherche préliminaire a démontré que les auteurs abordent le sujet de plusieurs perspectives. David L. Paletz et Robert M. Entman, par exemple, concentrent leurs efforts sur la manipulation des médias et de l'opinion publique. Ces propos sont appuyés par d'autres comme Michael Parenti qui détaille les mécanismes d'influence qui, selon lui, régissent les médias de masse. Cette école de pensée a été reprise un peu plus loin dans le cadre d'une discussion plus détaillée de la théorie du consentement. Plusieurs autres auteurs, comme Edward Jay Epstein et Thomas C. Leonard, analysent plutôt la structure et le pouvoir des médias en plus de la façon dont l'information est filtrée. Prises ensemble, ces deux perspectives dominantes nous permettront de bien comprendre les médias de masse et d'analyser leur rôle quant à la territorialisation de l'Arctique. Bien que l'objectif premier de la recherche ne soit pas de développer un nouveau modèle théorique, l'application de la théorie existante nécessitera un remaniement des éléments pertinents, le cas échéant. En plus des propos théoriques, le corpus littéraire comprend des études de cas et des exemples concrets du rôle des médias de masse. Graham Spencer et David Miller, entre autres, offrent un aperçu de l'influence médiatique et des tactiques politiques utilisées pour régler le différend en Irlande du Nord. Le *Glasgow Media Group*, Doris A. Graber et Alexander L. George contribuent à leur tour à une gamme de récits qui favorisent une compréhension accrue du rôle que peuvent jouer les médias de masse en relations internationales.

En plus des propos génériques des auteurs ci-dessus, nous retenons quelques auteurs particulièrement pertinents aux fins de notre recherche. Puisque les

revendications quant à la souveraineté dans l'Arctique sont des différends d'ordre international, nous avons cru bon de retenir quelques textes qui décrivent l'utilisation stratégique des médias d'information dans l'exercice des négociations internationales. Comme première piste d'enquête, W. Phillips Davison nous donne un aperçu détaillé du rôle des médias en politique internationale. Selon Davison, les gouvernements et leurs diplomates sont eux-mêmes consommateurs de médias. De ce fait, ceux-ci jouent un rôle crucial dans les négociations internationales, car ils complètent les moyens de communication officiels⁸². D'une part, les diplomates reçoivent l'information et d'autre part, ils utilisent les médias comme moyen de communication. Aux propos de Davison s'ajoute l'importante contribution de James F. Larson. Ce dernier détaille la façon dont les gouvernements font une utilisation stratégique des médias de masse pour atteindre des objectifs politiques. Larson emprunte les propos de plusieurs théoriciens des médias dont W. Phillips Davison et Leon V. Sigal pour détailler le mécanisme de transmission de l'information⁸³. Selon lui, les nouvelles technologies de l'information, telles que la télévision, ont eu un effet remarquable sur les négociations internationales et la diplomatie⁸⁴. Ce changement est si remarquable, dit Larson, qu'il donne lieu à une nouvelle forme de diplomatie connue sous le nom de « diplomatie télévisée »⁸⁵. En effet, plusieurs nouveaux modèles conceptuels tiennent compte du rôle des médias en politique internationale. Selon Eytan Gilboa, par exemple, les médias ont transformé la diplomatie

⁸² W. Phillips Davison 1974. « News Media and International Negotiation ». *Public Opinion Quarterly* 38 (no.2), 177, 179.

⁸³ James F. Larson. 1988. *Global Television and Foreign Policy*. Headline Series, no. 283 (fév.). (New York: Foreign Policy Association), 43-46.

⁸⁴ *Ibid.*, 5.

⁸⁵ *Ibid.*, 43.

en devenant un outil de celle-ci⁸⁶. Gilboa propose une typologie de six modèles conceptuels ordonnés selon l'utilisation et la pertinence des médias de masse. Parmi les modèles qu'il propose, nous avons choisi de retenir la variante des événements médiatiques du modèle de la diplomatie médiatique (media diplomacy - media events variant), car celui-ci nous semble être le mieux adapté pour analyser le rôle des médias dans la nouvelle stratégie canadienne. Défini comme étant une forme de diplomatie où les acteurs étatiques et non-étatiques utilisent les médias pour communiquer entre eux, le modèle fait référence à l'organisation de cérémonies ou d'événements dans le but d'attirer l'attention médiatique⁸⁷. Ce modèle implique une compréhension très élaborée des médias de masse de la part des gouvernements et des diplomates. Toujours selon Gilboa, cette forme de diplomatie peut être utilisée avant, durant ou après les négociations formelles afin de préparer le terrain, faciliter les négociations ou simplement pour concrétiser l'appui de l'électorat⁸⁸. Dans le cadre de notre recherche cependant, seules les communications destinées à la population canadienne ont été observées. Le modèle de Gilboa est très bien expliqué et comporte plusieurs exemples des tactiques utilisées par les diplomates afin de communiquer leurs messages et faire avancer les négociations. Plusieurs activités médiatiques telles que les points de presse, les interviews, les fuites stratégiques (leaks), les visites de chefs d'État et les événements médiatiques extraordinaires sont citées à titre d'exemple⁸⁹.

Ce modèle sous-entend, par contre, une relation étroite entre les gouvernements et les journalistes. De ce fait, il peut occasionner la manipulation des médias à des fins

⁸⁶ Eytan Gilboa. 2000. « Mass Communication and Diplomacy: A Theoretical Framework ». *Communication Theory* 10 (no. 3 – août), 305.

⁸⁷ *Ibid.*, 294, 296.

⁸⁸ *Ibid.*, 296.

⁸⁹ *Ibid.*, 295

politiques⁹⁰. Pour cette raison, les propos de Davison, Larson et le modèle de Gilboa s'inscrivent dans une école de pensée plus générale qui adhère à la théorie du consentement (manufacturing consent thesis) et au modèle de la propagande (propaganda model) élaboré par Noam Chomsky et Edward S. Herman. Ce courant suppose qu'une série de filtres systémiques font en sorte que les médias jouent un rôle passif et docile dans l'élaboration des politiques gouvernementales et qu'ils desservent les intérêts de l'élite⁹¹. Cette école de pensée est contestée par certains, dont Piers Robinson⁹², mais jouit tout de même de l'appui de plusieurs théoriciens des médias tels que Daniel Hallin, Lance Bennett, David L. Paletz, Robert M. Entman, Michael Parenti, Jonathan Mermin et Roger Hilsman. En analysant la relation entre les journalistes et le gouvernement américain, ce dernier conclut que la majorité du contenu des médias de masse est générée par les paroles et les actions des politiciens⁹³. En fait, Hilsman affirme que :

The media attempt to go to great lengths to avoid being made an instrument of government; however, journalists are aware they are being used by the White House, Cabinet ministers, members of Congress, and bureaucrats⁹⁴.

L'école de pensée du consentement et le modèle conceptuel de la diplomatie médiatique représentent d'excellents points de départ pour l'analyse du rôle des médias dans la transmission d'un narratif identitaire canadien. Cependant, ces corpus littéraires négligent un aspect crucial avancé par Davison, soit la capacité des reportages médiatiques d'établir l'ordre du jour, un phénomène connu dans la littérature anglophone

⁹⁰ *Ibid.*, 297

⁹¹ Noam Chomsky et Edward S. Herman. 1988. *Manufacturing Consent: The Political Economy of the Mass Media*. New York: Pantheon Books., 2.

⁹² Piers Robinson. 2001. « Theorizing the Influence of Media on World Politics: Models of Media Influence on Foreign Policy ». *European Journal of Communication* 16 (n° 4), 523.

⁹³ Hilsman, Roger. 1987. *The Politics of Policy Making in Defense and Foreign Affairs: Conceptual Models and Bureaucratic Politics*. (Englewood Cliffs, New Jersey: Prentice-Hall Inc.), 224.

⁹⁴ *Ibid.*, 229.

sous le nom d'« agenda-setting »⁹⁵. Selon McCombs, Shaw et Weaver, McCombs et Protesse ainsi que Stuart N. Soroka, la couverture médiatique affecte non seulement l'opinion publique, mais aussi les sujets qui intéressent la population à tout moment. La présence du phénomène de l'ordre du jour est importante, car dans son absence il n'y aurait aucune valeur rattachée à la diffusion d'un narratif identitaire par l'entremise des médias de masse. Notre recherche sous-entend donc la présence de ce phénomène et appuie les fondements de la théorie.

Ce corpus littéraire démontre à la fois l'influence que peuvent avoir les médias de l'information et leur vulnérabilité face à une stratégie médiatique concertée. Alors que des auteurs comme Hilsman, Chomsky et Herman nous démontrent que les médias sont dociles et qu'ils deviennent parfois de simples courroies de transmission, les propos de Piers Robinson, James F. Larson et, finalement, les théoriciens de la théorie de l'ordre du jour tel que Stuart N. Soroka, affirment que cette docilité comporte des conséquences très réelles.

Dans une région aussi isolée, les médias de l'information nous donnent le seul témoignage des activités. Par conséquent, les reportages façonnent notre imaginaire et influencent la perception que nous avons de la quête de la souveraineté dans l'Arctique. Si le journalisme représente la première ébauche de l'histoire, il nous incombe de comprendre la façon dont cette ébauche est rédigée. Le rôle que jouent les médias dans la transmission du narratif identitaire avancé par le corpus littéraire de la territorialisation est donc essentiel à la compréhension de la situation plus globale dans l'Arctique.

⁹⁵ Voir Davison 1974., 179 et Larson 1988.

Problématique : Question générale

Nous avons choisi de synthétiser les enjeux juridico politiques et historiques afin de mieux comprendre le contexte dans lequel se range notre étude de cas. Sans une idée de la situation dans laquelle le Canada se trouve, ni d'un aperçu du fondement des revendications, il aurait été impossible de bien cerner la problématique et de poser une question de recherche apte à atteindre les buts de notre recherche.

L'importance du fondement théorique que nous apporte le corpus littéraire sur la territorialisation est cruciale. Du rapport entre les habitants et l'État au symbolisme des frontières, en passant par le processus de formation de l'identité, une majeure partie de notre problématique dépend de la théorie avancée par ces chercheurs. Parce qu'il décrit la façon dont il est possible de territorialiser l'espace et d'exercer un pouvoir sur un territoire donné, ce corpus littéraire est une composante indispensable de notre cadre conceptuel. Suite à la recherche documentaire que nous avons entreprise, nous pouvons en effet confirmer qu'il existe un projet de territorialisation canadien dans l'Arctique. Le but de la recherche n'est donc pas de confirmer ou non l'existence d'un tel projet, mais plutôt de mieux le définir et de comprendre la façon dont le gouvernement canadien tente de créer un rapport entre la population canadienne et le territoire isolé de l'Arctique.

Puisque nous avons établi que ce rapport est le plus souvent médiatisé, nous avons aussi eu recours au corpus littéraire de la théorie des médias. Celui-ci nous permet d'explorer le rôle des médias de l'information dans le cadre des propos de la théorie de la territorialisation retenue. Étant donné le contexte fourni par notre recherche préliminaire, et le cadre conceptuel choisi, nous posons la question générale suivante :

« Comment le gouvernement canadien s'y prend-il pour affirmer sa souveraineté dans l'Arctique? »

Problématique : Question spécifique

Afin de bien cerner cet enjeu, nous avons dû entreprendre une recherche documentaire approfondie qui nous a révélé quelques faits qui méritent d'être résumés. En premier lieu, la souveraineté canadienne dans l'Arctique est loin d'être acquise. Depuis près d'un siècle, le gouvernement canadien a dû employer une stratégie de territorialisation pour affirmer son contrôle des eaux et du territoire nordique qu'il considère être canadien. Ce projet de territorialisation est extraordinaire pour deux raisons. D'une part, il comporte plusieurs volets, dont des volets militaires, légaux, diplomatiques et médiatiques. D'une part, l'isolement du territoire rend impossible un rapport direct entre le sol et la population comme l'exige la théorie de la territorialisation retenue. Le problème auquel fait face le Canada est donc le suivant : comment territorialiser un espace relativement vide ? Pour trouver la réponse à cette question, nous avons dû combiner des réflexions théoriques sur la territorialisation ainsi que sur les médias. Nous en sommes venu à la notion qu'en plus des efforts de reconnaissance internationale par l'entremise de la diplomatie, de l'ONU et des organisations internationales, le projet de territorialisation de l'Arctique doit non seulement convaincre les habitants du territoire, majoritairement Inuits, qu'ils sont Canadiens, mais doit aussi lier l'identité des citoyens du Sud du pays à celle de leurs concitoyens nordiques. Cela est dû au fait que l'identité collective est essentielle à tout projet de territorialisation.

Bien que les revendications canadiennes relatives à l'Arctique datent du début du dix-neuvième siècle, depuis la ratification de la *Convention sur le droit de la mer* en 2003, la défense de ces territoires contestés s'est intensifiée. Cette intensification a aussi donné lieu à une spécification de la stratégie. Les efforts se consacrent depuis lors à la

défense et à la revendication de frontières et de territoires spécifiques, plutôt que l'Arctique dans son entier. Après tout, qu'une partie de l'Arctique soit canadienne est incontesté, cependant, plusieurs frontières, elles, le sont. Étant donné cette réalité, il va de soi que pour être efficaces, les revendications doivent donc se concentrer sur les zones mises en cause. Le différend de l'île Hans est un exemple concret de la mise au point du projet de territorialisation. En revendiquant publiquement une frontière particulière, le gouvernement canadien a tenté d'introduire l'île Hans dans le lexique des endroits dits « canadiens » et de créer un rapport entre la population et ce territoire particulier.

La question spécifique de recherche est la suivante :

« Comment le gouvernement canadien s'y prend-t-il pour affirmer sa souveraineté dans l'Arctique, et notamment dans la zone contestée de l'île Hans? »

Hypothèse

La littérature retenue aux fins de notre recherche confirme que l'identité joue un rôle dans un projet de territorialisation et nous donne même plusieurs pistes à suivre pour analyser ce rôle dans un cas particulier comme celui du différend de l'île Hans. Notre recherche cherchera donc à vérifier la présence d'un narratif construit par le gouvernement canadien pour créer un rapport entre cet îlot et la population canadienne. Pour mieux circonscrire le concept du narratif identitaire, nous nous pencherons sur trois dimensions tirées de la littérature. La présence des dimensions du pouvoir, des limites et de l'identité dans le contenu des articles journalistiques et des communications gouvernementales confirmera la présence non seulement d'un narratif identitaire, mais

d'un narratif de souveraineté nationale construit dans le but de territorialiser un espace lointain, mais crucial dans le contexte géopolitique.

Compte tenu de la question spécifique élaborée au préalable, notre hypothèse est la suivante :

« L'affirmation de la souveraineté du gouvernement canadien passe par un projet de territorialisation de l'Arctique, lequel est basé sur la construction d'un narratif de souveraineté nationale axé sur les dimensions du pouvoir, des limites et de l'identité qui lui permet d'affirmer son contrôle du territoire. »

Chapitre 2 : Méthodologie

Déclinaison des concepts

Narratif de la souveraineté nationale dans l'Arctique

La falsifiabilité de notre hypothèse repose surtout sur la présence des trois dimensions que nous avons identifiées comme étant essentielles à tout projet de territorialité. Selon la théorie de la territorialisation ratzélienne, ces trois dimensions, riches en indicateurs, sont le fondement de tout effort visant à mener à terme un projet politique sur un espace quelconque. En cherchant ces dimensions dans le cadre du différend de l'île Hans, nous pourrons alors vérifier la présence d'un concept que nous avons nommé le « narratif de souveraineté nationale » qui nous permettra d'infirmer ou de confirmer notre hypothèse.

Pour vérifier notre hypothèse, la déclinaison du concept du narratif de souveraineté nationale passera donc par la déclinaison de la stratégie de territorialisation telle qu'avancée dans la théorie retenue aux fins de notre recherche. Suite à la revue du corpus littéraire portant sur les frontières et la territorialisation, nous avons choisi de retenir trois dimensions, soit la déclinaison des dimensions des limites, du pouvoir et de l'identité.

La dimension des limites englobe toutes les actions destinées à l'arrangement de l'espace et au contrôle du territoire. Les frontières géographiques, les douanes, les revendications de souveraineté ainsi que la projection de l'espace par la diffusion d'une image ou d'un symbole sont toutes des indicateurs de cette dimension. Nous porterons une attention particulière à la description des frontières ainsi qu'aux revendications.

Pour sa part, la dimension du pouvoir inclut tout ce qui concerne le maintien de l'ordre sur le territoire arctique⁹⁶. La présence militaire, la présence d'institutions étatiques, l'application de la loi ainsi que les réseaux de communication et de transport comptent tous parmi les indicateurs de cette dimension fondamentale.

La troisième dimension se distingue des deux premières par son caractère intangible. Le corpus littéraire élabore longuement l'importance de l'identité dans tout projet de territorialisation. En fait, selon le concept de la territorialité, il existerait une étroite relation entre le territoire, l'État et l'identité collective des citoyens. Les indicateurs de cette dimension sont pratiquement illimités, cependant, à titre d'exemple, nous pouvons souligner les iconographies, les symboles, le « nation-building », l'existence d'un sentiment d'appartenance, la culture et les langues.

En vérifiant la présence de ces indicateurs, nous pourrions aussi vérifier la construction d'un narratif de souveraineté nationale et d'un projet de territorialisation correspondant.

Les tactiques médiatiques

En raison de la géographie de l'île Hans et de l'isolement du territoire arctique, nous avons dû introduire un deuxième concept, soit celui des tactiques médiatiques. Nous avons jugé essentiel d'inclure ce concept afin de rappeler que les médias d'information apportent une importante contribution au narratif identitaire. Bien que le gouvernement exploite les rouages du système médiatique pour faire passer son message, il est important de souligner qu'un important relais de l'information, les médias, contribue à la construction du narratif lui-même. Étant donné le rôle incontournable des médias

⁹⁶ Voir Malcolm Anderson. « *Les frontières : un débat contemporain* ».

d'information dans la transmission du narratif, nous avons tenu à bien étudier le concept des tactiques médiatiques afin de mieux comprendre non seulement le narratif de la souveraineté nationale, mais le projet de territorialisation canadien dans son ensemble.

Pour mieux définir ce concept nous l'avons décliné en indicateurs observables, c'est à dire des actions gouvernementales concrètes qui signalent l'adhésion à une stratégie médiatique dans le but de transmettre un narratif identitaire. Bien que notre revue de la littérature n'a pas révélé d'ouvrages qui traitent directement de la transmission d'un tel narratif dans le contexte national, nous avons trouvé plusieurs pistes à suivre dans le corpus littéraire portant sur le rôle des médias d'information dans le cadre de négociations internationales, un aspect fondamental de tout projet de territorialisation. La théorie des médias, plus particulièrement la littérature portant sur la théorie du consentement, nous a aussi inspiré. Les indicateurs ci-dessous sont ainsi tirés de cette littérature et appliqués à notre recherche.

Selon Eytan Gilboa, les activités médiatiques se manifestent par la tenue de points de presse, l'octroi d'entrevues, les fuites et les sources anonymes, ainsi que des visites de médiateurs⁹⁷. De plus, l'auteur affirme que les gouvernements organisent parfois des événements médiatiques de grande envergure, tels que les visites de chefs d'État, ou des événements inusités⁹⁸. Ces activités médiatiques sont facilement observables et ont été une composante-clef de la collecte de données.

La théorie du consentement nous rappelle que l'utilisation de tactiques médiatiques implique une certaine manipulation des médias. Aux fins de notre recherche, cette manipulation est elle-même riche en indicateurs pouvant nous mener vers une

⁹⁷ Eytan Gilboa. 2000. «Mass Communication and Diplomacy: A Theoretical Framework». *Communication Theory* 10 (no. 3 – août), 295.

⁹⁸ *Ibid.*

compréhension accrue du rôle des médias dans l'enjeu en question. Le meilleur indicateur de la manipulation des médias est la présence de sources gouvernementales. Selon la théorie du consentement, la dépendance des médias de masse envers les sources gouvernementales peut biaiser le contenu⁹⁹. Il est donc possible de faire une analyse quantitative des sources journalistiques afin de déterminer la proportion de sources gouvernementales canadiennes par rapport aux autres sources. Reliée de très près, Davison identifie la fuite (leaks) et les sources anonymes comme des indicateurs de l'emploi de tactiques médiatiques¹⁰⁰.

Délimitation de la population

Les publications gouvernementales

Afin de vérifier la présence d'un narratif de souveraineté nationale, nous avons effectué tout d'abord une analyse de contenu des textes gouvernementaux portant sur l'enjeu de la souveraineté dans l'Arctique publiés entre novembre 2003 et janvier 2006, soit l'époque du gouvernement du Premier ministre Paul Martin. Puisqu'il s'agit d'un enjeu spécifique et bien circonscrit, nous avons pu dans un premier temps procéder à une recension de tous les textes publiés par le gouvernement canadien sur cette question. En choisissant de recenser tous les textes gouvernementaux pertinents, nous avons assuré la fiabilité et la validité de nos résultats. De plus, étant donnée la spécificité de notre objet de recherche, cette méthodologie nous a permis de bien cerner l'enjeu de la souveraineté dans l'Arctique, de mieux définir la stratégie de territorialisation et de trouver des pistes à suivre dans notre analyse subséquente des articles journalistiques.

⁹⁹ Noam Chomsky et Edward S. Herman. 1988. *Manufacturing Consent: The Political Economy of the Mass Media*. New York: Pantheon Books, 18.

¹⁰⁰ W. Phillips Davison. *News Media and International Negotiation*, 183.

Les textes gouvernementaux ont été trouvés à l'aide des archives en ligne des *Ministères de l'Environnement*, de la *Défense nationale*, du *Cabinet du Premier ministre*, du *Conseil Privé*, des *Ressources naturelles* et des *Affaires étrangères*, ainsi qu'à l'aide de l'engin de recherche des Archives Web du gouvernement du Canada de *Bibliothèque et Archives Canada*. Les bases de données (francophones) des sections « salle de presse » de chacun des principaux ministères ont été scrutées afin de vérifier la présence des termes « Arctique », « Hans » et / ou « souveraineté » entre les mois de novembre 2003 et janvier 2006. De plus, dans la mesure du possible, tous les produits de communications ont été survolés pour en déterminer la pertinence.

Les articles journalistiques

Ayant vérifié la présence d'un narratif de souveraineté nationale dans les textes gouvernementaux, nous nous sommes tournés vers la façon dont ce narratif serait transmis à la population canadienne. Pour ce faire, nous avons choisi de nous limiter à une étude de cas, soit celui du différend de l'île Hans qui jouit d'un statut iconique dans la lutte pour l'Arctique. En nous servant des mêmes bornes temporelles que pour l'étude des textes gouvernementaux, nous avons recensé les bases de données *Factiva*, *Bibliothèque et Archives Canada* et *ProQuest (Canadian News Stand)* afin de pouvoir analyser le plus grand nombre possible d'articles journalistiques canadiens portant sur le différend de l'île Hans lors du mandat du gouvernement Martin. Le choix des articles, détaillé ci-dessous, est donc un exercice visant à délimiter la population dans son ensemble plutôt qu'à choisir un échantillon représentatif.

Les trois bases de données dont nous nous sommes servi nous ont permis de délimiter notre population. Par l'intermédiaire de celles-ci nous avons pu avoir accès à tous les grands journaux du pays, y compris les services de presse. *Factiva*, par exemple, contient plus de 6 000 journaux, périodiques et rapports canadiens et internationaux. En limitant notre recherche à la catégorie "Journaux: Canada" nous avons pu retenir tous les grands journaux canadiens, notamment les services de presse comme *la Presse canadienne* et *Canada NewsWire*. Pour assurer une sélection encore plus rigoureuse, nous avons aussi recensé les bases de données *Canadian News Stand* et *Biblio branchée*. Ces bases de données couvrent les grandes publications régionales et nationales, du *Times-Colonist* de Victoria au *Telegram* de St. Jean en passant par *Le Droit* de Gatineau¹⁰¹. Les paramètres de recherche ont été choisis pour assurer la pertinence des articles et la reproductibilité. Dans l'ensemble des périodiques canadiens (anglophones et francophones), nous avons cherché les articles comportant les termes « Hans Island » ou « île Hans » ainsi que le mot « Arctic » ou « Arctique ». À l'aide des engins de recherche, les résultats préliminaires ont été triés. Suite à une lecture préliminaire de chaque article, les articles republiés (doublons) et ceux qui ne traitaient pas réellement de l'enjeu de la souveraineté dans l'Arctique ou de l'île Hans ont été éliminés. Cette méthode nous a permis de mieux délimiter la population des articles journalistiques canadiens portant sur l'île Hans. La population que nous comptons étudier est ainsi composée de 154 articles canadiens originaux et pertinents à l'étude de cas.

¹⁰¹ Voir la liste des publications (Annexe F)

Ce corpus nous permettra d'analyser le contenu de la couverture médiatique canadienne anglophone et francophone du différend de l'île Hans dans son entier et de répondre à notre question de recherche. En choisissant d'analyser la population dans son entier, nous voulions éliminer les défis statistiques de la représentativité et des marges d'erreur, surtout dans le cadre de nos analyses quantitatives. De plus, notre méthodologie assure la pertinence de chaque texte, ce qui favorise les analyses qualitatives et confirme la validité et la fidélité des résultats. En somme, cette population nous permettra de réaliser les analyses prévues dans notre méthodologie plus générale, tout en nous donnant l'assurance de résultats tout à fait pertinents, valides, et reproductibles.

Plan de recherche

Pour bien saisir la complexité du narratif, cette recherche comporte deux analyses de contenu distinctes, mais complémentaires, soit une analyse des communications gouvernementales ainsi qu'une analyse du contenu médiatique. Dans la première analyse, le contenu des textes gouvernementaux a été scruté afin de pouvoir vérifier la présence des indicateurs déjà mentionnés et pour identifier d'autres indicateurs pouvant nous être utiles dans le cadre de l'analyse subséquente des articles journalistiques.

Pour nous assurer de bien avoir étudié le contenu des communications gouvernementales, nous avons entrepris une analyse de contenu détaillée. Pour ce faire, nous nous sommes servi d'une grille d'analyse qui nous a permis de tenir compte de données à la fois qualitatives et quantitatives. La grille que nous avons construite¹⁰² est

¹⁰² Voir l'Annexe A

un hybride d'une grille de type *OSCaR*¹⁰³, qui nous a permis de bien cerner les nuances de chaque article, et d'une grille conçue pour analyser et documenter de façon quantitative la présence d'indicateurs au sein des textes. La composante qualitative de notre grille tient compte des cinq dimensions de l'analyse *OSCaR*, soit l'Objet, les Sujets, le Contexte, l'auteur et la Rationalité. Ces dimensions nous permettent de procéder à une analyse qualitative très détaillée de chaque texte et de faire ressortir les nuances qui échappent à une grille qui ne tient compte que des données quantitatives. Cependant, ces données quantitatives sont essentielles à la vérification de notre hypothèse puisqu'elles vérifient explicitement la présence des indicateurs de nos concepts. En plus des attributs tels que les principaux objets, les acteurs, et l'orientation; la grille quantitative tient compte de 20 indicateurs quant aux tactiques médiatiques et aux dimensions du pouvoir, des limites et de l'identité. En tenant compte des indicateurs de chacun de nos deux concepts, ainsi que des attributs de chacun des textes, nos grilles nous ont permis de bien codifier les textes et d'en extraire les données nécessaires à la vérification de notre hypothèse. À l'aide de cette grille nous avons pu atteindre les objectifs de la recherche et établir les fondements requis pour la recherche subséquente du contenu médiatique.

En ce qui a trait à notre analyse du contenu médiatique, le but premier était de confirmer la présence du narratif de la souveraineté nationale. Pour ce faire, nous avons donc entrepris une recherche à la fois qualitative et quantitative visant la vérification de notre hypothèse en reprenant les mêmes indicateurs que nous avons utilisés précédemment. L'outil de choix aux fins de notre analyse fut donc une grille hybride inspirée de la grille dont nous nous sommes servis dans le cadre de la première

¹⁰³ La grille *OSCaR*, conçue par Jean-Pierre Boyer, professeur à l'École des médias de l'Université du Québec à Montréal, est une grille d'analyse qualitative qui tient compte de l'objet, des sujets, du contexte, des auteurs et de la rationalité de chaque texte.

recherche¹⁰⁴. Cette grille comprend aussi une grille de type *OSCaR* ainsi qu'une composante quantitative visant à identifier les indicateurs de nos concepts clefs. À la différence de la première grille, cependant, la composante quantitative a bénéficié des résultats de la première recherche et, donc, comprend un nombre plus élevé d'indicateurs. Ces indicateurs supplémentaires ont été inspirés par les publications gouvernementales traitant de sa stratégie dans l'Arctique canadien. Les deux publications principales, la *Stratégie pour le Nord* et le *Volet nordique de la politique étrangère du Canada*, ont inspiré 23 indicateurs supplémentaires. La *Stratégie pour le Nord* traite des enjeux tels que la gouvernance, le développement économique, la protection environnementale, les collectivités, la souveraineté, la sécurité nationale, la coopération circumpolaire, la culture et la recherche scientifique, des thèmes qui ont tous été retenus en tant qu'indicateurs d'une stratégie de territorialisation. Le *Volet nordique de la politique étrangère du Canada* traite aussi de plusieurs de ces enjeux, mais aussi de la dimension humaine qui se manifeste par un souci du bien-être des habitants du Nord, de la sécurité humaine, et du développement durable. En plus de cette dimension humaine, le *Volet nordique* tient compte du Nord russe, du Conseil de l'Arctique, de l'Université arctique et de la recherche scientifique. En dépit de ces ajouts considérables, la similitude des deux grilles est essentielle à l'analyse des données brutes, qui comprend une composante comparative importante.

¹⁰⁴ Voir l'Annexe B

Chapitre 3 : Le message gouvernemental

Analyse quantitative des textes gouvernementaux

L'analyse statistique des textes gouvernementaux s'appuie sur un traitement des données effectué à l'aide du logiciel *SPSS (Statistical Package for Social Sciences)*. Cette analyse est cruciale à la vérification de notre hypothèse, car elle nous permet de vérifier la présence de nos concepts par l'entremise des indicateurs que nous avons élaborés. En plus de simplement vérifier la présence de ces indicateurs, notre traitement des données nous permet d'entreprendre une analyse statistique de ces indicateurs et de déterminer leur récurrence et leur pertinence quant à l'ensemble du contenu. En plus des indicateurs directement reliés à nos concepts, notre grille tient aussi compte des attributs de chaque article, c'est à dire des données qui nous aident à mieux comprendre les résultats et qui permettent une certaine mise en contexte des données recueillies. Les premiers paragraphes de la présentation des données quantitatives portent sur ces attributs.

Le premier attribut retenu est celui du type de texte. Des 41 articles gouvernementaux retenus, nous retrouvons 33 (81%) communiqués, sept (17%) discours et un (2%) article type¹⁰⁵. En plus du type de produit analysé, nous avons retenu la source ou le ministère duquel proviennent les données recueillies. D'après ces données, nous voyons que l'enjeu de la souveraineté dans l'Arctique touche plusieurs ministères. En tout, 17 ministères ont émis des produits de communications par rapport à l'Arctique au cours de la période prescrite. De ceux-ci, *Environnement Canada* et *Patrimoine Canada* sont en tête avec six (15%) et cinq (12%) produits, respectivement. *Affaires étrangères*, le

¹⁰⁵ Voir le tableau 1 (Annexe C)

Ministère de la Défense nationale, Ressources naturelles et le *Cabinet du Premier ministre* ont chacun émis quatre (10%) produits, suivis par *Affaires indiennes et du Nord* avec trois (7%), l'Agence spatiale canadienne avec deux (5%). Les autres ministères n'ont émis qu'un seul produit (2%) au cours de la période¹⁰⁶.

Toujours dans le but de mieux mettre en contexte les indicateurs recueillis, nous nous sommes penchés sur les objets de chaque produit de communication. Cette analyse a été divisée en trois variables, soit l'objet principal et les objets secondaires et tertiaires. Quant à l'objet principal des articles, nous remarquons que les habitants nordiques ont fait belle figure en ce qui concerne le contenu des textes gouvernementaux. En effet, ceux-ci ont été le principal objet de 10 (24%) des textes, la proportion la plus élevée¹⁰⁷. En deuxième place se trouve l'enjeu de la protection du territoire arctique, ayant été l'objet principal sept (17%) fois. De plus, les changements climatiques (15%) et la recherche scientifique (10%) figurent parmi les principaux objets. En plus de ces enjeux, les articles ont notamment traité comme objet principal les relations diplomatiques (7%), les risques environnementaux (5%), les voies maritimes (2%), l'île Hans (2%) et les ressources naturelles (2%). D'autres sujets (15%) moins pertinents aux fins de notre recherche ont aussi été abordés. En ce qui concerne les objets secondaires, nous trouvons des résultats semblables. Les habitants nordiques sont encore en tête, ayant fait l'objet secondaire des textes 12 fois (29%), suivis des risques environnementaux (15%). Nous remarquons aussi, notamment, que les objets secondaires sont plus divers (autres : 24%)¹⁰⁸. Cependant, nous voyons que la catégorie des risques environnementaux (une catégorie plus générique) a devancé la catégorie de la protection du territoire arctique. Ce

¹⁰⁶ Voir le tableau 2 (Annexe C)

¹⁰⁷ Voir le tableau 3 (Annexe C)

¹⁰⁸ Voir le tableau 4 (Annexe C)

fait est pertinent, car les enjeux environnementaux figurent toujours parmi les objets les plus discutés. En fait, prises ensembles, les deux catégories environnementales surpassent toutes autres catégories, à l'exception des habitants nordiques. Cette tendance vers les enjeux environnementaux se maintient en ce qui concerne les objets tertiaires. Nous constatons par contre que l'enjeu des ressources naturelles occupe une plus grande importance comme enjeu tertiaire (15%), un résultat qui confirme l'importance de cette catégorie, en dépit du fait qu'elle figure rarement en tant qu'objet principal. Les résultats des fréquences d'objets tertiaires sont beaucoup plus diffus que les deux premières analyses. Aucune catégorie ne récolte plus que 15% des résultats, et dans 32% des cas, les textes ne comprenaient que deux objets d'importance¹⁰⁹.

Les acteurs des textes ont aussi été analysés afin de bien comprendre qui sont les acteurs importants du point de vue gouvernemental. Comme les objets, l'analyse des acteurs comprend trois parties, soit l'analyse des acteurs principaux, secondaires et tertiaires. Nous remarquons notamment que les acteurs principaux des textes gouvernementaux sont tous des sources gouvernementales officielles. Nous voyons clairement que les ministres sont de loin les porte-paroles préférés en matière de l'Arctique. En fait, ceux-ci se retrouvent parmi les acteurs principaux 21 fois (51%). En plus, le Premier ministre lui-même s'y retrouve cinq fois (12%). Confondus, les membres du conseil des ministres figurent comme acteurs principaux dans 63% des produits de communications gouvernementaux. Après ces derniers, les porte-paroles gouvernementaux figurent huit fois (20%), les fonctionnaires et soldats cinq fois (12%) et d'autres figurants deux fois, soit dans 5% des textes¹¹⁰. Quant aux acteurs secondaires et

¹⁰⁹ Voir le tableau 5 (Annexe C)

¹¹⁰ Voir le tableau 6 (Annexe C)

tertiaires, les sources sont plus nombreuses et ne sont pas limitées aux acteurs gouvernementaux officiels. Par exemple, même si les ministres représentent 26% des acteurs secondaires, certains organismes internationaux (13%), quelques gouvernements étrangers (13%) et même des citoyens ordinaires (3%) figurent aussi parmi les acteurs¹¹¹. Les acteurs tertiaires sont encore plus divers. Notamment, les Premières nations figurent en première place avec 35%, suivi des gouvernements provinciaux ou territoriaux avec 20%, les experts avec 15%, le conseil des ministres avec 10%. Les gouvernements étrangers y figurent aussi avec 5%¹¹². Cependant, il est à noter que certains articles ne comptaient aucun acteur secondaire ou tertiaire. Ces valeurs manquantes ont été prises en compte dans l'analyse des pourcentages.

Les dernières données rattachées aux textes eux-mêmes tiennent compte de l'orientation de chaque texte face à la position canadienne, la position danoise ainsi que l'opinion des experts quant au différend de l'île Hans et de la souveraineté dans l'Arctique. Nous avons choisi de tenir compte de l'orientation face aux positions de plusieurs acteurs afin de nous munir des données nécessaires pour entreprendre une analyse comparative. En analysant les données provenant de trois catégories d'acteurs, nous espérons vérifier si le contenu est biaisé envers une position particulière.

Puisque les textes analysés dans le cadre de cette section sont des textes publiés par le gouvernement, aucun texte n'a été jugé défavorable à la position canadienne¹¹³. En ce qui concerne la position danoise, nous avons trouvé un texte favorable et un texte défavorable. Cependant, dans presque tous les cas, les textes ont fait preuve d'une orientation neutre, c'est-à-dire que l'article ne penche pas envers une position particulière,

¹¹¹ Voir le tableau 7 (Annexe C)

¹¹² Voir tableau 8 (Annexe C)

¹¹³ Voir tableau 9 (Annexe C)

ou n'adopte pas une position ferme sur la question¹¹⁴. Malheureusement, l'analyse de la position face aux experts n'a pas produit un nombre suffisant de données pour pouvoir en tirer des résultats tangibles.

Nous abordons maintenant l'analyse des indicateurs. En ce qui concerne l'analyse des textes gouvernementaux, nous avons recherché 20 indicateurs aptes à nous aider à vérifier la présence de nos concepts et dimensions et de répondre à notre question de recherche. Dans les paragraphes qui suivent, nous procéderons à une analyse quantitative de chacun de ces indicateurs.

Dimension des tactiques médiatiques

La dimension des tactiques médiatiques a été déclinée en cinq indicateurs, soit les points de presse, les entrevues, les visites de politiciens, les visites de médiateurs et les événements médiatiques. Dans l'analyse des textes gouvernementaux, ces tactiques sont difficilement identifiables, étant donné le caractère informationnel des produits de communications. Outre le fait que les communiqués de presse composent la majorité des produits de communications (et que ceux-ci sont eux-mêmes un indicateur d'une tactique médiatique), peu d'indicateurs de cette dimension ont été trouvés dans les textes analysés. Les points de presse, par exemple, n'ont figuré que dans 5% des textes et les entrevues n'y ont pas figuré du tout. Cependant, quelques exemples de tactiques médiatiques ont été découverts. Les visites des politiciens et de médiateurs, par exemple, ont été mentionnées dans 17% et 7% des textes, respectivement. De loin l'indicateur le plus

¹¹⁴ Voir le tableau 10 (Annexe C)

pertinent, par contre, est l'instance d'événements dits médiatiques. Ceux-ci ont figuré dans 27% des textes analysés¹¹⁵.

Dimension des limites

La dimension des limites, elle, a été déclinée en quatre indicateurs qui ont presque tous été retrouvés dans les textes gouvernementaux, à l'exception de l'indicateur des douanes. Le premier de ces indicateurs, les frontières, a été retrouvé dans 22% des textes. De plus, des revendications de souveraineté ont figuré dans plus du tiers des cas (34%). Par contre, de loin l'indicateur le plus retrouvé a été celui de la projection de l'espace, soit l'évocation d'images ou de symbole servants à approprier symboliquement un espace quelconque. Cet indicateur a été identifié dans 61% des textes gouvernementaux¹¹⁶.

Dimension du pouvoir

La dimension du pouvoir, décliné en six indicateurs, est bel et bien présente dans les textes gouvernementaux. Bien que tous les indicateurs aient été trouvés dans le contenu gouvernemental, la présence d'institutions étatiques est de loin la plus pertinente, ayant été trouvée dans 78% des textes. Bien qu'aucun autre indicateur n'ait figuré dans plus que la moitié des textes, les réseaux de transports (37%) ont aussi fait belle figure, suivit de la surveillance (27%) l'application de la loi (20%), des réseaux de communication (10%) et de la présence militaire (10%)¹¹⁷. Ces résultats démontrent, notamment, que dans le cadre des textes gouvernementaux, plusieurs des indicateurs du

¹¹⁵ Voir le tableau 11 (Annexe C)

¹¹⁶ Voir tableau 12 (Annexe C)

¹¹⁷ Voir tableau 13 (Annexe C)

pouvoir les plus subtils ont fait meilleur figure que les indicateurs plus évidents, tels que la présence militaire.

Dimension de l'identité

Dans le cadre des textes gouvernementaux, la dimension de l'identité est bel et bien présente. En effet, celle-ci est de loin la dimension la plus retrouvée dans l'analyse de contenu entreprise aux fins de cette recherche. D'ailleurs, quatre des cinq indicateurs sont présents dans plus de la moitié des textes retenus. De tous les indicateurs, le sentiment d'appartenance est de loin le plus retrouvé. En fait, cet indicateur figure dans 81% des textes. En deuxième place, nous trouvons le « Nation-building », soit l'évocation de sentiments nationalistes, qui figure dans 76% des cas. La culture et les iconographies / symboles arrivent en troisième place avec 51% chacun. Finalement, l'indicateur de la langue, figurant dans quatre (10%) textes seulement, est le moins retrouvé des indicateurs¹¹⁸.

Analyse qualitative des textes gouvernementaux

Pour bien cerner les subtilités de la position canadienne, nous avons choisi d'effectuer une analyse qualitative des textes gouvernementaux. Cette analyse complète l'analyse quantitative et nous permet d'explorer davantage le contenu afin d'y trouver d'autres pistes quant à la présence de tactiques médiatiques et d'un narratif de la souveraineté nationale. Cette analyse nous a permis d'analyser le contenu en profondeur, en tenant compte des nuances qui échappent à l'analyse quantitative. Les 22

¹¹⁸ Voir tableau 14 (Annexe C)

textes ¹¹⁹ analysés furent choisis de façon aléatoire en tenant compte de leur représentativité quant au contenu des textes retenus, la représentativité des sources, et de la représentativité temporelle. En plus de ces critères, les textes ont été choisis pour la qualité de leur contenu ainsi que leur contribution aux fins de cette recherche.

Les objets des textes gouvernementaux sont vastes, cependant, en fonction de notre hypothèse, nous avons organisé nos données qualitatives selon les dimensions du pouvoir, des limites et de l'identité. Ayant été suffisamment décortiquée dans le cadre de notre analyse quantitative, la dimension des tactiques médiatiques ne fait pas l'objet de notre analyse qualitative.

Dimension du pouvoir

Présence militaire et surveillance

Bien que la puissance militaire et la surveillance soient les indicateurs les plus évidents de tous les indicateurs des dimensions du narratif identitaire, elles n'occupent pas une place démesurée dans le corpus des textes gouvernementaux. Bien que la force militaire brute ne soit pas complètement égarée, le gouvernement fait plutôt référence aux capacités de surveillance à la fois militaire et civile et ce, dans le contexte plus large de la sécurité nationale et de la souveraineté. Par exemple, dans le cadre d'un discours prononcé devant le Empire Club of Canada, le ministre de la Défense de l'époque Bill Graham a affirmé que le premier but des Forces armées canadiennes est la défense du Canada et la protection des Canadiens.

The Canadian Forces will be better able to respond to northern emergencies and the government will be able to more strongly assert Canada's interest in this vital region of the country, a region that today is experiencing such unprecedented

¹¹⁹ Voir la liste des textes retenus (Annexe E)

*change and is calling for our renewed and increased involvement. So the first priority of our military will be the defence of Canada and the protection of Canadians.*¹²⁰

Les textes retenus affirment la volonté du gouvernement de maintenir une présence forte partout au pays, y compris dans le territoire arctique, dans le but de protéger les frontières canadiennes, les côtes, les eaux navigables et l'espace aérien afin d'accroître la sécurité et la prospérité des Canadiens. Cette volonté de défense du territoire se manifeste surtout par la vantardise des capacités de surveillance comme les patrouilles aériennes, la présence des Rangers canadiens, les exercices militaires et les investissements dans l'équipement militaire.

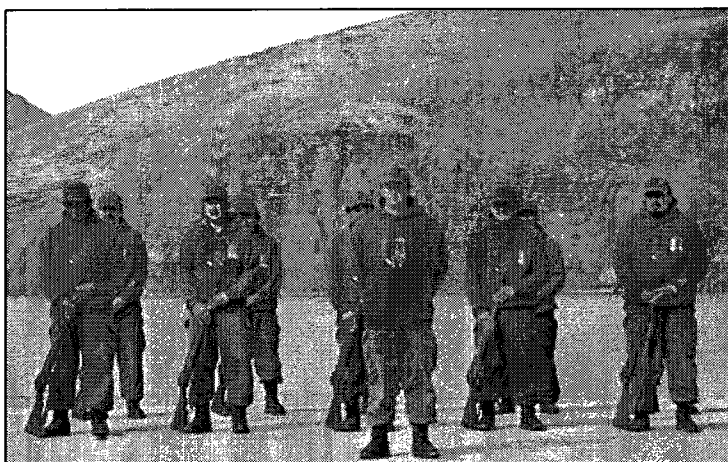


Photo des Rangers canadiens – Source : www.army.forces.gc.ca

Mais à elles seules, les patrouilles et l'équipement militaire ne sont pas suffisants pour affirmer la souveraineté canadienne dans l'Arctique. Pour cette raison nous remarquons que les patrouilles sont plutôt conçues à titre d'événements médiatiques, dans le sens où l'envergure des exercices est trop restreinte par rapport à l'énormité du territoire Arctique. Ces exercices sont souvent menés dans des passages isolés, et les manœuvres ont pour but de communiquer la présence canadienne dans l'Arctique par l'entremise des médias de l'information. En fait, un des communiqués analysés invite les journalistes à assister à l'événement et annonce qu'« Une équipe de la Caméra de combat des Forces

¹²⁰ Ministère de la Défense nationale. « *Ministre MDN Bill Graham, Discours devant le Empire Club of Canada* ». Discours. Le 22 avril 2005.

*canadiennes prendra des photos et filmera des séquences vidéo de l'exercice qu'elle mettra à la disposition des personnes intéressées*¹²¹. » En plus des patrouilles, les annonces de dépense militaire sont elles aussi publicisées pour maximiser leur effet et renforcer la position canadienne. Si le talon d'Achille des revendications de souveraineté est l'incapacité d'être partout en même temps, le fait de publiciser les exercices et les dépenses militaires aide à contrer cette perception.

Présence d'institutions étatiques, recherche et développement économique

La surveillance et la présence militaire sont importantes, certes, mais la littérature de la territorialité nous démontre que le pouvoir prend plusieurs formes. La présence des institutions étatiques civiles, la recherche et le développement économique sont aussi de puissants outils de territorialisation.

L'accent mis sur le développement, la prospérité et le bien-être des habitants, y compris les peuples autochtones, en dit long sur la stratégie de territorialisation du gouvernement. En premier lieu, le but de renforcer la gouvernance, les partenariats et les institutions est clairement dans l'intérêt de la souveraineté. En annonçant des engagements et des partenariats auprès des habitants nordiques, le gouvernement du Canada se dote d'une légitimité accrue et d'une omniprésence sur le territoire revendiqué. De plus, en s'engageant à améliorer la condition humaine dans l'Arctique, le Canada s'implique dans la vie des habitants et leur impose une gouvernance.

Le gouvernement canadien reconnaît que la région nordique est trop vaste, et trop complexe pour être géré unilatéralement. En fait, l'allocution du Premier ministre Paul

¹²¹ Ministère de la Défense nationale. « Patrouille de souveraineté dans l'Arctique et exercice d'écrasement d'avion ». Communiqué no NR-05.003. Le 16 mars 2005.

Martin en réponse au discours du Trône de 2004 dit vouloir que « *le Nord puisse décider davantage de son destin*¹²². » Pour cette raison, le Canada favorise les partenariats, la création institutions et la saine gouvernance pour assurer la gestion du territoire et le bien-être des habitants nordiques. En fait, l'importance placée sur les thèmes immatériels comme la sécurité humaine, le bien-être des habitants et la coopération circumpolaire démontre une ouverture de la part du gouvernement. Cette ouverture est essentielle à la saine gestion dans le territoire arctique, et les annonces comme le financement accordé à l'Université de l'Arctique¹²³, aux projets visant les autochtones¹²⁴ et aux études conjointes¹²⁵ peuvent être interprétés plus globalement comme faisant partie d'un narratif de coopération et d'ouverture d'esprit de la part du gouvernement fédéral, en plus d'être des moyens concrets de maintenir une présence dans le Nord.

Mais pour assurer une saine gestion et un véritable contrôle, il importe de bien comprendre le territoire revendiqué. En fait, un des plus grands obstacles à la défense de la souveraineté dans l'Arctique est le manque de connaissances par rapport à ce territoire vaste et isolé. La recherche scientifique, donc, est une composante importante de tout projet de territorialité, car une maîtrise des enjeux auxquels fait face la région est un pré requis de la gestion efficace. En fait, les négociations de l'UNCLOS sont un exemple des lacunes scientifiques à l'égard de la région nordique. Avant de trancher quoi que ce soit,

¹²² Cabinet du Premier ministre. « *Adresse du Premier ministre Paul Martin en réponse au discours du Trône* » Discours du Trône ouvrant la troisième session de la 37^e législature du Canada. Le 2 février 2004.

¹²³ Affaires étrangères et commerce international Canada. « Le Canada verse 250 000 dollars à l'Université de l'Arctique » Communiqué no 40. Le 16 avril 2003.

¹²⁴ Affaires indiennes et du Nord Canada. « Des investissements prévus au budget visent à exploiter le potentiel du Nord : Le budget fédéral comporte un investissement de plus de 3,7 milliards de dollars dans le Nord canadien ». Communiqué no 2-02481. Le 25 mars 2004.

¹²⁵ Ressources naturelles Canada. « Données sur le fond marin : Le Canada et le Danemark font équipe pour réaliser des levés. » Communiqué no 2005/57. Le 14 juillet 2005.

la communauté internationale a jugé bon d'encourager les pays à cartographier leurs territoires et les plateaux continentaux afin de pouvoir mieux trancher les différends.

De toute évidence, le gouvernement canadien tient à bien étudier son territoire. La recherche scientifique est un enjeu discuté à plusieurs reprises dans le corpus des textes retenu. En plus d'être discutés en termes généraux, nous remarquons trois catégories de recherche qui contribuent aux autres objectifs de la stratégie pour le Nord. La première de ces trois catégories a déjà été mentionnée. Il s'agit de mieux comprendre la géographie et bien cartographier le territoire revendiqué. Ces recherches comprennent l'établissement des limites des plateaux continentaux et la collection de données sur le fond marin arctique, dans le but de se conformer aux exigences de l'UNCLOS, qui demande aux pays connexes de bien cartographier leur territoire dans les dix ans suivant leur ratification de la Convention¹²⁶. Pour satisfaire ces exigences, le Danemark et le Canada ont même entamé un projet de recherche conjoint pour cartographier le fond marin du plateau continental Arctique¹²⁷. La deuxième catégorie de recherche retrouvée dans les textes est composée de recherches de nature environnementales. Les textes parlent de la surveillance des conditions météorologiques, de l'étude de l'impact du changement climatique dans l'Arctique ainsi que d'une étude des répercussions des changements climatiques en ce qui concerne le réseau de transports dans les TNO et dans le Grand Nord canadien. En termes plus généraux, les textes parlent de la fragilité de l'environnement arctique et de sa place parmi les « premières lignes écologiques¹²⁸ ».

¹²⁶ Pêche et Océans Canada. « *Canada's Ocean Estate: A Description of Canada's Maritime Zones.* » (2008) En ligne. <http://www.dfo-mpo.gc.ca/oceans/canadasoceans-oceansducanda/marinezones-zonesmarines-eng.htm> (site consultée le 24 juillet 2008)

¹²⁷ Affaires étrangères et commerce international Canada. « *Déclaration du Canada et du Danemark au sujet de l'île Hans* » Communiqué de presse no 165. Le 19 septembre 2005.

¹²⁸ Cabinet du Premier ministre. « *Texte intégral du discours du Premier ministre en réponse au discours du Trône* ». Discours. 5 octobre 2004.

De plus, l'importance de préserver la biodiversité et l'écosystème de la région nordique est souvent mise en évidence. Puisque cette région est particulièrement vulnérable aux effets perturbateurs de la pollution et des changements climatiques, l'impact environnemental du développement de l'Arctique doit être bien compris et géré. Cette saine gestion est d'autant plus importante à la lumière de ce que le ministre de l'Environnement de l'époque Stéphane Dion appelle le « *visage humain* » des changements climatiques, c'est-à-dire l'impact particulier de ceux-ci sur le Nord et les communautés autochtones nordiques.

Comme activité principale de l'Année polaire internationale, le gouvernement du Canada soutient un programme de recherche scientifique axé sur deux des défis les plus importants du Canada pour ses régions nordiques - les impacts des changements climatiques et l'adaptation, et la santé et le bien-être des communautés nordiques¹²⁹.

Finalement, les textes parlent de la recherche au profit du développement économique. En plus de l'attention portée envers les réseaux de transports comme les eaux navigables et les routes, l'exploration et le forage pétrolier et gazier sont aussi discutés.

Cette responsabilisation face au développement durable s'inscrit, bien sûr, dans une volonté d'exploiter les ressources nordiques et de promouvoir l'épanouissement économique de la région. Afin de bien gérer la beauté et l'énorme potentiel du Grand Nord et de veiller à la prospérité, la sécurité humaine, la qualité de vie des autochtones et des habitants nordiques, le gouvernement s'attaque, notamment, à l'exploitation des ressources, aux réseaux de transport. Le contrôle des eaux navigables nordiques y compris le Passage du Nord-Ouest est une importante considération. De plus, le

¹²⁹ Environnement Canada. « *Observations préliminaires de l'honorable Stéphane Dion, député, C.P. ministre de l'Environnement du Canada, Conférence sur les changements climatiques* » Discours. Le 6 décembre 2005.

gouvernement étudie et s'attaque aux vulnérabilités du réseau de transport routier dans la région nordique. Le gouvernement reconnaît qu'un réseau de transport efficace et solide dans le Grand Nord est essentiel au développement durable des ressources naturelles. En plus d'assurer le transport, le gouvernement se dit vouloir bâtir une économie forte, et ce, dans toutes les régions du pays, sans exception. Le développement économique, l'exploitation des ressources naturelles du Nord, y compris l'exploitation de ressources pétrolières et gazières sont d'importantes préoccupations du gouvernement.

Protection et application de la loi

Comme mentionnés au préalable, la protection environnementale et les effets accentués des changements climatiques dans le territoire arctique sont d'importantes préoccupations pour le gouvernement canadien. Cette dimension touche tous les autres objectifs de la *Stratégie dans le Nord*, et comporte plusieurs défis et opportunités pour le gouvernement canadien et les habitants nordiques.



Photo – Source: www.cbc.ca

Rares sont ceux qui nient les effets négatifs des changements climatiques à l'échelle de la planète, surtout dans les régions polaires. La fonte des glaces et les dérangements à la flore et la faune dans l'Arctique, en plus des effets de ceux-ci sur les habitants,

sont incontestables. En fait, l'enjeu de la souveraineté et l'attention toujours croissante portée envers cette région et directement reliée à ce phénomène. Pour cette raison

l'impact des changements climatiques dans l'Arctique est mixte. D'un côté, ils dérangent l'équilibre délicat qui règne depuis des millénaires, d'un autre, ils dévoilent petit à petit un territoire majestueux, riches en ressources. Par contre, l'activité accrue dans cette région cause d'autres problèmes environnementaux, dont la pollution. Il est donc important qu'une attention soit portée envers le développement durable de cette région. La saine gestion de l'environnement côtier et marin de l'Arctique est essentielle. Le gouvernement canadien se responsabilise face à cette réalité. En plus d'affirmer vouloir préserver la biodiversité et l'écosystème nordique, le Canada reconnaît le visage humain des changements climatiques. Avec ces objectifs en tête, les textes traitent le forage pétrolier et gazier dans l'Arctique, le développement durable des ressources naturelles, ainsi que des études visant à mieux comprendre l'impact environnemental que subit la région.

Par contre, cette préoccupation face à la fragilité environnementale du territoire présente aussi des opportunités pour le Canada d'affirmer sa souveraineté. En se responsabilisant face à ce problème par l'entremise de lois comme la *Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques*, la Convention concernant les oiseaux migrateurs et la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement*, le Canada se dote des outils nécessaires pour mieux contrôler son territoire à l'intérieur de ses zones d'intérêt économique exclusives ainsi que les eaux maritimes navigables (ou bientôt navigables), comme le Passage du Nord-Ouest.

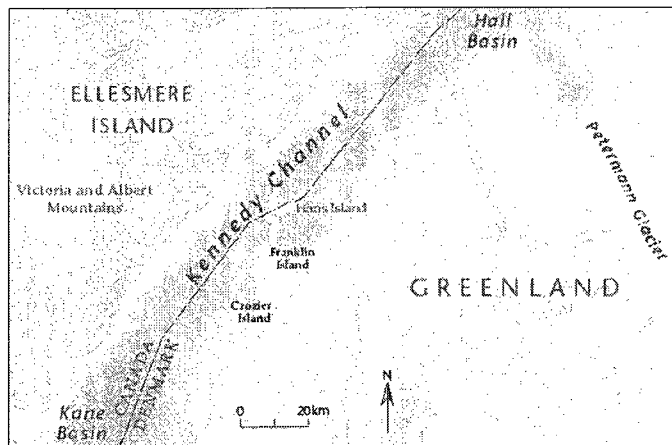
Cette stratégie reconnaît que l'application de la loi est une façon de contrôler le territoire, tant au niveau national qu'international. La préoccupation du Canada pour son environnement arctique est louable en soi, mais elle établit aussi une justification pour

une présence accrue du gouvernement sur son territoire arctique. En expliquant la situation écologique urgente dans l'Arctique, le gouvernement canadien se dote des outils nécessaires pour affirmer son contrôle du territoire. La responsabilité canadienne envers l'environnement de la région arctique est un puissant argument en sa faveur.

Il importe aussi de rappeler que la gestion de l'environnement est depuis longtemps un outil dans l'arsenal canadien en ce qui concerne ses revendications dans l'Arctique. Depuis les années 1970, les lois environnementales sont un des principaux moyens pour le Canada d'affirmer sa souveraineté dans son territoire arctique, y compris ses eaux navigables. En annonçant ses patrouilles et sa volonté d'appliquer les lois canadiennes dans les eaux arctiques, le Canada affirme son contrôle du territoire qu'il revendique. En affirmant son rôle dans la gestion des ressources et de l'environnement, en plus de sa responsabilité envers les habitants nordiques, le Canada confirme sa souveraineté. Comme outil de territorialisation, les déclarations et les accords internationaux qui reconnaissent ses responsabilités envers la région nordique sont très puissants. Les textes comportent plusieurs exemples du mariage entre l'enjeu des changements climatiques et les revendications canadiennes quant à sa souveraineté dans l'Arctique.

Dimension des limites

Les revendications de souveraineté territoriale sont souvent explicites dans les textes gouvernementaux. L'île Hans, par exemple, est reconnue comme faisant partie du territoire national canadien. En plus de ces revendications, par contre, les textes ne cachent pas les différends frontaliers qui existent avec d'autres pays, dont les États-Unis



L'île Hans – Source : www.canadiangeoeranhic.ca

et le Danemark. Dans le cadre de ces discussions, UNCLOS, le Passage du Nord-Ouest et le contrôle des eaux navigables nordiques surviennent à plusieurs reprises. Afin de traiter de ces menaces à la souveraineté

territoriale canadienne, les textes privilégient les capacités militaires et de surveillance du Canada dans l'Arctique et les exercices de souveraineté dans l'Arctique comme l'exercice Narwhal et le projet Polar Epsilon.

Dimension de l'identité

Collectivités, nation et sentiment d'appartenance

Les politiciens parlent souvent de la beauté et de l'énorme potentiel du Grand Nord. Le contrôle et la saine gestion d'un territoire, par contre, passent souvent par le biais du bien-être ses habitants. Les produits de communications du gouvernement canadien privilégient cet objectif, en se préoccupant des dimensions humaines, sociales et économiques de la vie nordique.

Les textes gouvernementaux font souvent usage du terme « *sécurité humaine.* » Cette dimension importante de la Stratégie pour le Nord se manifeste par un engagement explicite du gouvernement envers la condition humaine dans la région circumpolaire. Cette préoccupation est bien résumée par le Ministre Dion dans le cadre de la Conférence onusienne sur les changements climatiques.

L'Arctique n'est pas qu'un laboratoire, ce n'est pas qu'un lieu d'expéditions; c'est un endroit où vivent des gens, riches d'une culture qui a évolué pendant des milliers d'années¹³⁰.

Cette dimension humaine est d'autant plus pertinente à la lumière des défis particuliers de l'Arctique, et elle est très présente dans les textes gouvernementaux. L'engagement du gouvernement envers les peuples nordiques, y compris les peuples autochtones, les programmes de recherche scientifique sur les effets des changements climatiques, et les programmes d'infrastructures sont quelques exemples des manifestations de cette approche.

En plus de la sécurité humaine, le gouvernement se préoccupe aussi du bien-être économique et social des habitants nordiques. Afin de renforcer les fondations sociales et bâtir une économie forte, le gouvernement finance des projets de recherches ainsi que l'éducation poste-secondaire et d'autres investissements dans les affaires nordiques, dont des programmes et services destinés aux Premières nations et aux Inuits.

Images, symboles et cultures

Les textes gouvernementaux sont très riches en symbolisme, en iconographies et en langage identitaire. En plus du recours ostentatoire aux technologies et au militaire mentionné dans le cadre de notre discussion de la dimension du pouvoir, le langage gouvernemental est passionné et hautement symbolique. La beauté et la richesse du territoire, par exemple, sont des thèmes qui reviennent souvent et qui viennent supporter le besoin d'agir en ce qui concerne la défense de la souveraineté de celui-ci.

¹³⁰ Environnement Canada. « *Observations préliminaires de l'honorable Stéphane Dion, député, C.P. ministre de l'Environnement du Canada, Conférence sur les changements climatiques* » Discours. Le 6 décembre 2005.

Un autre thème mérite une attention particulière. Nous avons déjà mentionné à quelques reprises l'emphase mise sur la dimension humaine de l'Arctique, et nous remarquons que celle-ci est bel et bien ancrée dans l'inflexion des textes gouvernementaux. Les dimensions sociale, culturelle et économique de l'enjeu de la souveraineté dans l'Arctique et de la gestion du territoire font bonne figure dans les textes. De Défense nationale à Patrimoine Canada, les textes gouvernementaux privilégient la sécurité humaine et le bien-être des habitants nordiques. À plusieurs reprises, le gouvernement fait preuve de solidarité avec les peuples qui habitent le Nord et la protection non seulement du territoire, mais du mode de vie est très symbolique. Cette inflexion est d'autant plus présente dans le contexte des Peuples autochtones, et représente un puissant indicateur de la dimension identitaire dans le contenu analysé.



Source: www.rvtravel.com

Cet engagement du Canada envers les peuples nordiques et autochtones se manifeste, entre autres, par une contribution à l'Université de l'Arctique, à la recherche, et à l'éducation post-secondaire dans les régions nordiques. Dans le Grand Nord, le gouvernement maintient une présence en agissant, surtout par l'entremise du financement de Patrimoine Canada, pour promouvoir et préserver la culture et les langues autochtones. Outre ces projets ciblés, un important financement est réservé à l'édification de fondations sociales solides par l'entremise de

programmes et de services destinés aux Premières nations et aux Inuit, y compris les jeunes.

Nordicité et coopération circumpolaire

Les textes contiennent aussi quelques exemples de la mise en marché du Canada comme pays nordique. En mettant l'accent sur les enjeux qui touchent l'Arctique et ses résidents, le gouvernement signale non seulement son engagement envers ces enjeux, mais il confirme aussi que l'Arctique intéresse le Canada. Les discours du Premier ministre Martin et du Ministre Dion devant la Conférence onusienne sur les changements climatiques sont de bons exemples de cette promotion de la '*nordicité*' canadienne¹³¹. Ce faisant, le Canada affirme son rôle et son expertise en tant que gestionnaire compétent de l'Arctique.

La genèse et la portée des enjeux discutés s'inscrivent elles aussi dans ce contexte plus général. En fait, le différend de l'île Hans lui-même est un enjeu qui, pris isolément, est inconséquent, mais à la lumière des enjeux qui l'entour il devient un cas iconique. Le gouvernement affirme cette mise en contexte, d'ailleurs, en cherchant à résoudre cette situation « *de manière exemplaire*¹³² », c'est-à-dire s'en servir comme modèle pour le règlement de différends beaucoup plus appréciable, comme celui du Passage du Nord-Ouest, ou encore les ressources pétrolières dans la mer de Beaufort. En primant les avenues diplomatiques, allant même jusqu'à une rencontre symbolique en marge des

¹³¹ Cabinet du Premier ministre. « *Allocution du Premier ministre Paul Martin à la Conférence des Nations unies sur le changement climatique* », discours, le 7 décembre 2005; et Environnement Canada. « *Observations préliminaires de l'honorable Stéphane Dion, député, C.P. ministre de l'Environnement du Canada, Conférence sur les changements climatiques* », discours, le 6 décembre 2005.

¹³² Affaires étrangères et commerce international Canada. « *Déclaration du Canada et du Danemark au sujet de l'île Hans* » Communiqué de presse n° 165, le 19 septembre 2005.

Nations unies, le Canada et le Danemark montrent l'exemple aux autres pays connexes en ce qui concerne le modèle à suivre pour le règlement de différend dans la région circumpolaire.

Les messages d'ordre international consistent à la fois à établir clairement la position canadienne et à ouvrir la porte à la négociation diplomatique. Par l'entremise de ses communications officielles, le Canada cherche à baliser les négociations quant aux différends frontaliers. En plus d'attirer l'attention sur les activités des Forces armées dans l'Arctique et d'affirmer qu'il est prêt à défendre son territoire et le mode de vie de ses habitants, les textes du gouvernement font preuve d'une maturité diplomatique dans le sens qu'ils privilégient la coopération circumpolaire. Pour cette raison, les textes soulignent à plusieurs reprises le caractère international de l'Arctique et le besoin de coopération internationale. L'emphase placée sur le réchauffement de l'Arctique, par exemple, est une façon pour le Canada d'encourager les autres pays à se responsabiliser face aux problèmes de nature internationale dans l'Arctique. Du même souffle, cependant, le Canada tente de se positionner comme étant un chef de file ayant une certaine expertise dans cette région. En se rendant plus « *nordique* », le Canada accroît sa crédibilité dans les enjeux arctiques et ne fait que renforcer ses revendications par rapport aux territoires contestés ainsi que le contrôle des eaux navigables.

Chapitre 4 : Le compte-rendu médiatique

Analyse quantitative des articles journalistiques

Afin de vérifier comment le message gouvernemental a été relayé par les médias, nous avons effectué une analyse statistique des articles journalistiques qui s'appuie elle aussi sur un traitement des données effectué à l'aide du logiciel SPSS. Comme pour les textes gouvernementaux, nous avons identifié la présence et la récurrence de certains indicateurs. La section présente suivra le modèle établi par la section précédente, cependant, quelques variables ont été ajoutées, suite à la recherche documentaire des textes gouvernementaux. En plus des 22 indicateurs dont nous nous sommes servis pour analyser les textes gouvernementaux, nous avons ajouté des variables inspirées de deux doctrines incontournables en ce qui concerne la stratégie du gouvernement canadien dans l'Arctique, soit la *Stratégie pour le Nord* et le *Volet nordique de la politique étrangère du Canada*. De plus, toujours en sus des variables utilisées dans l'analyse précédente, nous avons ajouté des variables qui nous aident à analyser les articles, dont la langue, le nom du journal, le nom de l'auteur, l'affiliation de l'auteur, la pagination, le type d'article et le nombre de mots¹³³. Ces variables additionnelles nous permettent d'identifier si les différents organes médiatiques relaient le message de la même façon et permettent une analyse plus nuancée des résultats.

Puisque notre analyse de contenu comprend des textes rédigés dans les deux langues officielles du Canada, nous avons tenu compte de la langue de chaque article. Après avoir trié les articles pour la redondance et la pertinence, conformément à la

¹³³ Voir la grille d'analyse (Annexe B)

méthodologie décrite plus haut, nous avons retenu 154 articles, dont 19 (12%) articles d'expression française et 135 (88%) articles d'expression anglaise¹³⁴.

En plus de la langue de publication, nous avons aussi retenu l'organe médiatique de chaque article. Même si certains articles sont parus dans plus d'un organe, nous ne les avons retenus qu'une seule fois en tentant de retenir l'article d'origine. Le tableau en annexe¹³⁵ décrit bien les données brutes de cette analyse, mais aux fins de cette section, nous pouvons en tirer quelques points saillants. Parmi les 30 organes médiatiques retenus, le *National Post* contribue le plus à notre population avec 29 (19%) articles. Ce journal est suivi par la *Presse canadienne* avec 17 (11%), le *Ottawa Citizen* et le *Globe and Mail* avec 13 (8%) chacun et le *Edmonton Journal* avec 12 (8%). Parmi les organes francophones, *La Presse* est en tête avec sept (5%) articles.

Nous avons aussi cru bon de retenir le nom et l'affiliation des auteurs. Les noms et les contributions de chaque auteur sont détaillés en annexe¹³⁶, mais aux fins de la présente analyse, nous nous attardons surtout à leur affiliation. Par affiliation, nous voulons dire le prétexte sous lequel l'auteur a rédigé l'article. Par exemple, un journaliste rédige un texte bien différent d'un expert. L'affiliation des auteurs a été analysée pour pouvoir déterminer si l'auteur du texte est un journaliste ou un expert. Nous remarquons que la vaste majorité des articles (93%) ont été rédigés par des journalistes, cependant, quelques-uns ont été rédigés par des experts. En tout, huit textes (5%) ont été rédigés par des universitaires, deux (1%) ont été rédigés par des sources gouvernementales et un seul

¹³⁴ Voir le tableau 15 (Annexe D)

¹³⁵ Voir le tableau 16 (Annexe D)

¹³⁶ Voir le tableau 17 (Annexe D)

article a été rédigé par un expert¹³⁷. Il est à noter qu'aucun des textes n'a été rédigé par un politicien.

Suite à cette analyse, nous nous sommes attardés au type d'article. Tout comme un texte rédigé par un journaliste peut différer d'un texte rédigé par un expert, les divers types d'article journalistique peuvent être très différents eux aussi. Pour cette raison nous cherchions à différencier cinq types d'article, soient les manchettes, les éditoriaux, les chroniques, les articles généraux et les éditoriaux d'opinion (Op-Ed). Bien que les articles soi-disant généraux sont majoritaires (55%), la population comprend des éditoriaux (14%), des chroniques (13%), des manchettes (10%) et des Op-Ed (9%)¹³⁸.

Nous avons aussi choisi de retenir la variable du ton, car celui-ci peut avoir une influence sur le contenu et, surtout, sur la perception du lecteur face au contenu. Cette influence, bien que difficilement mesurable, affecte la construction du narratif de la souveraineté nationale. Afin de mieux comprendre la relation entre les auteurs et les textes, nous avons compilé des tableaux croisés qui tiennent compte du ton et de l'orientation, par rapport à l'affiliation de l'auteur et du type d'article. Prenons à titre d'exemple le tableau 20 qui tient compte du ton des articles¹³⁹. Ce tableau démontre que 44% des articles ont un ton neutre, tandis que 24% adoptent un ton positif, contre 32% qui tendent vers le négatif. Par contre, ces statistiques nous en disent peu sur la motivation des auteurs, sans tenir compte du contexte dans lequel ils ont été rédigés. Les tableaux croisés apportent un certain contexte à l'analyse du ton et de l'orientation. Nous observons, notamment, au tableau 21 que les universitaires retenus ont adopté un ton

¹³⁷ Voir le tableau 18 (Annexe D)

¹³⁸ Voir le tableau 19 (Annexe D)

¹³⁹ Voir le tableau 20 (Annexe D)

plutôt négatif dans leurs articles (tous des Op-Ed)¹⁴⁰. Par contraste, les sources gouvernementales, elles, ont plutôt favorisé un ton positif. Pour leur part, les journalistes ont adopté les trois tons, mais environ 47% des textes ont adopté un ton neutre¹⁴¹. Malheureusement, les données recueillies ne sont pas suffisantes pour établir une relation entre l'affiliation et l'orientation¹⁴², cependant, l'analyse du type d'article, le ton et l'orientation a porté fruit. Conformément à leur raison d'être, les manchettes et les articles généraux adoptent plutôt un ton neutre et informationnel, bien qu'un certain pourcentage des articles soit réparti, plus ou moins également, dans les franges¹⁴³. Cependant, nous remarquons que les articles d'opinion, soit les chroniques, les Op-Ed et les éditoriaux, sont plus polarisés. Les données démontrent que des 21 éditoriaux retenus, 13 (62%) sont négatifs¹⁴⁴. D'ailleurs, les éditoriaux sont deux fois plus aptes à être négatifs que positifs. Nous remarquons, par contre, que les chroniques et les Op-Ed semblent être un peu plus équilibrés, ayant un ratio négatif / positif relativement équitable. Mais le ton, rappelons-le, ne dicte pas l'orientation.

Afin d'étudier cette orientation, il est important pour nous d'observer la relation entre le type d'article et leur position face aux positions canadiennes et danoises. En premier lieu, il mérite de souligner que très peu de textes (8%) sont défavorables à la position canadienne. Les autres textes qui appuient la position canadienne (46%), sont nuancés (46%) ou n'ont pris aucune position discernable (13%)¹⁴⁵. Ce faible taux de dissension est encore plus intéressant lorsque nous explorons notre tableau croisé. En

¹⁴⁰ Voir le tableau 21 (Annexe D)

¹⁴¹ Voir le tableau 22 (Annexe D)

¹⁴² Voir les tableaux 23 - 25 (Annexe D)

¹⁴³ Voir le tableau 26 (Annexe D)

¹⁴⁴ *Ibid.*

¹⁴⁵ Voir le tableau 30 (Annexe D)

effet, les données démontrent qu'aucune manchette, aucun éditorial ni aucune chronique n'ont pris une position contraire à la position canadienne. En fait, seulement six (4%) articles généraux et cinq (3%) Op-Ed ont fait preuve d'une orientation contraire à la position canadienne¹⁴⁶. Quant à la position danoise, presque deux fois plus d'articles (14%) ont adopté une position contraire, et seulement neuf articles (6%) ont appuyé cette position. De loin, par contre, l'orientation face aux adversaires était nuancée (45%) ou non discernable (35%)¹⁴⁷. Conformément aux données recueillies par rapport à l'orientation face à la position canadienne, aucune manchette, aucun éditorial et aucune chronique n'ont pris une position conforme à celle du Danemark. Par contre, la grande majorité des articles ont adopté une position nuancée (45%) ou non identifiable (35%). Notre dernière catégorie, soit celle de l'orientation face à la position des experts, démontre que les articles respectent en général l'opinion des experts. En fait, dans les quelques instances où les articles se sont penchés sur les experts, il leur était favorable à 95%¹⁴⁸.

Ayant décortiqué le ton et l'orientation des textes, nous nous tournons maintenant vers les principaux objets des textes. Comme nous l'avions fait pour les textes gouvernementaux, les objets des articles journalistiques ont été divisés en trois catégories, soit les objets principaux, secondaires et tertiaires. En ce qui concerne les objets principaux, nous retrouvons l'île Hans elle-même en haut de liste, étant l'objet principal de 94 des textes retenus (61%). Le prochain plus important objet est la protection du territoire arctique qui domine 21% des textes, suivi des voies maritimes (12%), des enjeux environnementaux (2%), des ressources naturelles (1%), du Droit

¹⁴⁶ Voir le tableau 27 (Annexe D)

¹⁴⁷ Voir le tableau 28 (Annexe D)

¹⁴⁸ Voir le tableau 29 (Annexe D)

international (1%) et d'autres enjeux représentant 6% des articles¹⁴⁹. Il mérite de mentionner que les peuples ou les habitants nordiques ne figurent pas dans la liste des principaux enjeux.

Les objets secondaires et tertiaires sont plus diffus. Par exemple, l'île Hans ne représente que 15% des objets secondaires et tertiaires. Ici, la protection du territoire arctique est l'objet le plus dominant, représentant 30% des objets secondaires et 17% des objets tertiaires. Le Droit international jouit aussi d'un gain d'importance dans ces catégories avec 16% des objets secondaires et 10% des objets tertiaires. De plus, les voies maritimes (15%) font toujours belle figure, suivi des ressources naturelles (8% et 16%), des habitants nordiques (5% et 5%). Les risques environnementaux sont peu discutés en tant qu'objet secondaire et tertiaire. (2% et 5%)¹⁵⁰.

Pour compléter notre analyse contextuelle des données, nous nous attardons aux principaux acteurs des textes, ainsi qu'aux acteurs secondaires et tertiaires. L'analyse de ces acteurs nous aidera à déterminer si oui ou non la stratégie médiatique du gouvernement est efficace.

Les données démontrent que le gouvernement canadien est le principal acteur dans 95 (62%) des articles retenus. En effet, le gouvernement canadien est acteur principal dans trois fois plus d'articles que les gouvernements étrangers, qui ne représentent que 20% des acteurs principaux. Ces gouvernements sont suivis de simples citoyens (6%), des politiciens (4%), des experts (3%) et des scientifiques (1%). D'autres catégories représentent moins d'un pour cent des principaux objets des articles¹⁵¹. Même s'il fait bonne figure à titre d'acteur secondaire, représentant 24%, le gouvernement

¹⁴⁹ Voir le tableau 31 (Annexe D)

¹⁵⁰ Voir les tableaux 32 et 33 (Annexe D)

¹⁵¹ Voir le tableau 34 (Annexe D)

canadien est éclipsé par les gouvernements étrangers dans cette catégorie. À titre d'acteurs secondaires, les gouvernements étrangers prennent l'avant avec 43% des articles, suivis du gouvernement canadien, des experts (15%), des politiciens (4%) et des citoyens étrangers ainsi que les gouvernements provinciaux et territoriaux à 3%. Les citoyens canadiens (2%) et d'autres catégories complètent les données¹⁵². En tant qu'acteur tertiaire, les gouvernements canadien et étrangers se rapprochent avec 37% et 28% respectivement, et les experts sont en troisième place avec 15% des articles¹⁵³.

Conformément à l'analyse des textes gouvernementaux, le concept des tactiques médiatiques et les dimensions des limites, du pouvoir et de l'identité ont été déclinés en indicateurs. Puisque la plupart de ces indicateurs sont identiques à ceux utilisés dans l'analyse précédente, ils pourront être comparés plus tard dans notre analyse des données.

Les données brutes démontrent déjà la présence de tactiques médiatiques, soit la première dimension que nous avons observée. Notre recherche démontre que les événements médiatiques font l'objet de plusieurs articles. Les points de presse tenus par le gouvernement ont été mentionnés dans 11% des articles, et les événements médiatiques plus généraux ont fait l'objet de 69% des articles retenus. De plus, les visites de politiciens ont été couvertes dans 53% des articles, et les visites d'experts ont joui de couverture dans un des textes. En plus de ces événements, nous remarquons que des entrevues ont été accordées dans 37% des articles, et que 62% des articles ont eu recours à des sources gouvernementales. Les sources anonymes sont aussi présentes, mais ne figurent que dans 3% des articles¹⁵⁴.

¹⁵² Voir le tableau 35 (Annexe D)

¹⁵³ Voir le tableau 36 (Annexe D)

¹⁵⁴ Voir le tableau 37 (Annexe D)

La deuxième dimension, les limites, est aussi bel et bien présente dans le contenu des articles journalistiques. La notion des frontières, par exemple, est retrouvée dans 94% des textes. D'ailleurs, seul l'indicateur des douanes, n'ayant fait l'objet d'aucun texte, n'a donc pas été observé dans ces articles. Notamment, la souveraineté d'un territoire a été revendiquée de façon explicite dans 98% des articles, et des images ou symboles servant à projeter un espace sont présents dans 68% des textes¹⁵⁵.

Les articles reflètent aussi la dimension du pouvoir. Chef parmi les indicateurs se retrouve l'indicateur du pouvoir le plus évident, soit la présence militaire. Cet indicateur est présent dans 83% des textes. En plus de la présence militaire, les réseaux de transport (55%) et la surveillance (54%) font aussi bonne figure. Ces trois indicateurs sont suivis de l'application de la loi (27%), de la présence d'institutions étatiques civiles (18%) et des réseaux de communication (1%)¹⁵⁶.

En plus de ces dimensions tangibles et leurs indicateurs concrets, nous avons choisi d'observer la dimension de l'identité en nous servant, toujours conformément à l'analyse de contenu précédente, de cinq indicateurs, soit les iconographies / symboles, le « Nation-building », le sentiment d'appartenance, la culture et les langues. Les données brutes sont fascinantes. Non seulement cette dimension est présente dans les textes, mais certains des indicateurs sont presque omniprésents. Dans 97% des textes, par exemple, un sentiment d'appartenance au territoire arctique a été transmis. De plus, la notion du « Nation-building », ou encore du nationalisme a été évidente 9 fois sur 10 (91%). Nous avons aussi observé des symboles ou des iconographies dans 64% des articles. La culture

¹⁵⁵ Voir le tableau 38 (Annexe D)

¹⁵⁶ Voir le tableau 39 (Annexe D)

aussi a fait l'objet de plusieurs articles (34%) mais les langues, par contre, n'ont été discutées que dans un seul texte¹⁵⁷.

Suite à notre recherche documentaire des produits de communications gouvernementaux, nous avons cru bon en apprendre plus sur deux documents essentiels à l'analyse du comportement du gouvernement canadien dans l'Arctique. La *Stratégie pour le Nord* et le *Volet nordique de la politique étrangère du Canada* nous donnent un aperçu des buts et des priorités du gouvernement canadien dans l'Arctique. En bref, ces deux documents nous ont fourni le plan de match du Canada en ce qui concerne sa gestion du territoire arctique. À cause de leur importance, nous avons cru bon de décliner les objectifs de ces doctrines en indicateurs qui nous ont permis d'observer à quel point ces concepts sont présents dans la couverture médiatique. Les données brutes de cette recherche sont présentées ci-dessous.

La *Stratégie pour le Nord* comprend onze objectifs que nous avons retenus en tant qu'indicateurs. Les données brutes sont mixtes, mais les buts sont bel et bien présents dans la couverture médiatique. Notamment, le concept de la souveraineté de l'Arctique est présent dans tous les articles (100%) mais les autres objectifs sont moins prédominants. La promotion de la culture et l'identité est en deuxième place en étant mentionnée dans 47% des articles. Cet indicateur est suivi de la sécurité nationale (44%), du développement économique (28%) et de la recherche scientifique à 25%. Une liste complète des données est disponible en annexe¹⁵⁸.

Pour sa part le *Volet nordique* comporte douze objectifs, tous retenus, eux-aussi, en tant qu'indicateurs. Sauf quelques exceptions, dont *l'Université de l'Arctique* (aucune

¹⁵⁷ Voir le tableau 40 (Annexe D)

¹⁵⁸ Voir tableau 41 (Annexe D)

mention) et le *Conseil de l'Arctique* (une seule mention), les indicateurs de cette doctrine démontrent sa présence dans le contenu médiatique. Il mérite de mentionner que cette catégorie comprend des éléments de la dimension humaine et socioéconomique de l'Arctique, une composante très peu étudiée jusqu'à ce point. Comme la doctrine précédente, l'enjeu de la souveraineté dans l'Arctique figure dans les 154 articles (100%). Par contre, d'autres indicateurs ont été repérés. Parmi les plus retrouvés sont la sécurité (48%), la prospérité et le développement économique (29%), les habitants du Nord (22%), les Autochtones (34%), la région circumpolaire (17%), la recherche scientifique (23%), le développement durable (12%) et la sécurité humaine (12%). Une liste complète des indicateurs et des résultats est disponible en annexe¹⁵⁹.

La présentation des données brutes ci-dessus est un aperçu très général des résultats de notre recherche. Nos grilles d'analyses sont riches en variables, ce qui a facilité l'analyse statistique. Bien que les données recueillies nous offrent d'innombrables possibilités d'analyse statistique, nous croyons que les fréquences et les tableaux croisés examinés ci-dessus nous permettent de répondre à la question de recherche de façon adéquate. Cependant, nos grilles contiennent une gamme de données qui sont dorénavant disponibles pour une analyse subséquente, le cas échéant.

Analyse qualitative des articles journalistiques

L'analyse des articles journalistiques suit le même modèle que l'analyse des textes gouvernementaux. Nous avons procédé à une analyse qualitative de quatorze textes représentatifs de l'ensemble des articles retenus aux fins de notre analyse. Ces articles ont été retenus pour leur représentativité linguistique, géographique et temporelle, ainsi que

¹⁵⁹ Voir tableau 42 (Annexe D)

pour la qualité de leur contenu et de leur type. Comme dans la section précédente, nous avons organisé nos données qualitatives selon les dimensions du pouvoir, des limites et de l'identité. Cependant, notre exposé commencera par un résumé des principaux objets de la couverture médiatique. Encore une fois, nous n'avons pas procédé à une analyse qualitative formelle de la dimension des tactiques médiatiques, car cette dimension se prête plutôt à l'analyse quantitative déjà entreprise.

Étant donnés les paramètres de recherche, il n'est pas surprenant qu'un des principaux objets des articles retenus aux fins de l'analyse qualitative fût le différend de l'île Hans. Cependant, les articles traitent trois composantes particulières du différend, soit les activités danoises sur l'île, les activités canadiennes ainsi que le contexte historique du différend.

Les articles résument bien le différend et, en majeure partie, les deux côtés de la dispute. Chronologiquement parlant, les articles rédigés avant la visite du Ministre Graham, au printemps 2004 par exemple, privilégient les provocations danoises et l'intérêt de ce pays pour le petit îlot. Les textes ne cachent aucunement le fait que le Danemark revendique l'île Hans tout comme le Canada. Les revendications danoises et les activités de souveraineté menées par ce pays, y compris la présence militaire sur l'île et ses environs, sont bien documentées. Les fréquentes visites de l'île par des frégates danoises et même un ministre sont mentionnées à plusieurs reprises comme étant une composante importante du différend. En plus des activités militaires et de surveillance, la dimension diplomatique de l'approche danoise fait aussi bonne figure. Les notes diplomatiques et les rencontres entre diplomates font partie du reportage des faits. En fait, les autorités danoises interviewées dans le cadre des reportages expliquent clairement que

la solution au différend n'est pas de nature militaire, mais plutôt issue de négociations diplomatiques. Dans le cadre d'un Op-Ed, l'Ambassadeur du Danemark au Canada, Poul E. D. Kristensen, se dit privilégier « *le dialogue et la primauté du droit* »¹⁶⁰.

La position canadienne fait elle aussi bonne figure dans les textes, surtout à la suite de la visite du Ministre Graham. En fait cette visite devient le symbole de toutes les autres activités canadiennes de la région, et elle est vite devenue incontournable dans toute discussion du différend. En plus de cette visite ministérielle, la visite de soldats canadiens quelques semaines auparavant a fait couler beaucoup d'encre. Lors de cette mission, les Canadiens ont érigé un drapeau canadien, une statue inuite traditionnelle Inukshuk, et y ont laissé une plaque. Ces iconographies sont d'importants symboles des revendications canadiennes et du projet de territorialité.

En plus de rapporter les provocations et les événements médiatiques de chaque pays, la couverture médiatique fait aussi la synthèse du différend et lui impose un certain contexte, à la fois géopolitique et historique. C'est-à-dire que les textes résument les fondements des positions danoise et canadienne quant à l'île Hans, mais qu'ils questionnent et expliquent aussi son importance dans l'enjeu plus général de la souveraineté dans l'Arctique.

En premier lieu, les revendications de chaque pays sont détaillées. De son côté, le Danemark dit croire que l'île a été découverte en 1853 par un Groenlandais (Hans Hendrik) dans le cadre d'une expédition danoise. Le Canada, lui, prétend que le territoire a été découvert par Sir George Nares au nom de la Reine Victoria et que les Britanniques lui ont légué l'île à l'occasion de la Confédération. Ces preuves historiques sont une

¹⁶⁰ Poul E. D. Kristensen. « *Sorry Canada, Hans Island is Danish* ». The Ottawa Citizen (Ottawa), 28 juillet 2005, A13.

importante composante des revendications des deux côtés du différend. À ces revendications viennent s'ajouter des preuves géologiques et géomorphologiques ainsi que d'autres instances de présence canadienne ou danoise au fil des années, y compris les visites plus récentes comme celle du Ministre Graham. Les articles explorent aussi l'historique des négociations entre les deux pays qui persistent depuis 1973 lorsque les pays se sont entendus par rapport à leurs frontières communes, mais n'ont pu s'entendre au sujet de l'île Hans. Ces négociations formelles ont repris tout récemment lors de la rencontre entre les Ministres des Affaires étrangères des deux pays à New York, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies.

Cependant, les textes ne se contentent pas de discuter de l'enjeu de l'île Hans. En fait, les articles se moquent souvent de l'insignifiance de l'île ainsi que d'une discorde entre deux pays reconnus comme étant plutôt pacifiques. Mais en dépit des railleries, la valeur symbolique du différend est bel et bien prise au sérieux. Même si l'île elle-même est sans valeur, elle mérite d'être protégée au nom des nombreux autres différends frontaliers dans l'Arctique. C'est pourquoi un article parle même d'une « victoire à tout prix », car tous sont d'accord pour dire que l'île n'est que le plus insignifiant des nombreux différends frontaliers dans l'Arctique.

Personne n'a découvert de gisement de pétrole dans l'île Hans. Il n'y a pas de diamants non plus. Des poissons? Quelques-uns. En fait, ce caillou inhabité dans les eaux glacées de l'Arctique ne présente aucun attrait économique majeur. Pourtant, ces jours-ci, le Canada et le Danemark font des pieds et des mains pour se l'approprier¹⁶¹.

¹⁶¹ Laura-Julie Perreault et Joël-Denis Bellavance. « L'île Hans: La dispute diplomatique : Guerre froide" pour un caillou glacé Le différend territorial entre le Canada et le Danemark est la pointe d'un iceberg d'enjeux politiques ». La Presse (Montréal), le 11 août 2005, A3.

Le contexte dans lequel s'inscrit le différend de l'île Hans est en fait un objet principal de la couverture médiatique. Plusieurs enjeux de la souveraineté dans l'Arctique sont discutés, dont les autres différends frontaliers, les capacités de défense canadiennes, la sécurité nationale et l'application des lois. Il importe de rappeler que les deux pays privilégient la coopération circumpolaire et une résolution du différend modèle, c'est-à-dire issue de pourparlers diplomatiques, plutôt qu'une victoire militaire. Cependant, bien que cette volonté soit reportée, les dimensions moins conciliatoires sont primées dans la couverture médiatique.

Les articles mettent en contexte le différend en expliquant qu'il n'est qu'un de quatre différends frontaliers canadiens dans l'Arctique. La nouvelle technologie et les changements climatiques font en sorte que les ressources et le territoire arctique sont menacés par les revendications étrangères du même territoire. Parmi les plus importantes revendications contraires à celles du Canada, se retrouve l'enjeu de la position américaine face au Passage du Nord Ouest et le contrôle des eaux navigables. Les articles mentionnent à plusieurs reprises que le Canada ne maîtrise pas ses eaux intérieures, et que des sous-marins russes, britanniques et américains ainsi que des bateaux étrangers traversent les eaux canadiennes régulièrement sans permission. Ces inquiétudes soulèvent d'autres enjeux plus généraux de la souveraineté dans l'Arctique.

En plus de la dimension militaire évidente, ces préoccupations incluent aussi la prospérité et la sécurité des habitants du Nord, y compris les Peuples autochtones. En fait, un article affirme que le Premier ministre croit qu'une importante responsabilité du gouvernement consiste à protéger la souveraineté de l'Arctique au nom des générations

d'Inuits et de Canadiens ¹⁶². Fidèles au narratif gouvernemental, les articles journalistiques parlent eux aussi de cette dimension humaine. La présence historique des Inuits dans le Nord canadien est un important atout pour le Canada dans les négociations internationales. De ce fait, les habitants nordiques ont un rôle crucial à jouer dans cette affaire. C'est pourquoi, entre autres, le gouvernement s'attarde aux enjeux de gouvernance vis-à-vis les gouvernements territoriaux, dont les soins de santé, le développement économique régional et les transferts de pouvoir aux territoires.

Mais en raison de l'accès accru aux ressources et au territoire dû au réchauffement de l'Arctique, le Canada fait de plus en plus appel aux Forces canadiennes pour patrouiller et affirmer la souveraineté du pays dans la région nordique et contrer les revendications étrangères sur le territoire canadien. Les patrouilles et les exercices militaires canadiens renforcent les revendications dans le Nord et envoient un message aux pays comme la Russie, les États-Unis et le Danemark qui ont des revendications contraires. Les articles font référence à une nouvelle offensive ou stratégie arctique de la part des Forces canadiennes. Parmi les efforts musclés qu'entreprend le Canada pour appliquer ses lois et défendre sa souveraineté nous retrouvons en premier lieu les Rangers canadiens et la GRC qui sont la principale présence canadienne permanente dans ce vaste territoire. Pour combler les lacunes évidentes de ces patrouilles terrestres, le Canada a aussi recours à la technologie de surveillance comme les satellites RADARSAT, les patrouilles aériennes traditionnelles et téléguidées ainsi que des projets intégrés comme le projet Polar Epsilon visant l'amélioration des capacités de sécurité marine et de défense

¹⁶² Presse canadienne. « Martin reaffirms Arctic sovereignty », Kitchener-Waterloo Record (Presse canadienne), le 13 août 2004, A4.

continentale¹⁶³. Plusieurs exercices militaires, de petite et de grande envergure, planifiées à titre d'événements médiatiques figurent aussi dans les textes journalistiques. Ces patrouilles servent à établir une présence canadienne dans le Nord en surveillant, mais aussi en appliquant des lois canadiennes comme la *Loi sur la pollution marine*.

En dépit de ces efforts, plusieurs auteurs s'inquiètent à voix haute de la sécurité nationale, allant même jusqu'à dire que le Canada doit se compter chanceux que la menace terroriste ne soit pas concentrée dans le Grand Nord.

[...] we have no idea what's going on under the ice, never have, and we haven't any way of monitoring the waters. While the Soviet threat is no more, although it was real during the Cold War, nobody knows what the U.S. is doing in the name of fighting terrorism. Hans Island isn't the point. Who owns northern waters is. [...] An open passage is an invitation to trade and maybe to terror¹⁶⁴.

La plupart des articles, surtout ceux publiés avant la visite du Ministre Graham et la foulée d'activités canadiennes pendant l'été 2005, sont très critiques à l'égard des capacités dont dispose le Canada pour défendre le territoire arctique. À plusieurs reprises, le manque d'une présence militaire active et permanente sur le territoire est déploré par la presse. Le manque de ressources et le piètre état des Forces armées canadiennes, surtout en ce qui concerne les ressources nécessaires pour patrouiller l'Arctique, y compris le Passage du Nord Ouest, sont surtout critiqué par les textes d'opinion, mais les articles généraux ne manquent pas non plus l'occasion de rappeler que les revendications canadiennes sont menacées par un manque d'intérêt historique de la part de plusieurs gouvernements ainsi qu'un manque de ressources militaires. Les provocations danoises

¹⁶³ Stephen Thorne. « *Federal government looks to satellite to help assert Arctic sovereignty* ». La Presse canadienne, le 28 août 2005.

¹⁶⁴ Catherine Ford. « *Canada's Arctic weakness* », Calgary Herald, le 4 avril 2004, A15.

par rapport l'île Hans et les lacunes canadiennes qu'ils ont soulevées figurent souvent à titre d'exemple.

Dimension du pouvoir

Les paragraphes précédents démontrent que même si les organes médiatiques mentionnent les enjeux de la dimension humaine, légaux et diplomatiques, l'accent est décidément mis sur la dimension du pouvoir, et plus précisément sur la composante militaire du différend. Cette inflexion est répandue dans presque tous les textes, et contraste fortement avec le ton conciliateur et diplomatique des textes gouvernementaux, ainsi qu'avec la position des gouvernements étrangers. À titre d'exemple, un article du National Post soulève plusieurs inquiétudes, toutes liées à la défense militaire du territoire, et ce, en dépit du fait que dans le même article, les Danois affirment sans équivoque que la solution au différend n'est pas de nature militaire¹⁶⁵.

Ce n'est certainement pas par hasard que l'apogée du différend de l'île Hans, la visite du Ministre Graham, s'inscrit dans le cadre des nombreux exercices, annonces et activités militaires entrepris au cours de l'été 2005. En fait les articles publicisent les activités militaires les plus provocatrices, et ce, au détriment des autres composantes d'un projet de territorialisation. Le sensationnalisme d'une visite de la part d'un Ministre de la couronne, un exercice de grande envergure ou encore un projet de surveillance spatiale met en branle les stylos des journalistes canadiens comme nul autre tactique.

Mais contrairement aux textes gouvernementaux, les journalistes soulèvent une nouvelle inquiétude. Dans plusieurs textes, les auteurs prétendent que l'accès accru au territoire et tous ces différends frontaliers soulèvent d'importantes questions relatives la

¹⁶⁵ *Ibid.*

sécurité nationale. Les lacunes du Canada en ce qui concerne ces capacités de défenses dans le Grand Nord sont souvent répétées et certains auteurs utilisent des prétextes alarmistes comme le terrorisme et la sécurité nationale pour susciter l'intérêt du lecteur¹⁶⁶. Peu importe la validité de ces prétextes, la sécurité nationale est un enjeu incontournable dans l'analyse du contexte dans lequel s'inscrit la couverture médiatique du différend de l'île Hans et de la souveraineté dans l'Arctique. En guise de réplique aux critiques à l'égard du gouvernement, la couverture contient aussi plusieurs reportages portant sur les capacités de surveillance accrues qui aideront à affirmer le contrôle canadien du territoire nordique. Les annonces de projets de surveillance et d'exercices de souveraineté sur le terrain sont aussi bien reportées dans la couverture médiatique.

Heureusement, les journalistes ne se limitent pas uniquement à l'aspect militaire du pouvoir. Le développement économique et l'application des lois sont aussi mentionnés, mais plutôt dans le contexte du contrôle du territoire. Les articles mentionnent aussi les ressources abondantes en disant qu'elles sont devenues des cibles alléchantes pour les entreprises et les pays étrangers, surtout lorsque le pays qui les revendique ne semble pas disposer des ressources nécessaires pour affirmer sa présence sur le territoire. Cet accès accru au territoire nordique oblige donc une présence plus active et des capacités de surveillance accrues, ce qui explique, selon la couverture médiatique, l'intérêt croissant du gouvernement canadien quant à son territoire.

Cet intérêt inclut aussi la prospérité et la sécurité des habitants du Nord, y compris les Peuples autochtones. Un article affirme même que le Premier ministre croit qu'une importante responsabilité du gouvernement consiste à protéger la souveraineté de

¹⁶⁶ Catherine Ford. « Canada's Arctic weakness », Calgary Herald, le 4 avril 2004, A15.

l'Arctique au nom des générations d'Inuits et de Canadiens¹⁶⁷. En effet, la dimension humaine, tant privilégiée dans le contenu gouvernemental, est bel et bien présente dans les articles journalistiques. Comme dans l'exemple précédent, l'attention portée envers cette dimension se manifeste par une reconnaissance du rôle crucial des habitants nordiques et, surtout, des peuples autochtones et inuits. Les partenariats les enjeux de gouvernance sont aussi une manifestation de cette reconnaissance, en plus de l'importance donnée aux services de soins de santé, au développement économique et aux partenariats avec les gouvernements territoriaux et autochtones. Dans chaque cas par contre, nous remarquons un accroissement de la présence du gouvernement fédéral dans le Nord.

Dimension des limites

En raison de notre méthodologie, l'île Hans est bien sûr le principal objet des textes, cependant, elle n'est qu'un exemple des différends frontaliers qui persistent dans le territoire arctique. Les articles nous rappellent que plusieurs pays revendiquent des sections du territoire arctique se chevauchant l'un et l'autre. La couverture journalistique fait le point sur ces nombreux différends et résume bien l'historique des disputes frontalières. Des quatre différends dans lesquelles est impliqué le Canada, l'enjeu du contrôle du Passage du Nord-Ouest est de loin le plus inquiétant pour les journalistes. Par contre, c'est le différend de l'île Hans qui s'est mérité un statut iconique dans le narratif de la souveraineté dans l'Arctique. Bien qu'il soit le plus insignifiant des différends, l'île Hans permet au Canada de faire valoir ses revendications au monde entier, sans pour

¹⁶⁷ Presse canadienne. « Martin reaffirms Arctic sovereignty », Kitchener-Waterloo Record (Presse canadienne), le 13 août 2004, A4.

autant risquer la guerre ou le conflit. La visite du Ministre Graham, par exemple, est un événement historique important dans l'enjeu de la souveraineté dans l'Arctique. Ce geste représente une manifestation concrète et provocatrice des revendications canadiennes quant à sa souveraineté dans l'Arctique. Les articles journalistiques reportent que cette île représente un important test pour le Canada et pour les autres pays ayant des revendications dans l'Arctique, et la couverture du différend s'assure de bien conceptualiser les événements. En effet, même les textes humoristiques qui se moquent du différend admettent que les enjeux dépassent le 'caillou' lui-même.

Cette discussion des frontières est importante car elle tente de circonscrire les territoires revendiqués dans le but de mieux définir l'enjeu de la souveraineté dans l'Arctique. En revendiquant publiquement un certain territoire, même un îlot inhabité, le gouvernement canadien introduit un élément crucial au narratif de la souveraineté nationale. Par l'entremise de ce narratif, largement communiqué par les médias de l'information, le gouvernement ajoute l'île Hans dans le lexique des territoires dit « *canadien* ». Sans l'introduction de territoire spécifique dans ce lexique, le narratif identitaire serait flou et dénudé. Dans tout projet de territorialisation, il est essentiel de bien décrire le territoire revendiqué, ce qu'a fait le gouvernement Martin en se servant de tactiques médiatiques bien en vue et, semble-t-il, très efficaces.

Dimension de l'identité

Bien que la dimension de l'identité est bel et bien présente dans les textes journalistiques, comme nous l'avons déjà mentionné, la dimension du pouvoir est de loin la plus visible. De plus, en raison du chevauchement des trois dimensions, nous avons

choisi de présenter l'importance placée dans les collectivités et la culture, par exemple, sous la perspective d'une discussion de la présence de l'État dans le Nord canadien. Cela étant dit, même dans le cadre d'un exercice militaire, le gouvernement canadien ne manque pas la chance de faire appel au sentiment d'appartenance. Le contenu des articles est lourd d'images et de symbolisme. Les drapeaux canadiens et les statues Inukshuk sont parmi les symboles les plus flagrants.



Photo d'une statue Inukshuk – Source : www.cnic.biz

Cependant, on ne peut minimiser le symbolisme de la présence militaire et étatique elle-même. La présence de soldats canadiens, y compris les Rangers, de la GRC et d'un membre du Conseil des ministres sur le territoire contesté est extrêmement symbolique et signifiante. De plus, la présence militaire étrangère sur le territoire revendiqué mérite aussi d'être mentionnée, car, vue de la perspective d'une occupation, cette image est très puissante. Le simple fait de reporter cette force militaire opposante renforce l'urgence de la situation et évoque une réaction émotive chez les fiers Canadiens. Ces émotions fortes prennent encore plus d'ampleur dans le contexte plus large où plusieurs autres pays, beaucoup plus puissants, revendiquent aussi des territoires dans la région.

Chapitre 5 : Interprétation des données

Résultats des analyses

En entamant cette recherche, nous voulions vérifier si le gouvernement canadien construisait un narratif de souveraineté nationale dans le cadre d'un projet de territorialisation conçu pour appuyer les revendications de souveraineté du gouvernement canadien dans les zones contestées de l'Arctique tel que l'île Hans. Pour ce faire, nous avons effectué une analyse de contenu des produits de communications émanant du gouvernement canadien au cours de la période prescrite. Afin de mieux comprendre la nature du message gouvernemental, soit de mieux comprendre la stratégie de territorialisation. Cela nous a également fourni des indicateurs supplémentaires et des pistes à suivre lors de l'analyse du contenu des articles journalistiques publiés lors de la même période dans le but de vérifier la présence du narratif gouvernemental dans la couverture médiatique. Ce sont les résultats de ces deux analyses que nous allons comparer.

Présence des concepts et dimensions au sein des textes gouvernementaux

Dimension des tactiques médiatiques

Les textes gouvernementaux nous fournissent plusieurs indicateurs de la dimension des tactiques médiatiques. Parmi les plus répandus, par contre, est la tenue d'événements médiatiques et d'annonces. Pour attirer l'attention des journalistes, et de la

population, les gouvernements doivent créer des événements dignes de couverture médiatique. Dans le Grand Nord, ces événements prennent souvent la forme de patrouilles de surveillance et d'exercices militaires. Ces exercices sont conçus à titre d'événement médiatique plutôt que d'exercice de patrouille sérieux. Le caractère publicitaire de ces exercices est confirmé par le fait que les journalistes sont invités à participer à ces exercices, et que ces événements sont souvent filmés et photographiés par la *Caméra de combat des Forces canadiennes*¹⁶⁸.

En plus des patrouilles, les actions de politiciens et les annonces politiques constituent elles aussi des événements médiatiques. Les textes gouvernementaux nous font part de discours, de visites et de rencontres qui attirent l'attention médiatique et, par conséquent, aident à avancer le projet de territorialisation. Les annonces de financement et de partenariat font aussi partie de cette catégorie. Les produits de communications retenus nous démontrent que le gouvernement s'efforce de publiciser toutes ses activités dans l'Arctique afin de maximiser leur bienfait politique et diplomatique. Bien que les annonces politiques soient monnaie courante dans toutes les régions du pays, ceux-ci sont particulièrement pertinents dans l'Arctique, où des projets pourraient facilement passer inaperçus. Par l'entremise de ses produits de communications, le Canada affirme sa souveraineté en annonçant qu'il s'occupe du territoire qu'il revendique.

Les données quantitatives confirment la présence de ces indicateurs. Celles-ci démontrent que les visites de politiciens et les événements médiatiques sont les plus discutés. En fait, ces événements ont été observés dans plus d'un quart de tous les textes.

¹⁶⁸ Ministère de la Défense nationale. « Patrouille de souveraineté dans l'Arctique et exercice d'écrasement d'avion ». Communiqué no NR-05.003. Le 16 mars 2005.

Narratif de la souveraineté nationale

Dimension du pouvoir

La première dimension étudiée est celle du pouvoir. Cette dimension comporte des indicateurs facilement identifiables et abondants dans les textes retenus. De ces indicateurs, la présence d'institutions étatiques est de loin la plus pertinente, ayant été trouvés dans 78% des textes¹⁶⁹. Cet indicateur a aussi été remarqué dans le cadre de notre analyse qualitative. D'autres indicateurs observés sont les réseaux de transports, l'application de la loi, et les réseaux de communication ainsi que la surveillance et la présence militaire.

Nos données quantitatives démontrent que les indicateurs du pouvoir les plus subtils, soit les indicateurs non militaires, sont privilégiés dans les textes gouvernementaux. Cette observation est confirmée par l'analyse qualitative, qui nous procure une multitude d'exemples. En premier lieu, le gouvernement finance plusieurs programmes, dont l'éducation poste-secondaire et les affaires nordiques, y compris des programmes et services destinés aux Premières nations et aux Inuits. En plus du volet social, le gouvernement se penche aussi sur des enjeux économiques tels que l'exploitation des ressources et les réseaux de transport, y compris les routes et les eaux navigables. Le gouvernement reconnaît qu'un réseau de transport efficace et solide dans le Grand Nord est essentiel au développement durable des ressources naturelles.

L'application des lois est un autre indicateur de la dimension du pouvoir et est mentionnée à plusieurs reprises dans les documents gouvernementaux. En effet, l'application des lois environnementales est une des tactiques de territorialisation les plus utilisées par le gouvernement canadien. Entre autres, la *Loi sur la prévention de la*

¹⁶⁹ Voir le tableau 13 (Annexe C)

pollution des eaux arctiques, la *Convention concernant les oiseaux migrateurs* et la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement*, permettent au gouvernement d'exercer son pouvoir sur le territoire arctique. Cependant, ces tactiques pacifiques ne sont pas toujours suffisantes.

Les produits de communications du gouvernement mentionnent, bien sûr, le besoin de surveiller le territoire contesté et de maintenir une présence militaire sur celui-ci. Pour protéger (mais aussi pour mieux comprendre) les frontières, les côtes, les eaux navigables et l'espace aérien du Canada, le gouvernement a recours aux *Forces canadiennes* et à la technologie. En effet, quelques textes vantent les capacités dont est muni le Canada pour surveiller et défendre son territoire. Par



Exercice militaire sur l'île Hans – Source: Presse canadienne, republiée sur www.cbcnews.ca

exemple, les textes font référence à l'étude de l'impact du changement climatique dans l'Arctique, les patrouilles aériennes, les Rangers canadiens, les investissements dans l'équipement militaire et les exercices de souveraineté dans l'Arctique comme l'exercice *Narwhal* et le projet *Polar Epsilon*, qui comprend une composante spatiale.

Dimension des limites

La notion des limites est elle-aussi une importante dimension de la stratégie de territorialisation et elle est présente dans le contenu des textes gouvernementaux. Les données quantitatives démontrent la présence d'indicateurs tels que les frontières, les

revendications de souveraineté et la projection de l'espace. En fait, ce dernier indicateur est présent dans la majorité des textes. Pour un meilleur aperçu du contexte dans lequel se retrouvent ces données, nous nous tournons vers l'analyse qualitative de cette dimension.

Puisque l'Arctique est difficile d'accès et isolé, la projection de l'espace est une importante composante de la stratégie de territorialisation. En fait, le manque de connaissances par rapport à ce territoire est un des plus grands obstacles à la défense de sa souveraineté. Nous remarquons, donc, que les textes gouvernementaux utilisent un langage rempli d'iconographies, d'images et de symboles qui permettent une certaine visualisation. La beauté et la fragilité de la région, par exemple, sont souvent évoquées. En plus des généralités, certains espaces, comme l'île Hans, sont décrits comme faisant partie du territoire national canadien.

Mais le défi de la projection de l'espace n'est pas le seul obstacle à la souveraineté. En fait, un problème beaucoup plus concret s'impose, soit le besoin de bien identifier les limites géographiques de l'Arctique et des territoires contestés. Les textes décrivent, par exemple, les efforts entrepris par le Canada et les autres pays connexes pour cartographier leurs territoires et les plateaux continentaux. Les discussions par rapport à la recherche scientifique, à la collecte de données sur le fond marin et au contrôle des eaux navigables nordiques sont donc d'importants indicateurs de la dimension des limites.

Dimension de l'identité

La dernière dimension, l'identité, est aussi la plus répandue. L'indicateur du sentiment d'appartenance c'est-à-dire l'évocation d'un sentiment d'appartenance au

territoire arctique a été retrouvé dans plus de 80% des textes. De plus, le « Nation-building », la culture et les iconographies / symboles sont présents dans plus de la moitié des textes gouvernementaux¹⁷⁰. Ces données confirment l'importance de cette dimension qui est, d'ailleurs, bien documentée dans les données qualitatives recueillies. L'analyse des textes montre que le gouvernement canadien tente bel et bien de créer un lien identitaire entre l'Arctique et tous les Canadiens. Une des tactiques utilisées consiste à promouvoir la « nordicité » du Canada. C'est-à-dire établir un narratif selon lequel l'identité canadienne est indissociable de son territoire arctique. Comme exemple concret de cette tactique, nous retenons la promotion du rôle et de l'expertise du Canada dans l'Arctique, la participation aux organisations internationales nordiques et la promotion des cultures et des langues. En fait, ces derniers exemples trahissent un autre volet de la stratégie du gouvernement, soit la dimension humaine. En promouvant son engagement auprès des habitants nordiques, le gouvernement accroît non seulement son influence sur le territoire même, mais il signale aussi son intérêt dans la région aux autres Canadiens, ainsi qu'à la communauté internationale.

Mais en plus de lier les habitants nordiques aux autres Canadiens, nous retrouvons aussi des tentatives de séduction, voire une « *instrumentalisation* », de la part du gouvernement. Le langage riche en symboles, en images et en iconographies est conçu pour démystifier et susciter l'intérêt dans le territoire isolé. La beauté et la richesse de l'Arctique sont des thèmes qui reviennent souvent dans les textes et qui aident à concrétiser le besoin d'action et d'investissement face à la protection de la souveraineté canadienne dans l'Arctique.

¹⁷⁰ Voir le tableau 14 (Annexe C)

Présence des concepts et des dimensions dans les articles de journaux

Dimension des tactiques médiatiques

Les données recueillies aux fins de l'analyse de contenu des articles journalistiques confirment, elles aussi, la présence des indicateurs de la dimension des tactiques médiatiques. Plus encore, l'orientation du contenu semble appuyer les propos de la théorie du consentement, selon laquelle les médias de l'information véhiculent le message et l'information provenant de sources gouvernementales.

D'un point de vue très général, nous remarquons que le gouvernement canadien est l'objet principal de près de deux tiers des articles et que plus de 90% des textes ont été jugés favorables à la position canadienne¹⁷¹. L'analyse statistique (quantitative) nous révèle aussi qu'aucune manchette, aucun éditorial ni aucune chronique n'ont pris une position contraire à la position canadienne. En fait, les seuls articles négatifs étaient soit des articles généraux ou des Op-Ed, dont ceux rédigés par des autorités danoises. Même si nos données révèlent que l'orientation face aux adversaires était beaucoup plus nuancée, cette analyse nous démontre clairement que la couverture médiatique canadienne portant sur l'île Hans est fortement biaisée en faveur de la position canadienne, soit que l'île Hans fait partie du territoire souverain du Canada.

Mais l'histoire contée par nos données ne s'arrête pas là. La présence d'événements médiatiques, par exemple, est incontournable. En fait, nos données démontrent que les événements médiatiques ont été trouvés dans la vaste majorité des articles. Ces événements, y compris les points de presse, et les visites de politiciens ou de médiateurs, ont joui d'une couverture exceptionnelle. En plus de ces indicateurs, les

¹⁷¹ Voir les tableaux 30 et 31 (Annexe D)

sources gouvernementales directes ont aussi alimenté la majorité des articles et les entrevues proprement dites ont été accordées dans 37% des articles¹⁷².

Nous remarquons que, conformément aux données quantitatives, la position canadienne est bel et bien présente dans la couverture. Cependant, cette analyse démontre aussi des subtilités dans le ton et dans la façon dont les auteurs appuient la position canadienne. Nous remarquons que les articles sont souvent moqueurs à l'égard du gouvernement canadien. Cette observation est appuyée par les données quantitatives par rapport au ton des articles. L'insignifiance de l'île Hans comme territoire revendiqué, par exemple, est souvent raillée. En raison de sa petite taille, du fait qu'elle est inhabitée et du manque de ressources dont elle fait preuve, l'île Hans ne figure pas parmi les territoires les plus convoités de la planète. Ces faits, en plus de la rhétorique militaire entre deux pays relativement impuissants et pacifiques comme le Danemark et le Canada, font rire plusieurs auteurs. Cependant, la valeur symbolique du différend est bel et bien communiquée et prise au sérieux. En fait, c'est justement cette valeur symbolique qui rend l'île Hans, et la visite du Ministre Graham sur celle-ci, un outil médiatique par excellence. Notre présentation des données brutes démontre la pertinence de cet outil, et ces propos seront repris dans la section présente.

Les journalistes prennent souvent une approche chronologique envers l'enjeu de la souveraineté dans l'Arctique. Pour cette raison, plusieurs exercices militaires, planifiés à titre d'événements médiatiques, figurent non seulement dans les textes à plusieurs reprises, mais font dorénavant partie du narratif historique de l'enjeu de la souveraineté dans l'Arctique. En plus d'attirer l'attention dans un contexte immédiat, ces événements refont surface lorsque les auteurs tentent de récapituler l'enjeu. Ce phénomène s'explique

¹⁷² Voir le tableau 37 (Annexe D)

par le fait que lorsqu'ils tentent de décrire les positions des pays connexes, les auteurs ont tendance à rappeler les événements qui ont marqué cette histoire et, nécessairement, les messages véhiculés par ces événements eux-mêmes. Pour la même raison, la visite du Ministre Graham est devenue un événement iconique et incontournable du narratif. Ce geste représente une manifestation concrète et provocatrice des revendications canadiennes quant à sa souveraineté dans l'Arctique. Notre analyse démontre que les journalistes reportent fréquemment que cette île représente un important test pour le Canada et pour les autres pays ayant des revendications dans l'Arctique. De ce fait, la couverture est circonscrite ou encadrée par les balises du narratif. Cependant, les événements médiatiques ont un autre avantage. En raison de l'isolation relative de l'Arctique, les événements médiatiques, les événements planifiés dans cette région permettent un contrôle très strict de l'information. En fait, nous remarquons que dans certains articles, dont les récits reportant une visite du Premier ministre, seules des sources gouvernementales figurent dans l'article. Dans le cadre de ces voyages, donc, le narratif du gouvernement est transmis de façon claire et sans distorsion – une preuve convaincante des propos et de la théorie du consentement.

Il mérite, cependant, de rappeler que les deux côtés de la dispute peuvent influencer le contenu. En dépit de la forte orientation envers la position canadienne, les positions des adversaires, et leurs événements médiatiques sont aussi retrouvés dans la couverture. Les activités militaires et de surveillance, ainsi que des entrevues et des événements médiatiques danois sont aussi reportées. Mais, comme nous l'avons vu, le reportage de la menace étrangère peut aussi contribuer au narratif identitaire en évoquant des réactions émotives chez les Canadiens.

Narratif de la souveraineté nationale

Dimension du pouvoir

Étant donnée l'attention portée envers la sécurité et la protection du territoire, il n'est guère surprenant que l'indicateur de la dimension du pouvoir le plus retrouvé soit celui de la présence militaire. En plus de celui-ci, les réseaux de transport, et la surveillance sont aussi présents dans la majorité des articles. D'autres indicateurs plus subtils, dont l'application de la loi, la présence d'institutions étatiques civiles et les réseaux de communication sont aussi retrouvés. Selon les données quantitatives, donc, la dimension du pouvoir est bel et bien présente dans la couverture médiatique.

L'analyse qualitative nous démontre le contexte dans lequel cette dimension se manifeste dans le contenu journalistique. Nous remarquons tout d'abord que, contrairement aux textes gouvernementaux, l'indicateur militaire de l'enjeu de la souveraineté dans l'Arctique est très présent. Même si les gouvernements canadiens et danois s'efforcent de privilégier les indicateurs plus subtils, la coopération internationale et la voie diplomatique, les articles journalistiques mettent carrément l'emphase sur les activités militaires. Cependant, les discussions de force militaire et de la dimension du pouvoir s'inscrivent dans le contexte plus général de la souveraineté dans l'Arctique et l'accès de plus en plus facile occasionné par les changements climatiques. Les richesses naturelles, les habitants et les eaux navigables qui sont davantage dévoilés sont les ressources qui méritent d'être protégées et sont au cœur des disputes et de l'enjeu. Nos données qualitatives nous ont montré que la fonte de l'Arctique fait des ressources abondantes des cibles alléchantes pour des entreprises et des pays étrangers, surtout

lorsqu'un pays comme le Canada ne semble pas pouvoir affirmer sa présence sur le territoire. La présence et la surveillance doivent devenir, donc, une priorité du gouvernement canadien, faute de quoi nous risquons ne pas pouvoir légitimer nos revendications.

Même si les articles sont très critiques à l'égard des capacités canadiennes, ils nous font tout de même part du fait que le Canada accroît sa présence militaire dans le Nord. Le contenu analysé contient plusieurs références aux exercices militaires qui servent à établir une présence canadienne dans le Nord en surveillant, mais aussi en appliquant des lois canadiennes. De ce fait, les articles font référence à une nouvelle offensive ou stratégie arctique de la part des *Forces canadiennes*, qui comprend des activités qui s'inscrivent dans la dimension du pouvoir, telles que les activités militaires, y compris les Rangers canadiens, la présence de la GRC, ainsi que le recours à la technologie de surveillance comme les satellites RADARSAT, les patrouilles aériennes et des projets intégrés comme le projet Polar Epsilon visant la sécurité marine et la défense continentale.

Il importe de retenir que la sécurité nationale est un enjeu incontournable dans l'analyse du contexte dans lequel s'inscrit la couverture médiatique de la souveraineté dans l'Arctique. La protection du territoire arctique et, par extension, la sécurité du territoire canadien dans son ensemble, sont d'importants thèmes. Pour cette raison, les indicateurs plus musclés, comme la force militaire, sont les unités de mesure les plus utilisées par les journalistes dans leur analyse de l'enjeu plus général. Nous retrouvons, donc, plusieurs comparaisons entre les activités de souveraineté menées par les autres pays connexes et celles entreprises par le gouvernement canadien. Bien que la

souveraineté dans l'Arctique comprend plusieurs dimensions, la dimension du pouvoir est souvent la plus évidente.

Dimension des limites

Même si la dimension du pouvoir domine, les données révèlent aussi la quasi-omniprésence de la dimension des limites. Les indicateurs de celle-ci, principalement les frontières, la notion de la souveraineté et les images et les symboles, ont été retrouvés en abondance dans les textes.

Parmi ces discussions des limites, nous retrouvons un résumé des nombreuses disputes frontalières qui font rage dans le territoire arctique. La position des États-Unis quant au célèbre Passage du Nord Ouest et l'enjeu des eaux navigables, par exemple, sont bien documentés dans la couverture médiatique du différend. En fait, l'enjeu des revendications frontalières et de la capacité du Canada de défendre ces frontières sont d'importants enjeux discutés longuement dans la couverture médiatique. L'île Hans, par exemple, est le plus souvent discutée dans le contexte plus large de l'enjeu de la souveraineté et de son importance symbolique dans celui-ci. Même si l'île elle-même est d'une importance moindre, les revendications canadiennes dans l'Arctique, elles, sont loin d'être ignorées. Dans leurs discussions des disputes frontalières, les auteurs résument ces différends en avançant les fondements historiques, politiques, diplomatiques et géologiques de ceux-ci. Qui plus est, plusieurs auteurs s'inquiètent à voix haute de la sécurité nationale du Canada et de la capacité canadienne de non seulement défendre le territoire qu'il revendique, mais même d'appliquer les lois qu'il légifère à son égard. Les articles répètent souvent des exemples de trafic marin étranger dans les eaux intérieures

canadiennes contre lequel le Canada est incapable de se défendre. Les Russes, les Britanniques et les Américains traversent régulièrement les eaux canadiennes dans l'Arctique, et ce, sans permission. Pour cette raison, parmi tant d'autres, plusieurs auteurs s'inquiètent de la sécurité de l'Arctique canadien et de la souveraineté canadienne dans l'Arctique.

Dimension de l'identité

Comme les deux autres dimensions, et heureusement pour la confirmation de notre hypothèse, la dimension de l'identité est aussi très présente dans le narratif de la souveraineté nationale. En fait, elle représente dans plusieurs cas la raison d'être du recours à la force et de l'imposition des limites. D'ailleurs, Ratzel et compagnie nous rappelleraient qu'un territoire pour lequel nous ne ressentons aucune affinité n'est qu'un espace non territorialisé. C'est sans doute pourquoi un sentiment d'appartenance au territoire arctique a été transmis dans environ 97% des articles, et pourquoi le « nation-building » et les symboles / iconographies se retrouvent parmi les indicateurs les plus observés lors de notre recherche quantitative¹⁷³.

Notre recherche qualitative démontre à quel point cette dimension est répandue dans les textes. L'indicateur des symboles / iconographies est observable et démontre clairement que le gouvernement canadien utilise des symboles pour avancer la cause de la souveraineté dans l'Arctique. Lors de la visite du Ministre Graham sur l'île Hans, par exemple, les troupes canadiennes ont érigé un drapeau canadien, un Inukshuk, et y ont laissé une plaque. Ces iconographies sont d'importants symboles des revendications canadiennes et du projet de territorialité. Mais ces symboles trahissent aussi des volets

¹⁷³ Voir le tableau 40 (Annexe D)

moins tangibles de cette dimension. En plus de l'importance symbolique de la présence d'un membre du Conseil des ministres et des Forces canadiennes sur l'île Hans, le drapeau canadien et l'Inukshuk sont de puissants symboles. Le drapeau canadien, par exemple, est un symbole d'appartenance et de nationalisme. En érigeant le drapeau national sur un territoire disputé, le gouvernement évoque de puissantes images destinées à susciter des sentiments d'appartenance, ainsi qu'une fierté nationale. L'Inukshuk, pour sa part, témoigne de l'importance des Peuples autochtones dans l'enjeu de la souveraineté dans l'Arctique. En fait, les textes révèlent que la présence historique des Inuits dans le Nord est un important atout pour le Canada, et que, en plus de ces gestes symboliques, le gouvernement s'attarde aux enjeux de gouvernance vis-à-vis les habitants du Nord. La présence du drapeau canadien et de l'Inukshuk démontre que le Canada réclame le territoire, tout en respectant les traditions et la dimension humaine des habitants de l'Arctique. Notre analyse de contenu démontre clairement que ces symboles ont affecté la couverture médiatique, ce qui les rend encore plus puissants.

En plus des dimensions observées dans le cadre de l'analyse des textes gouvernementaux, dans le cadre de l'analyse des articles, nous avons cherché la présence des indicateurs du *Volet nordique* et de la *Stratégie pour le Nord*. Nos données démontrent qu'en effet, les grandes lignes de l'approche du gouvernement canadien dans l'Arctique sont observables dans le contenu médiatique. Cependant, nous ne croyons pas que les données brutes de ces dimensions nécessitent une analyse plus approfondie.

Conclusion

L'acquisition d'un territoire rappelle souvent la guerre et la force militaire. Les frontières politiques de l'Europe, par exemple, représentent des millénaires de disputes entre peuples, fiefs et colonies¹⁷⁴. Encore aujourd'hui, de la Cisjordanie¹⁷⁵ à la Tchétchénie¹⁷⁶, plusieurs conflits militaires font rage le long de frontières contestées. En dépit d'une dimension militaire évidente et bien médiatisée, les disputes frontalières dans l'Arctique sont bien différentes de ce type de conflit. L'occupation, par exemple, est presque impossible à cause du climat et du manque d'infrastructure. Les conquêtes aussi sont futiles dans le sens où, du moins pour l'instant, le territoire est quasi inhabité. Cependant, il existe bel et bien des disputes frontalières bien documentées dans l'Arctique, et celles-ci sont souvent ranimées par la fonte des glaces et toujours provoquées par une manœuvre sensationnelle d'un ou plusieurs pays.

Le présent projet de recherche tente de mieux comprendre ces différends frontaliers inusités, de moindre importance et décidément froids. Dans l'Arctique il n'y a pas d'armée rebelle, ni de fronts bien tranchés, et les seuls coups de feu que l'on puisse entendre sont ceux des habitants qui font de la chasse pour nourrir leur famille. Bien que le territoire soit fortement contesté, les indicateurs physiques de ces disputes ne sont pas facilement discernables. Pour mieux comprendre l'enjeu de la souveraineté dans

¹⁷⁴ MSN Encarta. « *Europe (continent)* » Article, Section 5 (Histoire). URL : http://fr.encarta.msn.com/encyclopedia_761570768_4___94/Europe.html#s94. (Site consulté le 21 août 2009.)

¹⁷⁵ Radio-Canada.ca avec Agence France Presse. « *Un gel controversé* ». Le 18 août 2009. En ligne: <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/International/2009/08/18/004-Irsael-colonies-gel.shtml>. (Site consulté le 21 août 2009.)

¹⁷⁶ Radio-Canada.ca avec Agence France Presse, Associated Press et Reuters. « *Nouveaux assassinats* ». Le 11 août 2009. En ligne : <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/International/2009/08/11/015-Tchetchenie-Sadoulaieva.shtml>. (Site consulté le 21 août 2009.)

l'Arctique, nous nous sommes donc penchés sur les indicateurs intangibles de ces disputes, c'est-à-dire les indices linguistiques qui trahissent les stratégies de territorialisation des gouvernements. Pour étudier ces narratifs, nous avons choisi de retenir deux cadres théoriques distincts, mais complémentaires. Le premier, la territorialisation nous a offert plusieurs pistes à suivre en ce qui concerne les buts des acteurs politiques et les marches à suivre pour arriver à contrôler un espace. Parmi ces étapes, nous avons surtout retenu la création d'un narratif de souveraineté nationale qui vise à créer un lien entre la population, le territoire et l'autorité¹⁷⁷. Cependant, à elle seule la théorie de la territorialisation retenue ne nous permettait pas de comprendre la situation sur le territoire arctique, car celui-ci est en grande partie inhabité. Puisque la territorialisation dépend d'abord et avant tout d'un rapport entre le sol et ses habitants, nous avons choisi de retenir un cadre théorique supplémentaire, celui de la théorie des médias. Le lien entre les médias de l'information et le contrôle du territoire représente un aspect important du cadre conceptuel de notre recherche. Puisque dans le cas de l'Arctique la plus grande partie de la population n'a presque aucun contact direct avec l'espace à territorialiser, le gouvernement doit créer un lien médiatisé entre l'autorité, la population et le territoire afin de le contrôler.

Après avoir choisi notre cadre conceptuel, nous nous sommes tourné vers les efforts du gouvernement canadien dans l'Arctique, et plus particulièrement en ce qui concerne la petite île Hans, un territoire revendiqué par les Canadiens et les Danois. Pour répondre à notre question de recherche, nous nous sommes inspiré de réflexions théoriques sur la territorialisation qui suggèrent qu'un projet de territorialisation comporte trois dimensions, soit le pouvoir, les limites et l'identité. Muni de ces trois

¹⁷⁷ Claude Raffestin. *Pour une géographie du pouvoir*, 17.

dimensions, nous avons pu analyser le contenu des textes gouvernementaux et des articles journalistiques pour y vérifier la présence d'un narratif de la souveraineté nationale et répondre à notre question de recherche.

Notre analyse des données démontre clairement que les composantes du narratif de la souveraineté nationale sont bel et bien présentes dans les textes retenus. Les textes gouvernementaux et, surtout, les textes journalistiques confirment que la dimension du pouvoir est une importante composante de cette stratégie. Pour leur part, les textes journalistiques privilégient de loin les indicateurs militaires du pouvoir, tandis que les textes gouvernementaux semblent préférer les indicateurs plus subtils. Ce clivage démontre que, même si le Canada privilégie la coopération circumpolaire et une résolution pacifique et modèle du différend de l'île Hans, le gouvernement a intérêt à souligner ses capacités militaires et à brandir l'épée afin d'attirer l'attention médiatique sur l'enjeu en question. Le fait d'avoir envoyé le Ministre de la Défense visiter l'île Hans en compagnie de soldats en dit long sur les tactiques médiatiques du gouvernement de l'époque.

La dimension des limites se manifeste elle aussi dans les textes journalistiques par l'entremise de discussions portant sur les disputes frontalières. Dans le cadre de leurs reportages, les auteurs traitent les enjeux historiques, politiques, diplomatiques et géologiques des différends. En ce qui concerne la dimension canadienne de ces résumés, les journalistes s'inspirent fortement des activités du gouvernement canadien, y compris les événements médiatiques et les annonces. Cette dimension est d'autant plus importante en ce qui concerne la spécificité des revendications canadiennes. Dans le cas de l'île Hans, nous avons remarqué qu'il s'agit d'un cas extrêmement bien circonscrit. Le

gouvernement canadien ne revendique que l'îlot, sans confondre les eaux, le territoire adjacent ni d'autres frontières contestés. Cette spécificité est un élément intéressant de la stratégie du gouvernement quant à la territorialisation de l'île Hans, et pourrait s'avérer intéressante dans une étude ultérieure ayant plus d'une frontière contestée comme objet d'étude. Il serait intéressant de voir à quel point le gouvernement canadien précise son narratif par rapport à chaque revendication.

Finalement, la dimension de l'identité démontre que le gouvernement canadien tente de rendre l'Arctique indissociable de l'identité canadienne. De plus, cette tentative devient d'autant plus spécifique lorsqu'elle est appliquée à l'île Hans. En utilisant des symboles identitaires comme le drapeau canadien et les statues inuites, le gouvernement tente de créer un lien identitaire entre un territoire isolé et les citoyens canadiens. Cette tentative de séduction porte fruit en ce qui concerne la couverture médiatique. En fait, un sentiment d'appartenance au territoire arctique a été transmis dans environ 97% des articles¹⁷⁸.

Nos résultats confirment sans aucun doute notre hypothèse, soit que l'affirmation de la souveraineté du gouvernement canadien passe par un projet de territorialisation de l'Arctique, lequel est basé sur la construction d'un narratif de souveraineté nationale axé sur les dimensions du pouvoir, des limites et de l'identité qui lui permet d'affirmer son contrôle du territoire. En fait, les résultats ne pourraient être plus convaincants, car les trois dimensions sont omniprésentes dans les textes tant gouvernementaux que journalistiques. La présence d'une stratégie n'est peut-être pas surprenante, mais les similitudes par rapport à la théorie ratzélienne nous rappelle à quel point notre système international dépend toujours des principes conclus dans le traité de Westphalie de 1648.

¹⁷⁸ Voir le tableau 40 (Annexe D)

400 ans plus tard, le pouvoir, les limites et l'identité; principes qui ont tracé les frontières de l'Europe moderne; sont à l'œuvre sur un territoire vaste, isolé et doté de richesses inimaginables. Afin de territorialiser un espace inhabité, le gouvernement canadien construit un narratif de la souveraineté nationale axé sur les principes d'une théorie de la territorialisation. Ce qui distingue nos résultats de la théorie ratzélienne, par contre, est la construction et la médiatisation de ce narratif, et donc du lien entre le territoire et le peuple. La façon dont cette médiatisation affecte le narratif et les principes de base mérite encore plus d'étude, cependant en combinant une théorie de la territorialisation et la théorie des médias, nous avons pu examiner de plus près une des stratégies de territorialisation les plus importantes de l'histoire.

Études ultérieures

L'enjeu de la souveraineté dans l'Arctique est complexe et comporte plusieurs facettes. Pour cette raison, aucune recherche ne peut prétendre faire le tour de cet enjeu. Cette recherche vise à mieux comprendre la façon dont le gouvernement a créé un rapport entre une population et un territoire vaste et inhabité. Bien qu'il soit au cœur des négociations internationales, le narratif de la souveraineté nationale demeure jusqu'à présent très mal compris.

Au tout début de notre étude, nous avons établi l'importance géostratégique de la région arctique. Les ressources naturelles, les voies maritimes et le pétrole retrouvé dans l'Arctique ont le potentiel de changer la dynamique de l'économie mondiale. Puisque les enjeux ne pourraient être plus dramatiques, il n'est pas surprenant de voir que les pays connexes ne s'arrêtent à rien pour affirmer leur contrôle du territoire qu'ils revendiquent.

Mais le contrôle de ce territoire immense et isolé requiert des ressources inimaginables. De plus, chaque année, les efforts des pays connexes s'intensifient. Récemment, le fardeau financier des contribuables canadiens a été révélé; le Ministère de la Défense nationale estime que la protection de la souveraineté dans l'Arctique coûte 843 millions de dollars par année¹⁷⁹. Étant donnée l'importance économique et géoéconomique des différends, comprendre les manœuvres entreprises par les gouvernements pour affirmer leur souveraineté est extrêmement important. Notre contribution à cet objectif est modeste, mais nous espérons avoir introduit une nouvelle perspective dans l'étude de l'enjeu de la souveraineté dans l'Arctique. Notre étude démontre que le gouvernement fait usage d'une stratégie de territorialisation basée sur un narratif de souveraineté nationale qui lie l'identité nationale de citoyens éloignés à la beauté et la richesse d'un territoire qu'ils ne visiteront probablement jamais. Nous avons aussi démontré que ce narratif peut s'appliquer à un cas très précis, comme dans le différend de l'île Hans. Cependant, il convient de rappeler que ce différend mineur n'est qu'une répétition générale pour des différends beaucoup plus sérieux, y compris le contrôle du Passage du Nord-Ouest et la frontière états-unienne dans la mer de Beaufort.

Pour bien comprendre le rôle du narratif dans l'enjeu de la souveraineté dans l'Arctique, les études ultérieures devront aller plus loin. Pour ce faire, nous proposons quelques pistes à suivre qui permettront d'avancer la recherche. En premier lieu, l'analyse de la stratégie médiatique employée par le gouvernement nous donnerait un meilleur aperçu de la façon dont ce narratif est transmis, et expliquerait en plus de détails le comportement du gouvernement. Pour y arriver, cette étude devrait entreprendre des

¹⁷⁹ Radio-Canada et la Presse Canadienne. « *Une souveraineté à 843 millions par an* ». Le 22 janvier 2009. En ligne. <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/National/2009/01/22/006-Arctique-couts-souv.shtml>. (Site consulté le 25 janvier 2009)

entrevues avec les politiciens et les stratèges impliqués, car une analyse de contenu ne permet pas d'aller au fond des motivations et des stratégies derrière les tactiques médiatiques observables. Deuxièmement, les résultats de cette étude de cas devraient être vérifiés contre d'autres différends. Les stratégies des pays connexes autres que le Canada et les réactions dans les médias nationaux et internationaux nous aideraient à mieux comprendre l'ampleur et l'efficacité des tactiques et des stratégies de territorialisation employées. Dernièrement, l'impact de ce narratif sur les négociations internationales dans le cadre de l'UNCLOS mérite une attention particulière. La diplomatie médiatique est un concept bien défini dans la littérature et son impact sur l'Arctique mérite d'être exploré¹⁸⁰. Bien que notre étude soit concentrée sur l'impact national d'un tel narratif, les dimensions internationales et diplomatiques méritent aussi d'être abordées.

Les richesses de l'Arctique sont parmi les plus convoitées de la planète, et jouent un rôle croissant dans le positionnement géostratégique des puissances actuelles et émergentes. L'Arctique est un des derniers espaces inhabités de la planète, mais la technologie et les changements climatiques font en sorte que le territoire est de plus en plus accessible. Cette accessibilité accrue ressuscite des différends non résolus et en crée des nouveaux. Les pays connexes sont maintenant dans une course pour le contrôle de ce territoire. La science, la cartographie et le droit international auront sans doute leur mot à dire, mais il existe aussi une composante moins tangible qui trace nos frontières depuis des siècles; le rapport entre le sol et la population. Pour cette raison le narratif de la souveraineté nationale avancée par le gouvernement canadien est une composante essentielle des négociations internationales quant à la souveraineté dans l'Arctique. Grâce

¹⁸⁰ James F. Larson. *Global Television and Foreign Policy*. et Eytan Gilboa. *Mass Communication and Diplomacy: A Theoretical Framework*.

à notre recherche nous comprenons maintenant en quoi consiste ce narratif et comment il est transmis à la population canadienne. Ce portrait plus complet de l'enjeu de la souveraineté dans l'Arctique, nous permet de mieux comprendre les dynamiques derrière les négociations internationales, et contribue à l'étude de la territorialisation de l'Arctique.

Titre : _____

1. Code : _____

2. Code du ministère : _____

3. Date: _____

4. Ministère: _____

5. Titre: _____

6. Type de produit :

Communiqué (1)
Discours (2)
Article prêt à utiliser (3)

7. Principal objet du texte :

L'île Hans (1)
Voies maritimes (2)
Risques environnementaux (3)
Protection du territoire arctique (4)
Ressources naturelles (5)
Habitants nordiques (6)
Changements climatiques (7)
Autre (8)
Relations diplomatiques (9)
N/A (99)

8. Deuxième objet du texte:

Même liste

9. Troisième objet du texte :

Même liste

10. Acteur principal du texte :

Ministre (1)
Premier ministre (2)
Fonctionnaire (incl. Soldat) (3)
Gouvernement danois (4)
Gouv. Étranger (autre) (5)
Porte-parole (6)
OI (7)
Experts (scientifique, universitaires, etc.) (8)
Citoyens ordinaires (9)
Premières nations (10)
Gouvernement prov. / ter. (11)
Gouv. Générale (12)
Autre (13)
N/A (99)

11. Acteur secondaire

Même liste

12. 3^e acteur

Même liste

13. Orientation à l'égard de la position canadienne :

Manifestement favorable (1)
Plutôt favorable (2)
Nuancé (3)
Plutôt défavorable (4)
Manifestement défavorable (5)
Difficilement identifiable (6)

14. Orientation à l'égard de la position danoise :

Même liste

15. Orientation à l'égard des experts :

Même liste

16. Indicateurs (Tactiques médiatiques) :

Points de presse
Oui (1)
Non (2)
Entrevues (oui/non)
Visites de politiciens (oui/non)
Visites de médiateurs (oui/non)
Événements médiatiques (oui/non)

17. Indicateurs (Limites) :

Frontières (oui/non)
Douanes (oui/non)
Revendications de souveraineté (oui/non)
Projection de l'espace (oui/non)

18. Indicateurs (Pouvoir)

Présence militaire (oui/non)
Surveillance (oui/non)
Présence d'institutions étatiques (oui/non)
Application de la loi (oui/non)
Réseaux de communication (oui/non)
Réseaux de transport (oui/non)

19. Indicateurs (Identité)

Iconographies / symboles (oui/non)
« nation-building » (oui/non)
Sentiment d'appartenance (oui/non)
Culture (oui/non)
Langues (oui/non)

20. Remarques particulières :

OSCAR

L'Objet

L'événement rapporté (la thématique du récit) :

Les caractéristiques de l'histoire :

L'heure et le lieu :

Le-s Sujet-s

Les protagonistes :

Ses partenaires (s'il y a lieu) :

Ses adversaires (s'il y a lieu) :

Acteurs résiduels ou figurants :

Le Contexte

La genèse et la portée de l'événement (ses causes, ses enjeux, ses implications éventuelles) :

Contextualisation spatiale (géographique), temporelle et globale de l'événement :

L'auteur-e

Sexe, âge, profession, origine :

Inflexions particulières :

La Rationalité

L'interprétation :

La conclusion :

Titre : _____

1. Code : _____

2. Date: _____

3. Langue: _____

4. Journal: _____

5. Titre: _____

6. Auteur: _____

7. Affiliation de l'auteur :

Expert (universitaire) (1)
 Expert (gouv.) (2)
 Journaliste (3)
 Politicien (LIB) (4)
 Politicien (NDP) (5)
 Politicien (BQ) (6)
 Politicien (CON) (7)
 Expert (autre) (8)

8. Emplacement de l'article : _____

9. Type d'article: _____

10. Longueur de l'article : _____

11. Principal objet de l'article :

L'île Hans (1)
 Voies maritimes (2)
 Risques environnementaux (3)
 Protection du territoire arctique (4)
 Ressources naturelles (5)
 Habitants nordiques (6)
 Droit international (7)
 Autre (98)
 N/A (99)

12. Objet secondaire de l'article :
 Même liste

13. 3e objet de l'article :
 Même liste

14. Acteur principal de l'article :

MDN (1)
 Ressources naturelles (2)
 Affaires étrangères (3)
 CPM (4)
 CCP (5)
 Gouvernement canadien (autre) (6)
 Gouvernement danois (7)
 Gouvernement étranger (autre) (8)
 Porte-parole LIB (9)

Porte-parole CON (10)
 Porte-parole NPD (11)
 Porte-parole BQ (12)
 Universitaire (13)
 Groupe d'intérêt spécial (14)
 Citoyen canadien (15)
 Citoyen étranger (16)
 Chef CON (17)
 Chef NPD (18)
 Chef BQ (19)
 Premier ministre (20)
 Ministre (DFAIT) (21)
 Ministre (Env.) (22)
 Ministre (RNCAN) (23)
 Ministre (MDN) (24)
 Ministre (autre) (25)
 Scientifique (26)
 Gouvernement groenlandais (27)
 Gouvernements prov. / ter. (28)
 Inuits / Autochtones (29)
 Autre (98)
 N/A (99)

15. Acteur secondaire
 Même liste

16. 3^e acteur
 Même liste

17. Ton général de l'article :

Très positif (1)
 Plutôt positif (2)
 Factuel (3)
 Plutôt négatif (4)
 Très négatif (5)

18. Orientation à l'égard de la position canadienne :

Manifestement favorable (1)
 Plutôt favorable (2)
 Nuancé (3)
 Plutôt défavorable (4)
 Manifestement défavorable (5)
 Difficilement identifiable (6)

19. Orientation à l'égard de la position danoise :
 Même liste

20. Orientation à l'égard des experts :
 Même liste

21. Indicateurs (Tactiques médiatiques) :

Points de presse
 Oui (1)

Non (2)
Entrevues (oui/non)
Visites de politiciens (oui/non)
Visites de médiateurs (oui/non)
Événements médiatiques (oui/non)

27. Remarques particulières :

22. Indicateurs (Limites) :

Frontières (oui/non)
Douanes (oui/non)
Revendications de souveraineté (oui/non)
Projection de l'espace (oui/non)

23. Indicateurs (Pouvoir)

Présence militaire (oui/non)
Surveillance (oui/non)
Présence d'institutions étatiques (oui/non)
Application de la loi (oui/non)
Réseaux de communication (oui/non)
Réseaux de transport (oui/non)

24. Indicateurs (Identité)

Iconographies / symboles (oui/non)
« nation-building » (oui/non)
Sentiment d'appartenance (oui/non)
Culture (oui/non)
Langues (oui/non)

25. Indicateurs (Stratégie pour le Nord)

Gouvernance (oui/non)
Partenariats (oui/non)
Institutions (oui/non)
Développement économique (oui/non)
Protection de l'environnement (oui/non)
Collectivités (oui/non)
Souveraineté (oui/non)
Sécurité nationale (oui/non)
Coopération circumpolaire (oui/non)
Culture et identité (oui/non)
Recherche scientifique (oui/non)

26. Indicateurs (Volet nordique)

Sécurité (oui/non)
Prosperité / dév. économique (oui/non)
Habitants du Nord (oui/non)
Autochtones (oui/non)
Souveraineté (oui/non)
Région circumpolaire (oui/non)
Sécurité humaine (oui/non)
Développement durable (oui/non)
Conseil de l'Arctique (oui/non)
Le Nord russe (oui/non)
L'Université de l'Arctique (oui/non)
Recherche scientifique (oui/non)

OSCAR

L'Objet

L'événement rapporté (la thématique du récit) :

Les caractéristiques de l'histoire :

L'heure et le lieu :

Le-s Sujet-s

Les protagonistes :

Ses partenaires (s'il y a lieu) :

Ses adversaires (s'il y a lieu) :

Acteurs résiduels ou figurants :

Le Contexte

La genèse et la portée de l'événement (ses causes, ses enjeux, ses implications éventuelles) :

Contextualisation spatiale (géographique), temporelle et globale de l'événement :

L'auteur-e

Sexe, âge, profession, origine :

Inflexions particulières :

La Rationalité

L'interprétation :

La conclusion :

Tableau 1 – Type de produit de communications

	Fréquence	%	% valid	% cumulatif
Valides communiqué	33	80.5	80.5	80.5
Discours	7	17.1	17.1	97.6
Articles prêts à utiliser	1	2.4	2.4	100.0
Total	41	100.0	100.0	

Tableau 2 – ministères

	Fréquence	%	% valid	% cumulatif
Valides MDN	4	9.8	9.8	9.8
Patrimoine Canada	5	12.2	12.2	22.0
Agence spatiale canadienne	2	4.9	4.9	26.8
Sécurité publique et Protection civile Canada	1	2.4	2.4	29.3
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada	1	2.4	2.4	31.7
Parcs Canada	1	2.4	2.4	34.1
Transports Canada	1	2.4	2.4	36.6
Pêches et Océans Canada	1	2.4	2.4	39.0
Postes Canada	1	2.4	2.4	41.5
Ressources naturelles	4	9.8	9.8	51.2
BCP	1	2.4	2.4	53.7
CPM	4	9.8	9.8	63.4
DFAIT	4	9.8	9.8	73.2
EC	6	14.6	14.6	87.8
Affaires indiennes et du Nord	3	7.3	7.3	95.1
Rideau Hall	1	2.4	2.4	97.6
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	1	2.4	2.4	100.0
Total	41	100.0	100.0	

Tableau 3 – Principaux objets des textes

		Fréquence	%	% valid	% cumulatif
Valides	L'île Hans	1	2.4	2.4	2.4
	Recherche scientifique	4	9.8	9.8	12.2
	voies maritimes	1	2.4	2.4	14.6
	risques environnementaux	2	4.9	4.9	19.5
	Protection du territoire arctique	7	17.1	17.1	36.6
	Ressources naturelles	1	2.4	2.4	39.0
	Habitants nordiques	10	24.4	24.4	63.4
	Changements climatiques	6	14.6	14.6	78.0
	Autres	6	14.6	14.6	92.7
	Relations diplomatiques	3	7.3	7.3	100.0
	Total	41	100.0	100.0	

Tableau 4 – Objets secondaires des textes

		Fréquence	%	% valid	% cumulatif
Valides	L'île Hans	1	2.4	2.5	2.5
	Recherche scientifique	1	2.4	2.5	5.0
	voies maritimes	3	7.3	7.5	12.5
	risques environnementaux	6	14.6	15.0	27.5
	Protection du territoire arctique	2	4.9	5.0	32.5
	Ressources naturelles	1	2.4	2.5	35.0
	Habitants nordiques	12	29.3	30.0	65.0
	Changements climatiques	2	4.9	5.0	70.0
	Autres	10	24.4	25.0	95.0
	Relations diplomatiques	2	4.9	5.0	100.0
	Total	40	97.6	100.0	
Manquantes	N/A	1	2.4		
Total		41	100.0		

Tableau 5 – 3es objets des textes

		Fréquence	%	% valid	% cumulatif
Valides	Recherche scientifique	2	4.9	7.1	7.1
	voies maritimes	3	7.3	10.7	17.9
	risques environnementaux	4	9.8	14.3	32.1
	Protection du territoire arctique	2	4.9	7.1	39.3
	Ressources naturelles	6	14.6	21.4	60.7
	Habitants nordiques	5	12.2	17.9	78.6
	Changements climatiques	2	4.9	7.1	85.7
	Autres	3	7.3	10.7	96.4
	Relations diplomatiques	1	2.4	3.6	100.0
	Total	28	68.3	100.0	
Manquantes	N/A	13	31.7		
Total		41	100.0		

Tableau 6 – Acteurs principaux

		Fréquence	%	% valid	% cumulatif
Valides	Ministre	21	51.2	51.2	51.2
	GG	1	2.4	2.4	53.7
	Autre	1	2.4	2.4	56.1
	Premier ministre	5	12.2	12.2	68.3
	fonctionnaires (incl. soldats)	5	12.2	12.2	80.5
	porte-parole	8	19.5	19.5	100.0
	Total	41	100.0	100.0	

Tableau 7 – Acteurs secondaires

		Fréquence	%	% valid	% cumulatif	
Valides	Ministre	10	24.4	26.3	26.3	
	Premières nations	6	14.6	15.8	42.1	
	Gouvernements provinciaux / territoriaux	2	4.9	5.3	47.4	
	Autre fonctionnaires (incl. soldats)	2	4.9	5.3	52.6	
	Gouvernement danois	4	9.8	10.5	63.2	
	Gouvernement étranger (autre)	3	7.3	7.9	71.1	
	porte-parole	2	4.9	5.3	76.3	
	Organisme international	3	7.3	7.9	84.2	
	Citoyens ordinaires	5	12.2	13.2	97.4	
	Total	1	2.4	2.6	100.0	
	Manquantes	N/A	3	7.3		
	Total		41	100.0		

Tableau 8 – 3es acteurs du texte

		Fréquence	%	% valid	% cumulatif
Valides	Ministre	1	2.4	5.0	5.0
	Premières nations	7	17.1	35.0	40.0
	Gouvernements provinciaux / territoriaux	4	9.8	20.0	60.0
	Autre	3	7.3	15.0	75.0
	Premier ministre	1	2.4	5.0	80.0
	Gouvernement étranger (autre)	1	2.4	5.0	85.0
	Experts (scientifiques, universitaires, etc.)	3	7.3	15.0	100.0
	Total	20	48.8	100.0	
Manquantes	N/A	21	51.2		
Total		41	100.0		

Tableau 9 – Orientation face à la position canadienne

		Fréquence	%	% valid	% cumulatif
Valides	Favorable	9	22.0	90.0	90.0
	Nuancé	1	2.4	10.0	100.0
	Total	10	24.4	100.0	
Manquantes	N/A	31	75.6		
Total		41	100.0		

Tableau 10 – Orientation face à la position danoise

		Fréquence	%	% valid	% cumulatif
Valides	Nuancé	1	2.4	50.0	50.0
	Défavorable	1	2.4	50.0	100.0
	Total	2	4.9	100.0	
Manquantes	N/A	39	95.1		
Total		41	100.0		

Tableau 11 – Indicateurs (Tactiques médiatiques)

Points de presse		Fréquence	%	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	2	4.9	4.9	4.9
	NON	39	95.1	95.1	100.0
	Total	41	100.0	100.0	

Entrevues		Fréquence	%	% valid	% cumulatif
Valides	NON	41	100.0	100.0	100.0

Visites (politiciens)		Fréquence	%	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	7	17.1	17.1	17.1
	NON	34	82.9	82.9	100.0
	Total	41	100.0	100.0	

Visites (média-teurs)		Fréquence	%	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	3	7.3	7.3	7.3
	NON	38	92.7	92.7	100.0
	Total	41	100.0	100.0	

Événements médiatiques		Fréquence	%	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	11	26.8	26.8	26.8
	NON	30	73.2	73.2	100.0
	Total	41	100.0	100.0	

Tableau 12 – Indicateurs (Limites)

Frontières		Fréquence	%	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	9	22.0	22.0	22.0
	NON	32	78.0	78.0	100.0
	Total	41	100.0	100.0	

Douanes		Fréquence	%	% valid	% cumulatif
Valides	NON	41	100.0	100.0	100.0

Revendications de souveraineté		Fréquence	%	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	14	34.1	34.1	34.1
	NON	27	65.9	65.9	100.0
	Total	41	100.0	100.0	

Projection de l'espace		Fréquence	%	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	25	61.0	61.0	61.0
	NON	16	39.0	39.0	100.0
	Total	41	100.0	100.0	

Tableau 13 – Indicateurs (Pouvoir)

Présence militaire		Fréquence	%	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	4	9.8	9.8	9.8
	NON	37	90.2	90.2	100.0
	Total	41	100.0	100.0	

Surveillance		Fréquence	%	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	11	26.8	26.8	26.8
	NON	30	73.2	73.2	100.0
	Total	41	100.0	100.0	

Présence d'institutions		Fréquence	%	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	32	78.0	78.0	78.0
	NON	9	22.0	22.0	100.0
	Total	41	100.0	100.0	

Application de la loi		Fréquence	%	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	8	19.5	19.5	19.5
	NON	33	80.5	80.5	100.0
	Total	41	100.0	100.0	

Réseaux de communication		Fréquence	%	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	4	9.8	9.8	9.8
	NON	37	90.2	90.2	100.0
	Total	41	100.0	100.0	

Réseaux de transport		Fréquence	%	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	15	36.6	36.6	36.6
	NON	26	63.4	63.4	100.0
	Total	41	100.0	100.0	

Tableau 14 – Indicateurs (Identité)

Iconographies / Symboles		Fréquence	%	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	21	51.2	51.2	51.2
	NON	20	48.8	48.8	100.0
	Total	41	100.0	100.0	

Nation-building		Fréquence	%	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	31	75.6	75.6	75.6
	NON	10	24.4	24.4	100.0
	Total	41	100.0	100.0	

Appartenance		Fréquence	%	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	33	80.5	80.5	80.5
	NON	8	19.5	19.5	100.0
	Total	41	100.0	100.0	

Culture		Fréquence	%	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	21	51.2	51.2	51.2
	NON	20	48.8	48.8	100.0
	Total	41	100.0	100.0	

Langues		Fréquence	%	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	4	9.8	9.8	9.8
	NON	37	90.2	90.2	100.0
	Total	41	100.0	100.0	

Tableau 15 – Langue

		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	Français	19	12.3	12.3	12.3
	Anglais	135	87.7	87.7	100.0
	Total	154	100.0	100.0	

Tableau 16 - Organes médiatiques

		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif	
Valides	Ottawa Citizen	13	8.4	8.4	8.4	
	Toronto Star	7	4.5	4.5	13.0	
	Presse canadienne	17	11.0	11.0	24.0	
	Western Daily Press	1	.6	.6	24.7	
	Kitchener-Waterloo Record	5	3.2	3.2	27.9	
	Montreal Gazette	6	3.9	3.9	31.8	
	Guelph Mercury	3	1.9	1.9	33.8	
	Vancouver Sun	7	4.5	4.5	38.3	
	Calgary Herald	7	4.5	4.5	42.9	
	Presse canadienne (Nouvelles Tele-Radio)	3	1.9	1.9	44.8	
	CTV News	1	.6	.6	45.5	
	National Post	29	18.8	18.8	64.3	
	Winnipeg Free Press	8	5.2	5.2	69.5	
	The Globe and Mail	13	8.4	8.4	77.9	
	Canada AM	2	1.3	1.3	79.2	
	Edmonton Journal	12	7.8	7.8	87.0	
	Canadian Geographic	1	.6	.6	87.7	
	The Hamilton Spectator	1	.6	.6	88.3	
	CTV - Question Period	2	1.3	1.3	89.6	
	CTV - Mike Duffy Live	1	.6	.6	90.3	
	Le Soleil	2	1.3	1.3	91.6	
	La Presse	7	4.5	4.5	96.1	
	Le Droit	1	.6	.6	96.8	
	Kingston Whig-Standard	1	.6	.6	97.4	
	The Star Phoenix	3	1.9	1.9	99.4	
	The Province	1	.6	.6	100.0	
	Total		154	100.0	100.0	

Tableau 17 – Auteurs

		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	Michael Byers	1	.6	.6	.6
	Armando D'Andrea	4	2.6	2.6	3.2
	Brian Laghi	4	2.6	2.6	5.8
	Rob Huebert	2	1.3	1.3	7.1
	Jim Bronskill	1	.6	.6	7.8
	Mike Blanchfield et Randy Boswell	1	.6	.6	8.4
	Beverly Thompson	1	.6	.6	9.1
	Terry Weber	1	.6	.6	9.7
	Sean Gordon	1	.6	.6	10.4
	Scott Stinson	1	.6	.6	11.0
	Rex Murphy	1	.6	.6	11.7
	Jane Taber	2	1.3	1.3	13.0
	Alison Auld	1	.6	.6	13.6
	David Pugliese	1	.6	.6	14.3
	Bill Curry	2	1.3	1.3	15.6
	Mike Blanchfield	1	.6	.6	16.2
	Michael Byers et Suzanne Lalonde	1	.6	.6	16.9
	Pete McMartin	2	1.3	1.3	18.2
	Barbara Yaffe	1	.6	.6	18.8
	Vito Pilioci	1	.6	.6	19.5
	Bruce Garvey	1	.6	.6	20.1
	James Travers	1	.6	.6	20.8
	Alexander Panetta	3	1.9	1.9	22.7
	Nathan VanderKlippe	3	1.9	1.9	24.7
	Stephen Thorne	1	.6	.6	25.3
	Adrian Humphreys et Chris Wattie	2	1.3	1.3	26.6
	Gerald Owen	2	1.3	1.3	27.9
	Josh Freed	1	.6	.6	28.6
	Harold Levy	1	.6	.6	29.2
	Jeffery Simpson	1	.6	.6	29.9
	Harry Bruce	1	.6	.6	30.5
	Steven Edwards	2	1.3	1.3	31.8
	Craig Oliver	2	1.3	1.3	33.1
	Adrian Humphreys	9	5.8	5.8	39.0
	Chris Wattie	1	.6	.6	39.6
	Mike Duffy	1	.6	.6	40.3
	Kirsten Smith	1	.6	.6	40.9
	Andrew McIntosh	1	.6	.6	41.6
	Terrence Moore	1	.6	.6	42.2
	Joanne Laucius	1	.6	.6	42.9
	J. Tuyet Nguyen	1	.6	.6	43.5

Otte Rosenkrantz	1	.6	.6	44.2
Robert Remington	1	.6	.6	44.8
Catherine Ford	1	.6	.6	45.5
Murray Brewster	2	1.3	1.3	46.8
Anne Marie Owens	1	.6	.6	47.4
Robert Gilbert	1	.6	.6	48.1
Jack Knox	1	.6	.6	48.7
Bill Bean	1	.6	.6	49.4
Poul E. D. Kristensen	1	.6	.6	50.0
Olivia Ward	1	.6	.6	50.6
Randy Boswell	2	1.3	1.3	51.9
Rick Boychuk	1	.6	.6	52.6
Tom Hoyem	1	.6	.6	53.2
Jennifer Pellegrini	1	.6	.6	53.9
Tim Naumetz	7	4.5	4.5	58.4
Benoit Beauchamp	1	.6	.6	59.1
Per Stig Moller	1	.6	.6	59.7
Laura-Julie Perreault	3	1.9	1.9	61.7
Malorie Beauchemin	1	.6	.6	62.3
André R. Gignac	1	.6	.6	63.0
Laura-Julie Perreault et Joël-Denis Bellavance	1	.6	.6	63.6
Mario Girard	1	.6	.6	64.3
Dr. Morris Maduro	1	.6	.6	64.9
William Weir	1	.6	.6	65.6
Clifford Krauss	1	.6	.6	66.2
Chris Mason	1	.6	.6	66.9
Don Butler	1	.6	.6	67.5
Robert Clark	1	.6	.6	68.2
James McNulty	1	.6	.6	68.8
Les MacPherson	1	.6	.6	69.5
Kelly Roesler	1	.6	.6	70.1
Tom Clark	1	.6	.6	70.8
William Morrison et Ken Coates	1	.6	.6	71.4
N/A	44	28.6	28.6	100.0
Total	154	100.0	100.0	

Tableau 18 – Affiliation des auteurs

	Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides Expert (universitaire)	8	5.2	5.2	5.2
Expert (gouvernemental)	2	1.3	1.3	6.5
Journaliste	143	92.9	92.9	99.4
Expert (autre)	1	.6	.6	100.0
Total	154	100.0	100.0	

Tableau 19 – Type des articles

	Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides Manchettes	15	9.7	9.7	9.7
Éditorial	21	13.6	13.6	23.4
Chronique	20	13.0	13.0	36.4
Article général	84	54.5	54.5	90.9
Op-Ed	14	9.1	9.1	100.0
Total	154	100.0	100.0	

Tableau 20 – Ton des articles

	Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides Positif	37	24.0	24.0	24.0
Neutre	68	44.2	44.2	68.2
Négatif	49	31.8	31.8	100.0
Total	154	100.0	100.0	

Tableau 21 – Affiliation des auteurs / Ton (tableau croisé)

		Ton			Total
		Positif	Neutre	Négatif	
Affiliation des auteurs	Expert (universitaire)	1	1	6	8
	Expert (gouvernemental)	2	0	0	2
	Journaliste	33	67	43	143
	Expert (autre)	1	0	0	1
Total		37	68	49	154

Tableau 22 – Ton des articles

	Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides Positif	37	24.0	24.0	24.0
Neutre	68	44.2	44.2	68.2
Négatif	49	31.8	31.8	100.0
Total	154	100.0	100.0	

Tableau 23 – Affiliation des auteurs / Orientation face à la position canadienne

		Orientation face à la position canadienne				Total
		Favorable	Nuancé	Défavorable	N/A	
Affiliation de l'auteur	Expert (universitaire)	3	2	1	2	8
	Expert (gouvernemental)	0	0	2	0	2
	Journaliste	58	60	7	18	143
	Expert (autre)	0	0	1	0	1
Total		61	62	11	20	154

Tableau 24 - Affiliation des auteurs / Orientation face à la position danoise

		Orientation face à la position danoise				Total
		Favorable	Nuancé	Défavorable	N/A	
Affiliation de l'auteur	Expert (universitaire)	0	1	0	7	8
	Expert (gouvernemental)	2	0	0	0	2
	Journaliste	6	68	22	47	143
	Expert (autre)	1	0	0	0	1
Total		9	69	22	54	154

Tableau 25 - Affiliation des auteurs / Orientation face à la position des experts

		Orientation face à la position des experts				Total
		Favorable	Nuancé	Défavorable	N/A	
Affiliation de l'auteur	Expert (universitaire)	3	0	0	5	8
	Expert (gouvernemental)	1	0	0	1	2
	Journaliste	35	1	1	106	143
	Expert (autre)	0	0	0	1	1
Total		39	1	1	113	154

Tableau 26 – Type d'article / Ton

		Ton			Total
		Positif	Neutre	Négatif	
Type d'article	Manchettes	2	9	4	15
	Éditorial	6	2	13	21
	Chronique	10	2	8	20
	Article général	14	54	16	84
	Op-Ed	5	1	8	14
Total		37	68	49	154

Tableau 27 - Type d'article / Orientation face à la position canadienne

		Orientation face à la position canadienne				Total
		Favorable	Nuancé	Défavorable	N/A	
Type d'article	Manchettes	2	8	0	5	15
	Éditorial	16	4	0	1	21
	Chronique	13	6	0	1	20
	Article général	25	42	6	11	84
	Op-Ed	5	2	5	2	14
Total		61	62	11	20	154

Tableau 28 – Type d'article / Orientation face à la position danoise

		Orientation face à la position danoise				Total
		Favorable	Nuancé	Défavorable	N/A	
Type d'article	Manchettes	0	8	0	7	15
	Éditorial	0	6	6	9	21
	Chronique	0	7	7	6	20
	Article général	6	46	8	24	84
	Op-Ed	3	2	1	8	14
Total		9	69	22	54	154

Tableau 29 – Type d'article / Orientation face à la position des experts

		Orientation face à la position des experts				Total
		Favorable	Nuancé	Défavorable	N/A	
Type d'article	Manchettes	6	0	0	9	15
	Éditorial	4	0	0	17	21
	Chronique	5	0	1	14	20
	Article général	20	1	0	63	84
	Op-Ed	4	0	0	10	14
Total		39	1	1	113	154

Tableau 30 – Orientation face à la position canadienne

		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	Favorable	61	39.6	45.5	45.5
	Nuancé	62	40.3	46.3	91.8
	Défavorable	11	7.1	8.2	100.0
	Total	134	87.0	100.0	
Manquantes	N/A	20	13.0		
Total		154	100.0		

Tableau 31 – Principaux objets des articles

		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	L'île Hans	94	61.0	61.0	61.0
	voies maritimes	12	7.8	7.8	68.8
	risques environnementaux	3	1.9	1.9	70.8
	Protection du territoire arctique	33	21.4	21.4	92.2
	Ressources naturelles	2	1.3	1.3	93.5
	Droit international	1	.6	.6	94.2
	Autre	9	5.8	5.8	100.0
	Total	154	100.0	100.0	

Tableau 32 – Objets secondaires des articles

		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	L'île Hans	21	13.6	14.8	14.8
	voies maritimes	21	13.6	14.8	29.6
	risques environnementaux	3	1.9	2.1	31.7
	Protection du territoire arctique	43	27.9	30.3	62.0
	Ressources naturelles	11	7.1	7.7	69.7
	Habitants nordiques	7	4.5	4.9	74.6
	Droit international	23	14.9	16.2	90.8
	Autre	13	8.4	9.2	100.0
	Total	142	92.2	100.0	
Manquantes	N/A	12	7.8		
Total		154	100.0		

Tableau 33 – 3es objets des articles

		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	L'île Hans	16	10.4	14.8	14.8
	voies maritimes	16	10.4	14.8	29.6
	risques environnementaux	5	3.2	4.6	34.3
	Protection du territoire arctique	18	11.7	16.7	50.9
	Ressources naturelles	17	11.0	15.7	66.7
	Habitants nordiques	5	3.2	4.6	71.3
	Droit international	11	7.1	10.2	81.5
	Autre	20	13.0	18.5	100.0
	Total	108	70.1	100.0	
	Manquantes	N/A	46	29.9	
Total	154	100.0			

Tableau 34 – Principaux acteurs des articles

		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	Gouvernement canadien	95	61.7	61.7	61.7
	Gouvernement étranger	30	19.5	19.5	81.2
	Politicien	6	3.9	3.9	85.1
	Expert	5	3.2	3.2	88.3
	Groupe civil	1	.6	.6	89.0
	Citoyen canadien	9	5.8	5.8	94.8
	Citoyen étranger	1	.6	.6	95.5
	Scientifique	2	1.3	1.3	96.8
	Gouvernement prov / ter	1	.6	.6	97.4
	Autre	4	2.6	2.6	100.0
	Total	154	100.0	100.0	

Tableau 35 – Acteurs secondaires des articles

		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	Gouvernement canadien	35	22.7	24.1	24.1
	Gouvernement étranger	63	40.9	43.4	67.6
	Politicien	6	3.9	4.1	71.7
	Expert	21	13.6	14.5	86.2
	Citoyen canadien	3	1.9	2.1	88.3
	Citoyen étranger	5	3.2	3.4	91.7
	Scientifique	1	.6	.7	92.4
	Gouvernement prov / ter	5	3.2	3.4	95.9
	Inuits / Autochtones	1	.6	.7	96.6
	Autre	5	3.2	3.4	100.0
	Total	145	94.2	100.0	
Manquantes	N/A	9	5.8		
Total	154	100.0			

Tableau 36 – 3es acteurs des articles

		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	Gouvernement canadien	38	24.7	36.9	36.9
	Gouvernement étranger	29	18.8	28.2	65.0
	Politicien	8	5.2	7.8	72.8
	Expert	15	9.7	14.6	87.4
	Citoyen canadien	4	2.6	3.9	91.3
	Scientifique	2	1.3	1.9	93.2
	Inuits / Autochtones	4	2.6	3.9	97.1
	Autre	3	1.9	2.9	100.0
	Total	103	66.9	100.0	
Manquantes	N/A	51	33.1		
Total	154	100.0			

Tableau 37 – Indicateurs (Tactiques médiatiques)

Points de presse		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	17	11.0	11.0	11.0
	NON	137	89.0	89.0	100.0
	Total	154	100.0	100.0	

Entrevues		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	57	37.0	37.0	37.0
	NON	97	63.0	63.0	100.0
	Total	154	100.0	100.0	

Sources anonymes (fuites)		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	4	2.6	2.6	2.6
	NON	150	97.4	97.4	100.0
	Total	154	100.0	100.0	

Visites de politiciens		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	82	53.2	53.2	53.2
	NON	72	46.8	46.8	100.0
	Total	154	100.0	100.0	

Visites de médiateurs		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	1	.6	.6	.6
	NON	153	99.4	99.4	100.0
	Total	154	100.0	100.0	

Événements médiatiques		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	106	68.8	68.8	68.8
	NON	48	31.2	31.2	100.0
	Total	154	100.0	100.0	

Sources gov.		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	95	61.7	61.7	61.7
	NON	59	38.3	38.3	100.0
	Total	154	100.0	100.0	

Tableau 38 – Indicateurs (Limites)

Frontières		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	145	94.2	94.2	94.2
	NON	9	5.8	5.8	100.0
	Total	154	100.0	100.0	

Douanes		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	NON	154	100.0	100.0	100.0

Revendications de souv.		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	151	98.1	98.1	98.1
	NON	3	1.9	1.9	100.0
	Total	154	100.0	100.0	

Projection de l'espace		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	105	68.2	68.2	68.2
	NON	49	31.8	31.8	100.0
	Total	154	100.0	100.0	

Tableau 39 – Indicateurs (Pouvoir)

Présence militaire		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	128	83.1	83.1	83.1
	NON	26	16.9	16.9	100.0
	Total	154	100.0	100.0	

Surveillance		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	83	53.9	53.9	53.9
	NON	71	46.1	46.1	100.0
	Total	154	100.0	100.0	

Présence d'institutions		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	27	17.5	17.5	17.5
	NON	127	82.5	82.5	100.0
	Total	154	100.0	100.0	

Application de la loi		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	42	27.3	27.3	27.3
	NON	112	72.7	72.7	100.0
	Total	154	100.0	100.0	

Réseaux de comm..		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	1	.6	.6	.6
	NON	153	99.4	99.4	100.0
	Total	154	100.0	100.0	

Réseaux de transport		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	84	54.5	54.5	54.5
	NON	70	45.5	45.5	100.0
	Total	154	100.0	100.0	

Tableau 40 – Indicateurs (Identité)

Iconographies / symboles		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	99	64.3	64.3	64.3
	NON	55	35.7	35.7	100.0
	Total	154	100.0	100.0	

Nation-building		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	140	90.9	90.9	90.9
	NON	14	9.1	9.1	100.0
	Total	154	100.0	100.0	

Sentiment d'appartenance		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	149	96.8	96.8	96.8
	NON	5	3.2	3.2	100.0
	Total	154	100.0	100.0	

Culture		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	52	33.8	33.8	33.8
	NON	102	66.2	66.2	100.0
	Total	154	100.0	100.0	

Langues		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	1	.6	.6	.6
	NON	153	99.4	99.4	100.0
	Total	154	100.0	100.0	

Tableau 41 – Indicateurs (Stratégie pour le Nord)

Gouvernance		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	6	3.9	3.9	3.9
	NON	148	96.1	96.1	100.0
	Total	154	100.0	100.0	

Partenariats		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	14	9.1	9.1	9.1
	NON	140	90.9	90.9	100.0
	Total	154	100.0	100.0	

Institutions		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	16	10.4	10.4	10.4
	NON	138	89.6	89.6	100.0
	Total	154	100.0	100.0	

Développement économique		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	43	27.9	27.9	27.9
	NON	111	72.1	72.1	100.0
	Total	154	100.0	100.0	

Protection de l'environnement		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	25	16.2	16.2	16.2
	NON	129	83.8	83.8	100.0
	Total	154	100.0	100.0	

Collectivités		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	15	9.7	9.7	9.7
	NON	139	90.3	90.3	100.0
	Total	154	100.0	100.0	

Souveraineté		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	154	100.0	100.0	100.0

Sécurité nationale		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	67	43.5	43.5	43.5
	NON	87	56.5	56.5	100.0
	Total	154	100.0	100.0	

Coopération circumpolaire		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	11	7.1	7.1	7.1
	NON	143	92.9	92.9	100.0
	Total	154	100.0	100.0	

Culture et identité		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	72	46.8	46.8	46.8
	NON	82	53.2	53.2	100.0
	Total	154	100.0	100.0	

Recherche scientifique		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	39	25.3	25.3	25.3
	NON	115	74.7	74.7	100.0
Total		154	100.0	100.0	

Tableau 42 – Indicateurs (Volet nordique)

Sécurité		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	74	48.1	48.1	48.1
	NON	80	51.9	51.9	100.0
Total		154	100.0	100.0	

Prosperité / dév. Éco.		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	44	28.6	28.6	28.6
	NON	110	71.4	71.4	100.0
Total		154	100.0	100.0	

Habitants du Nord		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	34	22.1	22.1	22.1
	NON	120	77.9	77.9	100.0
Total		154	100.0	100.0	

Autochtones		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	53	34.4	34.4	34.4
	NON	101	65.6	65.6	100.0
Total		154	100.0	100.0	

Souveraineté		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	154	100.0	100.0	100.0

Région circumpolaire		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	26	16.9	16.9	16.9
	NON	128	83.1	83.1	100.0
Total		154	100.0	100.0	

Sécurité humaine		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	18	11.7	11.7	11.7
	NON	136	88.3	88.3	100.0
Total		154	100.0	100.0	

Développement durable		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	19	12.3	12.3	12.3
	NON	135	87.7	87.7	100.0
	Total	154	100.0	100.0	

Conseil de l'Arctique		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	1	.6	.6	.6
	NON	153	99.4	99.4	100.0
	Total	154	100.0	100.0	

Le Nord russe		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	5	3.2	3.2	3.2
	NON	149	96.8	96.8	100.0
	Total	154	100.0	100.0	

L'U de l'Arctique		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	NON	154	100.0	100.0	100.0

Recherche scientifique		Fréquence	Percent	% valid	% cumulatif
Valides	OUI	36	23.4	23.4	23.4
	NON	118	76.6	76.6	100.0
	Total	154	100.0	100.0	

- Canada. Affaires étrangères et commerce international Canada. 2003. « *Le Canada verse 250 000 dollars à l'Université de l'Arctique* » Communiqué no 40. Le 16 avril.
- Canada. Affaires étrangères et commerce international Canada. 2005. « *Déclaration du Canada et du Danemark au sujet de l'île Hans* » Communiqué de presse no 165. Le 19 septembre.
- Canada. Affaires étrangères et commerce international Canada. 2005. « *Déclaration du Canada et du Danemark au sujet de l'île Hans* » Texte intégrale de la déclaration conjointe. Le 19 septembre.
- Canada. Affaires étrangères et commerce international Canada. 2005. « *Le rôle de chef de file du Canada dans le monde circumpolaire: La stratégie pour le Nord et la politique étrangère du Canada* ». Notes pour une allocution de l'hon. Pierre Pettigrew, Ministre des affaires étrangères, à l'occasion des consultations sur la stratégie pour le Nord lors de la Table ronde sur le renforcement de la souveraineté de la sécurité et la coopération circumpolaire. Produit no 2005/20. Le 22 mars.
- Canada. Affaires indiennes et du Nord Canada. 2004. « *Des investissements prévus au budget visent à exploiter le potentiel du Nord : Le budget fédéral comporte un investissement de plus de 3,7 milliards de dollars dans le Nord canadien* ». Communiqué no 2-02481. Le 25 mars.
- Canada. Cabinet du Premier ministre. 2004. « *Adresse du Premier ministre Paul Martin en réponse au discours du Trône* » Discours du Trône ouvrant la troisième session de la 37^e législature du Canada. Le 2 février.
- Canada. Cabinet du Premier ministre. 2005. « *Allocution du Premier ministre Paul Martin à la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique* ». Discours. Le 7 décembre.
- Canada. Cabinet du Premier ministre. 2004. « *Les Premiers ministres s'associent en vue de créer la stratégie pour le Nord* ». Communiqué de presse. Le 14 décembre.
- Canada. Cabinet du Premier ministre. 2004. « *Texte intégral du discours du Premier ministre en réponse au discours du Trône* ». Discours. Le 5 octobre.
- Canada. Environnement Canada. 2004. « *Le Canada salue une nouvelle évaluation des changements climatiques dans l'Arctique.* » Communiqué. Le 8 novembre.
- Canada. Environnement Canada. 2004. « *Le Canada se réjouit des progrès enregistrés lors de la rencontre ministérielle du Conseil de l'Arctique.* » Communiqué. Le 24 novembre.
- Canada. Environnement Canada. 2004. « *Le gouvernement du Canada dépose un projet de loi visant à protéger l'environnement marin des pollueurs.* » Communiqué. Le 6 mai.
- Canada. Environnement Canada. 2005. « *Les Gwich'in, la harde de caribous de la Porcupine et la Réserve faunique nationale de l'Arctique.* » Déclaration aux médias de l'honorable Stéphane Dion, c.p., député, Ministre de l'Environnement du Canada Pow-wow national du musée national amérindien. Le 12 août.
- Canada. Environnement Canada. 2005. « *Observations préliminaires de l'honorable Stéphane Dion, député, C.P. ministre de l'Environnement du Canada, Conférence sur les changements climatiques* » Discours. Le 6 décembre.
- Canada. Ministère de la Défense nationale. 2005. « *Ministre MDN Bill Graham, Discours devant le Empire Club of Canada* ». Discours. Le 22 avril.
- Canada. Ministère de la Défense nationale. 2005. « *Patrouille de souveraineté dans l'Arctique et exercice d'écrasement d'avion* ». Communiqué no NR-05.003. Le 16 mars.
- Canada. Patrimoine Canada. 2004. « *Le gouvernement du Canada appuie la Northern Native Broadcasting, Terrace.* » Communiqué. Le 10 septembre.
- Canada. Ressources naturelles Canada. 2005. « *Accroissement de la capacité du Canada en matière de surveillance et de sécurité grâce au projet Polar Epsilon.* » Communiqué no NR-05.043. Le 2 juin.
- Canada. Ressources naturelles Canada. 2005. « *Données sur le fond marin : Le Canada et le Danemark font équipe pour réaliser des levés.* » Communiqué no 2005/57. Le 14 juillet.
- Canada. Ressources naturelles Canada. 2004. « *Les Forces canadiennes exécutent un exercice dans le Nord canadien* »

» Communiqué no NR-04.061. Le 13 août.

Canada. Ressources naturelles Canada. 2004. « *Une étude conjointe pour évaluer les répercussions des changements climatiques sur les transports dans le Nord.* » Communiqué no 2004/25. Le 19 mai.

Canada. Transports Canada. 2005. « *Le gouvernement du Canada étend son programme de surveillance aérienne afin de détecter les déversements illégaux par les navires dans l'Arctique.* » Communiqué no H163/05. Le 19 juillet.

Pro Quest (Canadian News Stand)

Calgary Herald; Calgary
Daily News; Halifax
Edmonton Journal; Edmonton
Financial Post; Toronto
The Gazette; Montréal
The Globe and Mail; Toronto
Guardian; Charlottetown
Kingston Whig - Standard; Kingston
Leader Post; Régina
National Post; Don Mills
The Ottawa Citizen; Ottawa
The Province; Vancouver
Star - Phoenix; Saskatoon
Sudbury Star; Sudbury
Telegram; St. Jean (Terre-Neuve et Labrador)
Telegraph-Journal; Saint Jean (Nouveau-Brunswick)
Times - Colonist; Victoria
Toronto Star; Toronto
The Vancouver Sun; Vancouver
The Windsor Star; Windsor
Winnipeg Free Press; Winnipeg

Biblio branchée

Le Devoir; Montréal
Le Droit; Gatineau
La Presse; Montréal
Le Soleil; Québec

Factiva

Plus de 6 000 journaux, périodiques et rapports du Canada et internationaux. En limitant notre recherche à "Journaux: Canada" nous avons pu retenir tous les grands journaux canadiens, notamment les services de presse comme la Presse canadienne et Canada NewsWire.

Bibliographie

- Albert, Mathias. 1999. « On Boundaries, Territory and Postmodernity: An International Relations Perspective. » dans David Newman, dir.; *Boundaries, Territory and Postmodernity*. London: Frank Cass. p. 53 - 68.
- Albert, Mathias et Lothar Brock. 2001. « What Keeps Westphalia Together? Normative Differentiation in the Modern System of States ». Mathias Albert, David Jacobson et Yosef Lapid, dir. *Identities, Borders, Orders: Rethinking International Relations Theory*. Collection Borderlines, vol. 18. Minneapolis: University of Minnesota Press. p. 29 - 50.
- Albert, Mathias et Friedrich Kratochwil. 2001. « Conclusion ». Mathias Albert, David Jacobson et Yosef Lapid, dir. *Identities, Borders, Orders: Rethinking International Relations Theory*. Collection Borderlines, vol. 18. Minneapolis: University of Minnesota Press. p. 275 - 292.
- The Americas: Breaking the ice; Sovereignty over the Arctic. 2004. *The Economist* 372 (n° 8389), 48
- The Americas: Charging round the block; Canada's defence policy. 2005. *The Economist* 376 (n° 8440), 39.
- Anderson, Malcolm. 1997. « Les frontières : un débat contemporain ». *Cultures & Conflits* n° 26-27. p. 15-34.
- Becker, Lee B.; James E. Byrnes et Jack McLeod. 1991. « Another Look at the Agenda-Setting Function of the Press ». Dans Maxwell McCombs et David L. Prosser, dir., *Agenda Setting: Readings on Media, Public Opinion, and Policymaking*. Hillsdale, New Jersey: Lawrence Erlbaum Associates, 47-60.
- Bellavance, Joël-Denis et Laura-Julie Perreault. 2005. « L'île Hans: La dispute diplomatique : Guerre froide" pour un caillou glacé Le différend territorial entre le Canada et le Danemark est la pointe d'un iceberg d'enjeux politiques ». *La Presse* (Montréal), Le 11 août, A3.
- Bennett, W Lance. 1990. « Toward a Theory of Press-State Relations in the United States » *Journal of Communication* 40 (no. 2 - printemps), 103
- Benton, Marc, P. Jean Frazier. 1991. « The Agenda-Setting Function of the Mass Media at Three Levels of "Information Holding" ». Dans Maxwell McCombs et David L. Prosser, dir., *Agenda Setting: Readings on Media, Public Opinion, and Policymaking*. Hillsdale, New Jersey: Lawrence Erlbaum Associates, 61-69.
- Boswell, Randy. 2007. « Arctic melt unlocks Northwest Passage; 'Unprecedented' », *The National Post* (Don Mills), 29 août, A4.

- Boswell, Randy et Mike De Souza. 2007. « Canada throws Arctic gauntlet; PM Harper takes initiatives to ensure Canadian claim to northern sovereignty », *The Star Phoenix* (Saskatoon), 11 août, B8.
- Broadbent, Lucinda, John Eldridge, Gordon Kimmett, Greg Philo, Malcolm Spaven et Kevin Williams. 1985. *War and Peace News*. Glasgow University Media Group. Philadelphia: Open University Press.
- Bromke, Adam. 1987. « A Turning Point in U.S.-Canadian Relations ». *Foreign Affairs* 66 (n° 1 – automne), 150-169
- Brown, Chris. 2001. « Borders and Identity in International Political Theory ». Mathias Albert, David Jacobson et Yosef Lapid, dir. *Identities, Borders, Orders: Rethinking International Relations Theory*. Collection Borderlines, vol. 18. Minneapolis: University of Minnesota Press. p. 117 - 136.
- Byers, Rod B. 1983. « L'état de la recherche sur la paix et des études stratégiques au Canada ». *Anthropologie et Sociétés* 7 (n° 1), 193-212.
- Campbell, Colin. 2006. « Canada's Ragtag Arctic Forces ». *Macleans* 119 (n° 34)
- Canada. Affaires étrangères et commerce international Canada. 2003. « *Le Canada verse 250 000 dollars à l'Université de l'Arctique* » Communiqué no 40. Le 16 avril.
- Canada. Affaires étrangères et commerce international Canada. 2005. « *Déclaration du Canada et du Danemark au sujet de l'île Hans* » Communiqué de presse no 165. Le 19 septembre.
- Canada. Affaires indiennes et du Nord Canada. 2004. « *Des investissements prévus au budget visent à exploiter le potentiel du Nord : Le budget fédéral comporte un investissement de plus de 3,7 milliards de dollars dans le Nord canadien* ». Communiqué no 2-02481. Le 25 mars.
- Canada. Affaires étrangères et commerce international Canada. 2005. « *Le rôle de chef de file du Canada dans le monde circumpolaire: La stratégie pour le Nord et la politique étrangère du Canada* ». Notes pour une allocution de l'hon. Pierre Pettigrew, Ministre des affaires étrangères, à l'occasion des consultations sur la stratégie pour le Nord lors de la Table ronde sur le renforcement de la souveraineté de la sécurité et la coopération circumpolaire. Produit no 2005/20. Le 22 mars.
- Canada. Cabinet du Premier ministre. 2004. « *Adresse du Premier ministre Paul Martin en réponse au discours du Trône* » Discours du Trône ouvrant la troisième session de la 37^e législature du Canada. Le 2 février.

- Canada. Cabinet du Premier ministre. 2005. « *Allocution du Premier ministre Paul Martin à la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique* ». Discours. Le 7 décembre.
- Canada. Cabinet du Premier ministre. 2004. « *Les Premiers ministres s'associent en vue de créer la stratégie pour le Nord* ». Communiqué de presse. Le 14 décembre.
- Canada. Cabinet du Premier ministre. 2004. « *Texte intégral du discours du Premier ministre en réponse au discours du Trône* ». Discours. Le 5 octobre.
- Canada. Environnement Canada. 2005. « *Observations préliminaires de l'honorable Stéphane Dion, député, C.P. ministre de l'Environnement du Canada, Conférence sur les changements climatiques* ». Discours. Le 6 décembre.
- Canada. Ministère de la Défense nationale. 2005. « *Ministre MDN Bill Graham, Discours devant le Empire Club of Canada* ». Discours. Le 22 avril.
- Canada. Ministère de la Défense nationale. 2005. « *Patrouille de souveraineté dans l'Arctique et exercice d'écrasement d'avion* ». Communiqué no NR-05.003. Le 16 mars.
- Canada. Pêche et Océans Canada. 2008. « *Canada's Ocean Estate: A Description of Canada's Maritime Zones.* » En ligne. <http://www.dfo-mpo.gc.ca/oceans/canadasoceans-oceansducanda/marinezones-zonesmarines-eng.htm> (site consultée le 24 juillet 2008)
- Canada. Ressources naturelles Canada. 2003. « *Le Canada ratifie la convention des Nations Unies sur le Droit de la mer* », Communiqué de presse no 171. Le 6 novembre.
- Canada. Ressources naturelles Canada. 2005. « *Données sur le fond marin : Le Canada et le Danemark font équipe pour réaliser des levés.* » Communiqué no 2005/57. Le 14 juillet.
- Chang, Tsan-Kuo, Jian Wang. 2004. « Strategic public diplomacy and local press: how a high-profile "head-of-state" visit was covered in America's heartland ». *Public Relations Review* 30, 11–24.
- Chiu, Dennis, John Zaller. 1996. « Government's Little Helper: U.S. Press Coverage of Foreign Policy Crises, 1945-1991 ». *Political Communication* 13, 385-405
- Chomsky, Noam et Edward S. Herman. 1988. *Manufacturing Consent: The Political Economy of the Mass Media*. New York: Pantheon Books.

- Claval, Paul. 1994. *Géopolitique et géostratégie : La pensée politique, l'espace et le territoire au XXe siècle*. Série « géographie ». Paris : Édition Nathan. Intro, Chapitres 1, 4, 7, Conclusion.
- Cook, Timothy E.; 1998. *Governing With the News: The News Media as a Political Institution*. Chicago: The University of Chicago Press.
- Copeland, Daryl. 1998. « Hard reality, soft power: Canadian foreign policy in the era of globalization ». *Behind the Headlines* 55 (no. 4 – été), 2-4
- Costel, Éric. 1997. *Géopolitique contemporaine: Fragmentation et interdépendance*. Collection « Que sais-je? ». Paris: Presses Universitaires de France.
- Davis, Dennis K.; John P. Robinson, Haluk Sahin. 1982. « Television as a Source of International News: What Gets Across and What Doesn't ». Dans William C. Adams, dir., *Television Coverage of International Affairs*. Norwood, New Jersey: Ablex Publishing Corporation, 229-244.
- Davis, Howard H. 1993. « Media Research: Whose Agenda? ». Dans John Elridge, dir., *Getting the Message: News, Truth and Power*. Glasgow University Media Group. New York: Routledge., 34-52.
- Davison, W. Phillips. 1974. « News Media and International Negotiation ». *Public Opinion Quarterly* 38 (no.2), 174-191.
- Défense Nationale. « Les Rangers canadiens et les Rangers juniors canadiens ». URL : http://www.rangers.forces.gc.ca/intro_f.asp. Site consulté le 22 février 2007.
- Dupuy, René-Jean. 1991. « Le droit de la mer dans l'arctique ». *Inter-Nord: revue internationale d'études arctiques* n° 19 : 323-325.
- Elridge, John. 1993. « News, Truth and Power ». Dans John Elridge, dir., *Getting the Message: News, Truth and Power*. Glasgow University Media Group. New York: Routledge., 3-33.
- Entman, Robert M.; David L. Paletz. 1981. *Media, Power, Politics*. New York: The Free Press; A Division of Macmillan Publishing Co., Inc.
- Epstein, Edward Jay. 1973. *News from Nowhere: Television and the News*. New York: Random House.
- Ford, Catherine. 2004. « Canada's Arctic weakness », *Calgary Herald*, le 4 avril, A15.
- Foucher, Michel. 1991. *Fronts et frontières : Un tour du monde géopolitique*. Paris : Librairie Arthème Fayard. Chapitres 1, 3, 8, Conclusion.

- George, Alexander L.; 1980. *Presidential Decisionmaking in Foreign Policy : The Effective Use of Information and Advice*. Westview Special Studies in International Relations. Boulder, Colorado: Westview Press.
- Geyelin, Philip L.; 1989. « Managing the Media ». *Fletcher Forum*. 13 (n° 1 - hiver), 19.
- Gilboa, Eytan. 2000. « Mass Communication and Diplomacy: A Theoretical Framework ». *Communication Theory* 10 (n° 3 – août), 275-309
- Gilboa, Eytan. 2002. « Global Communication and Foreign Policy ». *Journal of Communication* 52 (no 4), 731
- Gilboa, Eytan. 2005. « Global Television News and Foreign Policy: Debating the CNN Effect ». *International Studies Perspectives* 6, 325–341
- Gilboa, Eytan. 2005. « Media-Broker Diplomacy: When Journalists Become Mediators » *Critical Studies in Media Communication* 22 (no. 2 – juin), 99–120
- Graber, Doris A.; 1968. *Public Opinion, the President, and Foreign Policy. Four Case Studies from the Formative Years*. Chicago: Holt, Rinehart and Winston, Inc.
- Griffiths, Franklyn. 1988. « The Arctic as an International Political Region » Dans Kari Möttölä (dir.), *The Arctic Challenge: Nordic and Canadian Approaches to Security and Cooperation in an Emerging International Region*. London: Westview Press. p. 1 – 14.
- Grunig, James E.; 1993. « Public Relations and International Affairs: Effects, Ethics and Responsibility ». *Journal of International Affairs* 47 (n° 1 – été), 137
- Gunaratne, Shelton A. 2005. « Public Diplomacy, Global Communication and World Order: An Analysis Based on Theory of Living Systems ». *Current Sociology* 53 (n° 5), 749–772
- Hallin, Daniel C.; Paolo Mancini. 2004. *Comparing Media Systems: Three Models of Media and Politics*. New York: Cambridge University Press.
- Hands across the ice. 1996. *The Economist*. 340 (n° 7984), 48
- Herman, Edward S.; 1993. « The Media's Role in U.S. Foreign Policy ». *Journal of International Affairs* 47 (n° 1 – été), 23
- Hernandez, Debra Gersh. 1996. « Posing as journalists ». *Editor & Publisher*. 129 (n° 9), 8-10

- Hilsman, Roger. 1987. *The Politics of Policy Making in Defense and Foreign Affairs: Conceptual Models and Bureaucratic Politics*. Englewood Cliffs, New Jersey: Prentice-Hall Inc.
- Hudson, Alan. 1999. « Beyond the Borders: Globalisation, Sovereignty and Extra-Territoriality. » dans David Newman, dir.; *Boundaries, Territory and Postmodernity*. London: Frank Cass. p. 89 - 105.
- Huebert, Robert. 2004. « The Law of the Sea and the Arctic: An Unfulfilled Legacy ». Dans Aldo Chircop et Moira McConnell, dir., *Ocean Yearbook*. Chicago: University of Chicago Press, 193-218.
- Humphreys, Adrian. 2004. « Danes summon envoy over Arctic fight : ‘The solution of the dispute is not going to be military’ », *National Post*, le 30 mars, A1.
- Iyengar, Shanto, Adam Simon. 1994. « News Coverage of the Gulf Crisis and Public Opinion : A Study of Agenda-Setting, Priming and Framing ». Dans W. Lance Bennett et David L. Paletz, dir., *Taken by Storm : The Media, Public Opinion, and U.S. Foreign Policy in the Gulf War*. Chicago : The University of Chicago Press, 167-185.
- Kindt, John Warren, Todd Jay Parriott. 1984. « Ice-Covered Areas: The Competing Interests of Conservation and Resource Exploitation ». *San Diego Law Review* 21 (no. 5 – sept-oct), 941-984
- Kristensen, Poul E. D. 2005. « Sorry Canada, Hans Island is Danish ». *The Ottawa Citizen* (Ottawa), 28 juillet, A13.
- Lapid, Yosef. 2001 [a]. « Identities, Borders, Orders : Nudging International Relations Theory in a New Direction ». Mathias Albert, David Jacobson et Yosef Lapid, dir. *Identities, Borders, Orders: Rethinking International Relations Theory*. Collection Borderlines, vol. 18. Minneapolis: University of Minnesota Press. p. 1 – 20.
- Lapid, Yosef [b]. 2001. « Rethinking the “International”: IBO clues for Post-Westphalian Mazes ». Mathias Albert, David Jacobson et Yosef Lapid, dir. *Identities, Borders, Orders: Rethinking International Relations Theory*. Collection Borderlines, vol. 18. Minneapolis: University of Minnesota Press. p. 21 - 28.
- Larson, James F.; 1988. *Global Television and Foreign Policy*. Headline Series, n° 283 (fév. 1988). New York: Foreign Policy Association.
- Lasserre, Frédéric. 1997. « Le mythe du nord ». *Géographie et Culture*, n° 21 (printemps): 59-70.

- Lasserre, Frédéric. 2004. « Les détroits arctiques canadiens et russes Souveraineté et développement de nouvelles routes maritimes » *Cahiers de Géographie du Québec* 48 (n° 135 – décembre), 397-425
- Lasserre, Frédéric. 2004. « Les détroits maritimes Réflexion sur des enjeux stratégiques majeurs ». *Cahiers de Géographie du Québec* 48 (n° 135 – décembre), 279-286
- Le, Elisabeth. 2002. « Human rights discourse and international relations: Le Monde's editorials on Russia » *Discourse & Society* 13(no. 3), 373–408
- Leonard, Thomas C.; 1986. *The Power of the Press: The Birth of American Political Reporting*. New York: Oxford University Press.
- Less talk, more action on Arctic, expert advises. 2007. *Canadian Press* (Toronto), 25 juillet.
- Livingston, Steven. 1997. « Beyond the “CNN Effect” : The Media-Foreign Policy Dynamic ». Dans Pippa Norris, dir., *Politics and the Press : The News Media and Their Influences*. Boulder, Colorado : Lynne Rienner Publishers, 291-318.
- Marcadon, Jacques. 2004. « Géoéconomie des détroits danois » *Cahiers de Géographie du Québec* 48 (n° 135 – décembre), 289-310
- Martin reaffirms Arctic sovereignty. 2004. *Kitchener-Waterloo Record* (Presse canadienne), le 13 août, A4.
- McCombs, Maxwell, Donald Shaw. 1991. « The Agenda-Setting Function of Mass Media ». Dans Maxwell McCombs et David L. Prosser, dir., *Agenda Setting: Readings on Media, Public Opinion, and Policymaking*. Hillsdale, New Jersey: Lawrence Erlbaum Associates, 17-26.
- McConchie, Robert D. et Robert S. Reid. 1977. « Canadian Foreign Policy and International Straits ». dans *Canadian Foreign Policy and the Law of the Sea*, Barbara Johnson et Mark W. Zacher, dir. Vancouver: University of British Columbia Press. 158-201
- McNulty, Timothy J.; 1993. « Television's Impact on Executive Decisionmaking and Diplomacy ». *Fletcher Forum*. 17, 67-84
- Mermin, Jonathan. 1997. « Television News and American Intervention in Somalia: The Myth of a Media-Driven Foreign Policy ». *Political Science Quarterly* 112 (no. 3 – automne), 385-403
- Miller, David. 1993. « The Northern Ireland Information Service and the media: Aims, Strategies, Tactics ». Dans John Elridge, dir., *Getting the Message: News, Truth and Power*. Glasgow University Media Group. New York: Routledge., 73-103.

- Miller, David, Kevin Williams. 1993. « Negotiating HIV / AIDS Information: Agendas, Media Strategies and the News ». Dans John Elridge, dir., *Getting the Message: News, Truth and Power*. Glasgow University Media Group. New York: Routledge., 126-142.
- Moisi, Dominique. 2000. « La politique étrangère à l'épreuve de la mondialisation ». *Politique Étrangère*. 3 (n° 4), 625-630
- MSN Encarta. « *Europe (continent)* » Article, Section 5 (Histoire). URL : http://fr.encarta.msn.com/encyclopedia_761570768_4____94/Europe.html#s94. Site consulté le 21 août 2009.
- Nations unies, Oceans and Law of the Sea. New York: Division for Ocean Affairs and the Law of the Sea. URL: http://www.un.org/Depts/los/convention_agreements/convention_overview_convention.htm . Site consulté le 12 août 2007.
- Newman, David. 2001. « Boundaries, Borders, and Barriers: Changing Geographic Perspectives on Territorial Lines ». Mathias Albert, David Jacobson et Yosef Lapid, dir. *Identities, Borders, Orders: Rethinking International Relations Theory*. Collection Borderlines, vol. 18. Minneapolis: University of Minnesota Press. p. 137 - 151.
- Newman, David. 1999. « Geopolitics Renaissant : Territory, Sovereignty and the World Political Map. » dans David Newman, dir.; *Boundaries, Territory and Postmodernity*. London: Frank Cass. p. 1 – 16.
- Nouveaux assassinats. 2009. Radio-Canada.ca avec Agence France Presse, Associated Press et Reuters. Le 11 août. En ligne. <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/International/2009/08/11/015-Tchetchenie-Sadoulaieva.shtml>. (Site consulté le 21 août 2009.)
- O’Heffernan, Patrick. 1994. « A Mutual Exploitation Model of Media Influence in U.S. Foreign Policy ». Dans W. Lance Bennett et David L. Paletz, dir., *Taken by Storm : The Media, Public Opinion, and U.S. Foreign Policy in the Gulf War*. Chicago : The University of Chicago Press, 231-249.
- Paasi, Anssi. 1999. « Boundaries as Social Processes: Territoriality in the World of Flows. » dans David Newman, dir.; *Boundaries, Territory and Postmodernity*. London: Frank Cass. p. 69 – 88.
- Parenti, Michael. 1993. *Inventing Reality: the Politics of News Media, Second Edition*. New York: St. Martin’s Press.
- Pederson, Wesley. 1977. « PR's Global Reach » *Public Relations Quarterly* 22 (n° 1 – printemps), 17-20

- Petersen, Nikolaj. 1988. « Denmark, Greenland, and Arctic Security » Dans Kari Möttölä (dir.), *The Arctic Challenge: Nordic and Canadian Approaches to Security and Cooperation in an Emerging International Region*. London: Westview Press. p. 39- 74.
- Pharand, Donat. 1973. *The Law of the Sea of the Arctic : with Special Reference to Canada*. Ottawa: University of Ottawa Press.
- Potter, Evan H. 2002. « Le Canada et le monde continuité et évolution de l'opinion publique au sujet de l'aide, de la sécurité et du commerce international, 1993-2002 ». *Revue Études internationales* XXXIII (n° 4 – décembre), 697-722
- Purver, Ronald G. 1977. « Canadian Foreign Policy and the Military Uses of the Seabed » dans *Canadian Foreign Policy and the Law of the Sea*, Barbara Johnson et Mark W. Zacher, dir. Vancouver: University of British Columbia Press. 202-254
- Purver, Ronald G. 1989. « Aspects of Sovereignty and Security in the Arctic ». dans *Canadian Oceans Policy: National Strategies and the New Law of the Sea*, Donald McRae et Gordon Munro, dir. Vancouver: University of British Columbia Press. 165-188
- Raffestin, Claude. 1980. *Pour une géographie du pouvoir*. Collection « Géographie économique et sociale » Tome XIII. Paris : Librairies techniques (LITEC). Première partie, Chapitres, 1, 3; Troisième partie, Chapitres 1, 2, 3, 4.
- Roberts, Walter R.; 1991. « The Media Dimension II: Diplomacy in the Information Age ». *The World Today* vol. 47, n° 7 (juillet): 112-115.
- Robichaud, Chantal; Stéphane Roussel. 2004. « L'État postmoderne par excellence ? : Internationalisme et promotion de l'identité internationale du Canada ». *Revue Études internationales*. XXXV (no 1 - mars), 149.
- Robinson, Piers. 2001. « Theorizing the Influence of Media on World Politics: Models of Media Influence on Foreign Policy ». *European Journal of Communication* 16(no 4), 523–544
- Ross, George. 2000. « Un seul objectif, faire des affaires : La nouvelle diplomatie » *Le Monde diplomatique* (août), 3
- Scott, Shirley V.; 2004. « The LOS convention as a Constitutional Regime for the Oceans ». dans *Stability and Change in the Law of the Sea: The Role of the LOS Convention*, Alex G. Oude Elferink, dir. Boston: Martinus Nijhoff Publishers, 9-38
- Shadian, Jessica. 2007. « In Search of an Identity Canada Looks North ». *American Review of Canadian Studies* 37.3 (automne), 323.

Shinar, Dov. 2000. « Media Diplomacy and 'Peace Talk' : The Middle East and Northern Ireland ». *Gazette* 62 (n° 2), 83–97

Sigal, Leon V.; 1973. *Reporters and Officials: The Organization and Politics of Newsmaking*. Toronto: D.C. Heath and Company.

Sokolsky, Joel J. 1989. « Striking a New Balance: Seapower, Security, Sovereignty and Canada ». dans *Canadian Oceans Policy: National Strategies and the New Law of the Sea*, Donald McRae et Gordon Munro, dir. Vancouver: University of British Columbia Press. 189- 216

Soroka, Suart N.; 2002. *Agenda-Setting Dynamics in Canada*. Toronto: UBC Press., Chapitres 6, 7 et 8.

Un gel controversé. 2009. *Radio-Canada.ca avec Agence France Presse*. Le 18 août. En ligne. <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/International/2009/08/18/004-Irsael-colonies-gel.shtml>. (Site consulté le 21 août 2009.)

Une souveraineté à 843 millions par an. 2009. *Radio-Canada et la Presse Canadienne*. 2009. Le 22 janvier. En ligne. <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/National/2009/01/22/006-Arctique-couts-souv.shtml>. (Site consulté le 25 janvier 2009)

Spencer, Graham. 2004. « The impact of television news on the Northern Ireland peace negotiations ». *Media, Culture & Society* 26(n° 5), 603–623

Taiwan restera tranquille tant qu'elle ne sera pas menacée. 2000. *Les nouvelles de Radio-Canada*. Le 24 mars. En ligne. <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/44/44019.htm>. (Site consulté le 21 août 2009.)

Thorne, Stephen. 2005. « Federal government looks to satellite to help assert Arctic sovereignty ». *La Presse canadienne*, le 28 août.

Willnat, Lars. 1997. « Agenda Setting and Priming: Conceptual Links and Differences ». Dans Maxwell McCombs, Donald L. Shaw et David Weaver, dir., *Communication and Democracy: Exploring the Intellectual Frontiers in Agenda-Setting Theory*. Mahwah, New Jersey: Lawrence Erlbaum Associates, 51-68.